S!lence
N°295
Avril
2003
4 €
10 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Paix
Antiguerre et antimilitarisme

Autoconstruction
Et si on muraillait

Barrage et maïs
Un couple contre nature

Déchets

pour une collecte sélective d'alternatives

Sommaire

Déchets

- Du concept de déchet aux limites du recyclage
- La production propre, pour quels enjeux ?
- Pour une collecte sélective d'alternatives

de Jocelyn Peyret

Antiguerre et antimilitarisme 18
de Michel Bernard

Irak
Les sentiers de la gloire 21
de Robert Fisk

Autoconstruction
Et si on muraillait 24
de Patrice Néel

Eslourenties
Barrage et maïs : un couple contre nature 31
de Martin Arnould

Brèves

16 Environnement
18 Paix
23 Nord-Sud
26 Alternatives
28 Nucléaire
30 Energies
32 Société
32 Politique
33 Femmes
34 Santé
34 Annonces
36 Livres
38 Courrier

Les infos contenus de ce numéro ont été arrêtées au 5 mars 2003.

VU de l'intérieur...

En chantier

En principe, les prochains dossiers seront consacrés au contre G8 (mai), la décroissance (juin), alternatives en Franche-Comté (juillet), le numéro 300 (août), les vaccins (septembre)...

Décroissance

Le numéro 280 de février 2002 sur la décroissance a été rapidement épuisé alors que les demandes étaient nombreuses. Nous avons donc réalisé un tiré à part de ce numéro qui, en vingt pages, reprend le dossier sur la décroissance et l'interview de Pierre Rabhi. Il annonce également un colloque sur la décroissance que nous co-organisons en septembre prochain à Lyon. Il est disponible contre 2 € seulement (+ 1 € de port).

Dorothée Fessler

Pour la gestion des lecteurs qui nous aident à tenir des stands dans les fêtes ou manifs, Bruno Clémentin a été remplacé mi-février par Dorothée Fessler. Pour aider localement, vous pouvez la contacter le lundi, de 9 h à 12 h, à la revue ou avant 21 h au 04 78 85 56 02.

Dialogue par minitel

Un de nos lecteurs anime un groupe de discussion sur Minitel sur 36 14 Diaping (3,5 centimes la minute).

Ami-e-s de Silence Rencontres de l'été

L'association les Ami-e-s de Silence organise la rencontre annuelle des lectrices et des lecteurs de la revue au Bio-lopin, dans le Jura, du samedi 5 juillet au samedi 12 juillet.

Si vous êtes intéressé-e-s, adhérez (à partir de 5 €) avant le **1er juin 2003**. Séjour autogéré avec ateliers conférences, soirées festives... Prévoir pour camping + repas bio environ 10 €/jour. Envoyez vos suggestions d'ateliers ou de participation. Si vous disposez de yourtes, tentes... merci de nous contacter, **par courrier uniquement** :

Les Ami-e-s de Silence, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon

PARIS

Echos de Silence

Silence anime une émission sur la radio associative Ici et Maintenant (95,2 FM), le premier mercredi de chaque mois de 16h30 à 17h30. Prochaines émissions les mercredis 5 mars, 9 avril, 7 mai, 4 juin.

CLERMONT-FERRAND

Café-Silence

Les lecteurs de Silence de Clermont-Ferrand pourront se retrouver au café-lecture Les Augustes pour débattre des thèmes de la revue. Première réunion le mardi 15 avril, de 19 h à 20 h30, au *Café Les Augustes, 5, rue sous les Augustins, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 37 07 94.*

N°300 : à vous la parole !

Le numéro 300 est prévu en août 2003. Nous avons adopté l'idée de faire un numéro artistique avec des contributions sous forme écrite, de contes, de nouvelles, d'interviews, de poésies, de photos, de BD, de dessins, de collages, de trucages d'images, sur un format maximum de deux pages en liaison avec les alternatives que nous souhaitons (écologie, non-violence...).

Les personnes qui seront publiées bénéficieront d'un abonnement d'un an à partir de ce numéro 300.

Nous avons reçu beaucoup de propositions de textes, quelques poèmes, mais très peu d'illustrations pour le moment.

Votre participation doit nous parvenir avant **le 30 avril 2003**.

S!lence
Ecologie • Alternatives • Non-violence

✉ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
✆ **Renseignements**
04 78 39 55 33 mardi et jeudi
✆ **Diffusion - Comptabilité - Abonnements**
04 74 07 08 68 le mardi
04 78 39 55 33 le jeudi
✆ **Rédaction**
04 78 39 55 33 le mercredi
✆ **Stands, correspondants**
04 78 85 56 02
✉ **Virements bancaires**
CCP 550 39 Y LYON
✉ **Distribution en Belgique**
Brabant-Ecologie
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.
La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 1er trimestre 2003
Tirage : 6 000 ex

Editeur : Association Silence
Président : **Xavier Sérédine**
Trésorière : **Myriam Cognard**
Vice-trésorier : **Jacques Caclin**
Administratrices :
Madeleine Nutchey, Suzanne Vignal.

Réalisation de la revue
Directrice de publication : **Madeleine Nutchey** Secrétaires de rédaction : **Michel Bernard et Michel Jarru** Gestion et abonnements : **Michel Jarru** Communication et documentation : **Alexandre Esteban** Maquette et publicité : **Vincent Cheynet** Stands salons et fêtes : **Dorothée Fessler** Rédaction : **Michel Bernard, Alexandre Esteban, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier** Conseillers scientifiques : **Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot** Dessinateurs : **Altho, Lasserpe, Mahlen** Correcteurs : **Raymond Vignal, Françoise Weité** Expédition : **Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Paul Garde, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino** Ont participé à ce numéro : **Martin Arnould, Robert Fisk, Patrice Neel, Jocelyn Peyret.**
Couverture : Silence.

Venez nous voir !

N°296 - mai
Comité de clôture des articles :
samedi 29 mars à 14 h
(clôture brèves : mercredi 2 avril à 12 h)
Expédition :
vendredi 18 avril de 14 h à 21 h 30

N°297 - juin
Comité de clôture des articles :
samedi 26 avril à 14 h
(clôture brèves : mercredi 29 avril à 12 h)
Expédition :
vendredi 16 mai de 14 h à 21 h 30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Bulletin d'abonnement page 39

Vers le zéro déchet...

Les déchets ménagers et industriels sont les restes de notre insatiable appétit.

Chaque année le style de vie des pays industrialisés nécessite quelque cent tonnes de ressources non renouvelables par personne.

94 % des matériaux extraits de l'environnement deviennent des déchets avant même que les produits soient manufacturés et 80% des biens sont jetés dans les six mois suivant leur production.

Au niveau de la Communauté européenne, ce sont quelque deux milliards de tonnes de déchets qui sont générés chaque année, dont 40 millions sont classés comme «déchets dangereux».

Pour les décideurs économiques et politiques, la solution pour gérer la crise des déchets passe par deux technologies coûteuses, polluantes et destructrices de matières premières : l'incinération et l'enfouissement.

Au *final* nous croulons sous les déchets, épuisons les ressources non renouvelables et polluons l'ensemble des écosystèmes.

En réaction à la «vague verte» occidentale, le milieu industriel envahit un nouveau secteur compatible avec sa notion du développement durable : la *production propre*.

Au même moment des campagnes et des initiatives orientées vers le *zéro déchet* éclosent de par le monde.

Et, au milieu de toute cette agitation et de cette course aux marchés, de nombreuses idées pratiques de réduction à la source chez et par le particulier voient le jour.

Ce sont ces pratiques comportementales de réduction, de réemploi, de réutilisation et de récupération que nous devons (re)découvrir.

Voici pour cela, une collecte sélective, non exhaustive, d'alternatives. Bonne pioche !

Jocelyn Peyret ■

LE MOIS DE LASSERPE

Du concept de déchet aux limites du recyclage

Au fur et à mesure que les déchets s'accumulent, les industriels comme les élus cherchent des solutions... peu contraignantes. Résultat : les déchets s'accumulent, la planète s'épuise.

En Turquie, il y a 8000 ans, les murs des maisons en ruine tenaient lieu de dépotoir public où aboutissaient les détritus du voisinage et où on déversait également les cendres provenant des fours et des foyers, ce qui permettait de recouvrir l'accumulation des ordures et de prévenir à la fois un amas de mouches et les odeurs nauséabondes.

En Basse-Mésopotamie (IVe millénaire avant J.-C.), les Sumériens créent des systèmes d'irrigation en mesure de compenser les précipitations insuffisantes. C'est selon ce même principe qu'ils conçoivent les réseaux d'égouts dont allaient être dotées leurs villes.

En Egypte et partiellement en Grèce, les matières fécales étaient conservées dans des amphores d'argile et un ramassage régulier organisé. Ces matières étaient livrées aux agriculteurs comme engrais.

Rome construisit les premiers éléments de son système d'égouts vers 300 avant J.-C. Le réseau était composé de plusieurs conduits à ciel ouvert, aboutissant à un collecteur principal, la «cloaca maxima», se déversant dans le Tibre.

Après la chute de l'empire romain, l'Europe sombre dans le chaos. La société urbaine disparaît complètement à mesure que les gens se dispersent dans les campagnes.

Au Xe siècle, une reprise s'amorce. Durant les XIIe et XIIIe siècles, on construit plus de villes que durant toute autre période entre la chute de Rome et la révolution industrielle. Les bourgs médiévaux sont rapidement surpeuplés. On construit vite et serré. Les maisons s'élèvent côte à côte. Les rues ne dépassent pas trois mètres de largeur. La saleté est en grande partie une conséquence directe de l'étroitesse des enceintes. L'habitant se débarrasse des déchets qui ne peuvent pas être donnés aux animaux, en les jetant directement devant sa porte. Lorsqu'elles étaient pavées, les rues étaient pourvues d'un caniveau central, le ru, destiné à faciliter l'écoulement des eaux. Le piéton avait alors tendance, pour éviter ce caniveau à «tenir le haut du pavé».

Le 24 novembre 1883 parut l'arrêté Poubelle, du nom du préfet Eugène Poubelle, obligeant les propriétaires d'immeubles à se procurer des récipients spéciaux à mettre à la disposition des locataires pour le dépôt de leurs déchets. Les boîtes doivent être déposées sur la voie publique, un quart d'heure avant le passage des tombereaux.

En 1893, construction de la première usine d'incinération à Javel, près de Paris. Les hygiénistes soulignaient les vertus purificatrices du feu tandis que les agronomes s'indignaient de la perte irrémédiable d'une source précieuse d'engrais organiques. La destruction par les flammes fut proscrite au profit du compostage. Ce n'est qu'en 1906 que l'incinération des déchets ménagers fut autorisée.

Il faudra attendre la Seconde guerre mondiale pour que les poubelles soient d'usage courant.

Et à partir de 1950 on constate un fort accroissement des plastiques, boîtes de conserve, bouteilles, cartons... La composition des déchets évolua avec les modifications des habitudes alimentaires : la proportion de matières putrescibles telles que les épluchures se réduisait, tandis que les emballages «perdus», les journaux, les morceaux de verre et de ferraille proliféraient. Les ordures brutes devenaient de plus en plus indigestes pour l'environnement.

Il faudra attendre la Seconde guerre mondiale pour que les poubelles soient d'usage courant.

Des déchets à tous les niveaux

Aujourd'hui, notre sac-poubelle d'un jour pèse aussi lourd que celui que nos grands-parents avaient mis tout un mois à remplir. Et ce n'est que le sac qui cache la décharge ! Les déchets que nous créons sont pour la plupart issus des activités d'extraction et de transformation des matières premières. Les différents matériaux que nous retrouvons dans nos poubelles ne sont que les déchets que nous lèguent les industriels. Ces «non-ressources» pour l'environnement, représentent une ressource financière pour l'industrie qui collecte, trie, transporte (environ 30 % des transports en France concernent des déchets), et traite ces flux (recyclage ou incinération).

Au départ un déchet n'est rien d'autre que le produit d'une activité. Qu'elle soit végétale, animale ou humaine. Les déchets produits par les espèces non humaines sont des ressources pour certaines niches écologiques. Ce n'est pas le cas des ordures d'origines humaines qui s'accumulent dans l'environnement et menacent la survie des espèces et des écosystèmes. En effet, bien qu'issues de l'environnement, les matières premières, transformées par l'industrie humaine, prennent des formes et des propriétés qui les rendent résistantes aux phénomènes de décomposition naturelle et qui souvent intoxiquent les organismes. L'impact des activités humaines est relatif soit aux activités agricoles intensives qui épuisent le sol, épuisent les ressources en eau et polluent l'environnement ; soit aux activités créatrices de nouvelles substances auxquelles ne correspond aucune voie de dégradation naturelle sans dommage pour l'écosphère ; soit à l'extraction du sous-sol des métaux lourds et leur dispersion dans l'environnement lors de leur extraction, transformation et élimination.

Le marché des déchets est donc générateur de nuisances pour l'environnement et la santé des consommateurs, mais de chiffre d'affaires pour les industriels.

DR

Solutions de facilité

Ne voulant pas perdre ces subsides, le secteur de l'industrie a, en premier lieu, proposé comme solution de facilité l'incinération et l'enfouissement. Ces deux techniques sont génératrices de polluants et de destruction de matière première. Mais sous couvert de valorisation par production d'énergie ou de chaleur, la manipulation des élus et de certaines associations a été facile à mettre en place pour persuader de l'intérêt public et économique de l'incinération. Technique qui, associée à l'enfouissement (en CET ou Centre d'enfouissement technique), satisfaisait l'ensemble de la classe politique : l'industriel se charge de l'ensemble du dossier ou presque. La commune ou le syndicat de communes s'engage, plus ou moins ouvertement, à nourrir le monstre. Car il va sans dire qu'au vu du montant des investissements, nous nous retrouvons dans le même système d'investissement à amortir sur le long terme qu'avec la politique du nucléaire : plusieurs années sont nécessaires pour rentabiliser les investissements et les machines ont une durée de vie de plusieurs dizaines d'années.

Incinération, enfouissement et recyclage sont les maîtres mots d'une politique qui refuse de lutter contre la production des déchets.

Mais que faire des millions de tonnes de déchets qui envahissent nos poubelles ? Les industriels et les politiciens voulant saupoudrer leur «conscience» d'une pincée d'écologie, la collecte, le tri et le recyclage de certains matériaux (à des taux minima afin de ne pas voir l'appétit des incinérateurs partir en fumée comme papier au feu) furent mis en place à grand renfort de communication. Des amalgames volontaires sont entretenus : le point vert éco-emballage est pour certains une preuve que le produit est recyclé, pour d'autre qu'il est recyclable ! En fait l'entreprise pour apposer ce logo paye une taxe par emballage à l'organisme éco-emballage (1). Ce dernier par la suite finance la mise en place de plan de gestion des déchets. Incinération, enfouissement et recyclage sont les maîtres mots de leur politique. Ces techniques sont coûteuses économiquement, énergétiquement et matériellement.

L'incinération détruit des ressources et pollue l'environnement par les rejets atmosphériques de cocktails inconnus (plusieurs dizaines de substances chimiques identifiées ou non sont ainsi relâchées), par les mâchefers (1/3 en poids de ce qui est brûlé et qui concentre les polluants) et par les refioms (résidus des fumées des incinérateurs d'ordures ménagères) (2).

Les CET stockent des produits divers qui par fermentation, équivalent à de petites bombes disséminées sur le territoire. Leur étanchéité est assurée par une géomembrane (en polyéthylène ou PVC ou éthylène ou bitume) sensible aux écarts de températures, à des défauts dus à la fabrication, au transport, au stockage et surtout à la mise en place. Face à ces risques et à la destruction de matières premières, la méthanisation représente un plus par rapport à l'enfouissement sans récupération du gaz. Mais ce n'est jamais qu'une solution de rattrapage quand il ne s'agit tout simplement pas d'un accès sournois à l'incinération (3).

DR

L'échec du recyclage

Le recyclage quant à lui représente le plus gros mensonge et la plus grosse manipulation auxquels nous faisons face aujourd'hui. En effet, il ne s'agit ni plus ni moins que d'un échec économique et matériel. La plupart du temps nous nous trouvons face à une perte de qualité du matériau. Le papier, par exemple, ne pourra être recyclé que 6 à 7 fois pour aboutir finalement à du carton grossier (4). Le recyclage du PVC reste dans le même ordre d'idée : on ne peut le recycler qu'une unique fois en chaise de jardin par exemple. Après, il devient un déchet «encombrant» car polluant. Le recyclage des batteries au plomb ou au cadmium est une industrie bien rodée... dans la pollution de l'environnement et l'intoxication des êtres vivants. C'est pour toutes ces raisons que les pourcentages ou quantités de matériaux recyclés ne sont pas de bons critères pour évaluer «l'écologisme» d'une société. Bien au contraire de faibles taux de recyclage peuvent êtres synonymes d'une faible production de déchets. C'est pourquoi le réemploi et la réutilisation d'un bien sont plus rationnels que le seul recyclage de ses constituants. C'est pourquoi nous devons donner au recyclage le rôle qu'il mérite : celui de témoin d'une société créant des déchets et non des ressources durables.

Jocelyn Peyret ■

(1) Eco-emballage a été créé par M. Riboux, industriel renommé, patron de BSN/Danone.
(2) Pour plus d'informations, contacter le CNIID (voir adresses en fin de dossier).
(3) Le syndicat de communes de Montpellier avait en novembre 2002 choisi la méthanisation des déchets plutôt que leur incinération. C'est du moins ce qu'ils ont laissé penser. Quelques mois après la réalité sort de la décharge : la plupart des déchets partiront vers un incinérateur. Mais rassurez-vous... hors du département !
(4) Silence est une des rares revues à être imprimées sur du papier 100 % recyclé. Cela se paie au niveau de la qualité des images et de la lisibilité.

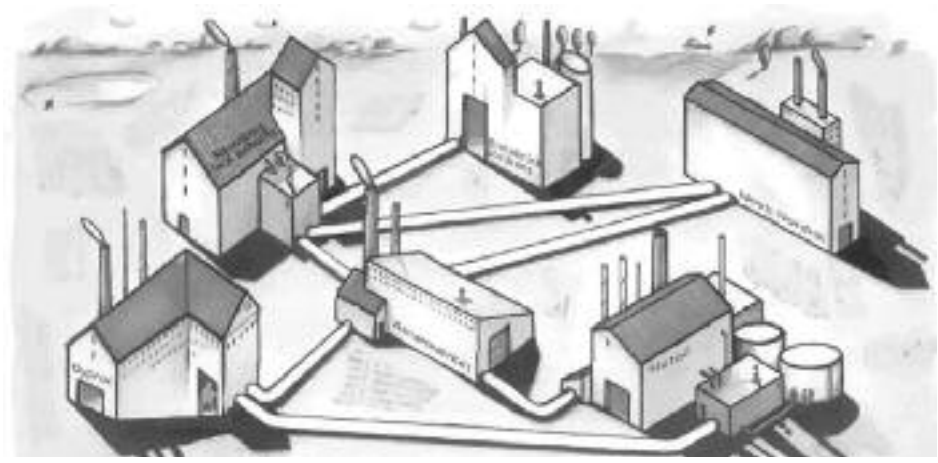
La production propre !
Pour quels enjeux ?

Devant la multiplication des problèmes, la société industrielle essaie aujourd'hui de mettre en place la «production propre». Belle théorie en pratique qui permettrait de ne pas remettre en cause le système. Mais cela peut-il fonctionner ?

La prise de conscience des pollutions et des contaminations de l'environnement et des chaînes alimentaires est pour ainsi dire née avec la parution de l'ouvrage de Rachel Carson, «Silent Spring», parut en 1962. Un peu plus de trente ans plus tard, en 1996, paraissait l'ouvrage de Theo Colborn, «Our Stolen Future» (1), qui actualisait les faits. Quels faits ? L'ensemble de l'écosphère est pollué, principalement via les courants marins et les vents, et de nombreuses espèces animales en bout de chaîne alimentaire, dont l'homme, sont fortement contaminées par des substances toxiques (phénomènes de bio-accumulation).

Par la suite de nombreuses études confirmèrent ces constats. Et de multiples accidents étayèrent cette prise de conscience. En France, de nombreux scandales sanitaires et environnementaux ont éclaté : fin 2001 à Gilly-sur-Isère un incinérateur fut fermé en catastrophe quand les riverains prouvèrent la contamination du lait de vache puis de certains enfants... ; début 2002, la présence de mercure dans certains poissons a conduit la Direction générale de la santé à recommander aux femmes enceintes de ne pas en consommer (2).

Autre aspect inquiétant du monde industriel : actuellement, sur les 100 000 substances chimiques de synthèse utilisées, la plupart n'ont pas encore été évaluées quant à leur toxicité. De même les effets à venir des mélanges de ces substances dispersées dans l'environnement, et auxquels nous sommes exposés, ne sont pas connus.



DR

L'Eco-industrial Park de Kalundborg (Danemark) tel que le présente ses concepteurs : des usines reliées entre elles, peu de fumées et même en haut à gauche un étang pour la pisciculture.

DR

Une théorie séduisante

Certains gouvernements et ONG ont cependant pris le problème à bras le corps dès les années 1980 et initièrent des programmes de *production propre* (3). De par le monde, depuis une dizaine d'années, des colloques se multiplient, ainsi que des campagnes tendant vers le *Zéro déchet*. En quoi cela consiste-t-il ? Il s'agit de développer des systèmes industriels prenant en compte la réduction des substances toxiques dans tous les processus d'extraction et de transformation. Les biens ainsi produits seraient non plus des déchets mais des ressources. Elles pourraient alors être utilisées par d'autres entreprises, ou retourner dans le milieu naturel sans danger pour celui-ci. Seraient aussi pris en compte les aspects sociaux de respect du travailleur et de son environnement.

Beverley Thorp, une des spécialistes mondiales de la production propre, la définit par quatre principes : le principe de précaution, le principe de prévention, le principe démocratique et le principe éthique. Les objectifs se traduisent, pour les produits manufacturés, par une réduction drastique des substances toxiques, par la fabrication de biens durables, réemployables, réutilisables, faciles à démonter, à réparer et à moderniser, puis compostables ou recyclables. Beverley Thorp insiste également sur une prise de conscience du consommateur : quel est le besoin ? est-il primordial ? le produit est-il adapté au besoin ? est-il non toxique ?...

C'est au Danemark que ce système a été expérimenté pour la première fois. Il s'agit de l'*Eco-Industrial Park* de Kalundborg. Dans cette zone industrielle, plusieurs entreprises sont liées entre elles par des relations quasi-symbiotiques (4). Les sous-produits étant redistribués comme carburant ou ressources

(1) *Silent Spring* a été édité en français sous le titre *Le printemps silencieux*, Ed. Le Livre de Poche, 1968 et *Our Stolen Future* aux Editions Terre Vivante sous le titre *L'homme en voie de disparition*.
(2) Cette recommandation porte sur les daurades, espadons, marlins, requins, thons.
(3) La *production propre* concernerait les industriels et la *réduction à la source* les consommateurs. Le *zéro déchet* regroupant ces deux politiques.
(4) En biologie, on appelle *symbiose* une relation qui profite aux deux associés. Ceci par opposition au *parasitisme* où seul l'un des deux tire un bénéfice.

DR

Le mythe de la voiture propre ! Ici, elle est recouverte de gazon.

à l'intérieur du Park. Ce système s'inspire, imparfaitement, des écosystèmes naturels dans lesquels ce qui représente un déchet pour une espèce devient un aliment ou du moins une ressource pour une ou plusieurs autres espèces.

Un autre exemple parlant se trouve être l'État du Massachusetts aux États-Unis. Le gouvernement de cet État, avec l'aide du Massachusetts Institut of Technology (MIT), a mis en place dès 1990 un programme de réduction des substances toxiques avec les industriels. A travers ce programme volontaire, l'État du Massachusetts demande aux industriels de mettre en place un audit sur les substances toxiques utilisées et de concevoir un plan de réduction. Dix ans après, les compagnies avaient réduit leurs rejets en déchets toxiques de 57 % par produit, généraient 41 % de déchets toxiques en moins, avaient réduit de 24 % l'utilisation de toxiques. On est donc encore loin de la production propre. Les gains financiers, pour les industries et l'Etat, étaient de 15 millions de dollars, sans prendre en considération les bénéfices sanitaires et environnementaux.

Si les voitures sont plus propres aujourd'hui, comme elles sont en plus grand nombre, finalement, elles polluent plus !

Des limites vite atteintes

La *production propre* industrielle est en fait une nouvelle forme de développement économique industriel. Ce procédé tente d'inclure l'*analyse de cycle de vie* du produit et pose la question de l'utilité de ce même produit. Mais ces analyses sont commanditées par le producteur lui-même, et l'étude est parfois réalisée par ses propres salariés. De quelle crédibilité pouvons-nous les accréditer ? Les prédateurs économiques qui nous entourent ne sont pas près de (nous) lâcher la bourse ! Que ce soit dans l'affaire de l'amiante, du nucléaire, du PVC, du cadmium, des éthers de glycol... ils nous ont prouvé avec quelle force ils pouvaient influer les décisions politiques sur des domaines de santé publique et d'environnement. Et certains croient encore que l'industriel va s'autocensurer ! Que le capitalisme va se contenter de petites fleurs ! Sur l'emballage de son produit pour verdir son image de marque certainement.

Un des arguments employé pour défendre le principe de *production propre* est digne d'un jeu d'aventures pour stratèges financiers. Situons le décor : la *responsabilité engagée du producteur* (REP) sur le cycle de vie de ses produits l'obligera à tendre vers une *production propre*.

Ensuite, le paradigme annonce que la concurrence favorisera l'entreprise qui prendra en compte, dès le départ, l'innocuité du produit. Ainsi elle aura l'opportunité de communiquer (publicité) sur sa conscience écologique. Nous restons ici dans une société industrielle mondialisante et capitaliste, car il est évident que le profit est la seule production envisagée ! La course à la labélisation a déjà commencé. Après le produit bio, équitable et recyclable, voici le «propre».

Ces techniques *propres* sont déjà mises à l'épreuve depuis plusieurs années. Preuve en est la voiture : un véhicule aujourd'hui émet moins de polluants. Mais depuis les années 70, le parc d'automobiles a augmenté de 16 millions de véhicules par an. Les efforts pour mettre au point des véhicules propres sont donc balayés par l'augmentation constante du parc automobile (5).

En définitive, et malgré les gains d'efficacité, la consommation d'énergie des pays les plus industrialisés a augmenté au cours de ces dernières années (6).

Le productisme se heurte aux limites de l'écosphère

Mais l'avenir de la société humaine sur cette planète passe-t-il inévitablement par une industrialisation productiviste, même propre ?

Un comportement tendant vers le zéro déchet (industriel et ménager) devrait nous permettre de réduire la surcharge pondérale que nous imposons à cette sphère géographiquement finie et aux ressources limitées.

Quoi qu'on en dise, nos actes du quotidien représentent un des outils les plus efficaces pour décroître, et les solutions sont souvent à portée de main. C'est avec cette idée en tête qu'il nous faut partir à la (re)découverte de procédés, de systèmes D, d'astuces... limitant nos impacts sur l'écosphère.

Jocelyn Peyret ■

■ La commune de **Dilbeek**, 37000 habitants, en Belgique, a diminué en 7 ans de 65 % le volume des déchets (collectivités, commerces, entreprises et particuliers). La ville a mis en place un système de collecte où les particuliers ne payent que les déchets non recyclables et, initiative plus intéressante, la mise en place d'actions de sensibilisation par la réduction à la source : par exemple, dans les écoles, il a été conseillé aux parents de ne plus emballer les sandwichs de leurs enfants dans de l'aluminium, mais d'utiliser des boîtes réutilisables ; de même pour les boissons : utiliser des bouteilles en verre consigné plutôt que des cannettes jetables après usage (c'est obligatoire pour les écoles) ou utiliser des gourdes ou des gobelets à couvercle.

■ En 10 ans, dans la commune de **Manspach**, en Alsace, la masse des ordures ménagères est passée de 370 kg par habitant à 77 kg en prônant la réduction à la source et en mettant en place le système de collecte à la pesée : chacun paye en fonction du poids de ses ordures. Depuis la mise en fonctionnement d'un nouvel incinérateur début janvier 2003, dans la communauté de communes, il a été demandé aux habitants de mélanger à nouveau les plastiques aux déchets ultimes. Le tri et le recyclage battent ainsi en retraite face à l'appétit du nouveau mode de gestion de déchets. Le maire de Manspach mène la fronde contre cette décision.

■ La ville de **Munich** a mis en place un service de location d'assiettes et couverts réutilisables ainsi que de lave-vaisselle pour les fêtes et petites manifestations publiques. Pour les plus grands événements, elle instaure l'interdiction des couverts, assiettes et verres non réutilisables. Dans les écoles, les services de restauration ont remplacé les cannettes et bouteilles à usage unique par des récipients réutilisables.

(5) En aucun cas il ne s'agit ici de promouvoir les véhicules propres, mais de donner un exemple parlant de l'incohérence des politiques actuelles de «développement durable» et de production propre.
(6) Seuls le Danemark et l'Allemagne ont stabilisé leur consommation d'énergie.

C'est pas beau un incinérateur ?

DR

Des actions pour le zéro déchet

■ L'association **ICI-ROM** lance une campagne de réduction à la source envers les cafétérias Flunch. Cette chaîne a récemment abandonné les verres, remplacés par des gobelets en plastique jetables après une unique utilisation.

■ Le Centre national d'information indépendante sur les déchets (**CNIID**) a initié une campagne de cartes postales à destination de la Ministre de l'Écologie. Il est demandé qu'une législation soit mise en place, ayant comme objectif chiffré une réduction de 5% par an de la production de déchets toxiques. La campagne «D'abord ne pas nuire», du CNIID, vise à la réduction des déchets hospitaliers.

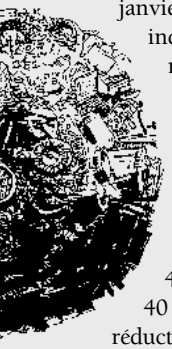
■ **Les Ateliers de la Bergerette** organisent pour la seconde fois, du 21 au 26 octobre 2003, la «semaine de la réduction à la source».

■ **Un adhérent** du CNIID, à la demande d'une commerçante de son quartier qui en a marre qu'on lui demande un sac en plastique pour un sandwich qui sera mangé dans les cinq minutes, a préparé un tract d'information sur les risques liés à l'incinération des sacs et sur les alternatives possibles. Exemple à suivre !

Des politiques vers le zéro déchet

■ La ville de **Salzbourg**, en Allemagne, a édité une brochure qui présente la liste des artisans et ateliers de réparation et de restauration de divers articles (meubles, électroménagers, jouets, vélos, outils…).

■ La **Slovaquie** est le premier pays au monde à avoir voulu interdire totalement le PVC. Le 15 mai 2001 le parlement slovaque a voté une loi entrée en vigueur le 1er juillet 2001. En voici un extrait : « il est interdit : la production, l'importation et l'exportation de polyvinylchloride (PVC) ainsi que les produits fabriqués à partir de PVC à partir du 1er janvier 2008 ». Suite à un lobbying des industriels, cette loi s'est transformée, pour le moment, en «programme de prévention».



■ La capitale de l'Australie, **Canberra** (200 000 habitants) a mis en place un objectif *zéro déchet* pour 2010. Il y a 10 ans, le tonnage de déchets annuel était de 440 000 tonnes, il a été réduit de 40 % depuis. La prévention par la réduction à la source, la production propre industrielle (principalement sur les emballages) étaient sur le point de permettre la réalisation de ce projet. Malheureusement le feu qui a détruit une partie de la ville, fin 2002, a mis de côté pour un certain temps cet objectif. La ville de Canberra va-t-elle investir dans des matériaux sains pour la reconstruction ?

■ **Taiwan** a décidé d'interdire la distribution gratuite de sacs et d'objets en plastique. Depuis le 1er juillet 2002, les couverts et les sachets en plastique ont été interdits dans les cantines scolaires, les organismes publics et les casernes. La deuxième partie du plan, concernant le commerce privé, est entrée en application le 1er janvier 2003. Les magasins, supermarchés ou commerces de proximité, ainsi que les chaînes de restauration rapide, ne doivent plus emballer leurs marchandises dans le plastique. Pour l'instant, seuls les marchands de rue échappent à cette mesure. Les contrevenants à la nouvelle loi sont passibles d'amendes allant de 2000 à 10 000 euros.

■ La collectivité territoriale de **Corse** étudie la possibilité d'interdire l'utilisation, dans l'île, des sacs plastiques d'emballage, considérés comme polluants et nocifs pour la santé. Cette proposition devrait être débattue en 2003 par l'assemblée de Corse. Un peu plus de 50 millions de sacs plastiques sont utilisés chaque année dans l'île.

■ En **Allemagne**, depuis le 1er janvier 2003, les canettes et bouteilles plastiques de boissons gazeuses et de bière vendues doivent être soumises à une consigne de 25 centimes d'euros, voire 50 cts pour les grandes bouteilles, ce qui parfois double presque leur prix. Le plus aberrant pour les consommateurs est que la consigne ne dépend pas du type de l'emballage, mais du contenu des canettes. Versés dans les mêmes canettes ou bouteilles que la bière ou la limonade, les boissons non gazeuses (jus de fruits, thé glacé...) ou les mélanges alcoolisés (whisky-coca...), échappent, elles, à la consigne : c'est là une concession que le groupe de pression du jetable a réussi à extorquer lors du passage de la réforme au Parlement, et qui bien sûr n'a guère de sens.

■ En **Allemagne** toujours, certaines grandes surfaces proposent pour le lait des «vaches métalliques», avec pis en caoutchouc. Ce système permet au consommateur de remplir lui-même sa propre bouteille.

■ En **Roumanie**, il existe encore un standard unique de bouteilles pour le vin, les eaux minérales et les boissons gazeuses. Ces bouteilles sont consignées et réutilisées après avoir été collectées dans des caisses également identiques. Récemment encore, les huiles neuves pour voiture étaient vendues à la condition de ramener l'huile usagée, et les papiers étaient collectés et achetés pour êtres recyclés. Depuis 1989, les compagnies privées, avides de profit, mettent à mal ces systèmes.

■ En **Asie**, l'enveloppe végétale du riz, un matériau non combustible, a été utilisée comme substitut du polystyrène comme emballage et comme matériau ignifuge en construction.

■ Au **Bangladesh**, une étude a montré que la filtration de l'eau avec un vieux sari (vêtement en coton) divise par deux les risques de choléra.

■ Au **Canada**, l'association des brasseurs a établi un système de consigne pour les contenants de bière. Le taux de récupération avoisine les 98 % pour les bouteilles et 85 % pour les canettes.

■ En **Angleterre**, il existe depuis très longtemps le service de livraison et de collecte des bouteilles de lait. Cette pratique était encore très développée il y a une vingtaine d'années. Mais depuis l'expansion des supermarchés de nombreux distributeurs ont fait faillite. Le livreur était une personne populaire à l'intérieur des quartiers, connu par tous, qui était parfois le seul lien avec l'extérieur pour certaines personnes âgées vivants seules, et qui surveillait les maisons vides pendant les vacances.

■ Sans PVC. Dans le domaine de la prévention, pour éviter l'utilisation du PVC, de nombreux pays ou villes ont choisi des matériaux traditionnels comme le liège, le linoléum, le bois, la céramique... Plus de cent communes en Allemagne, dont Berlin, six des neufs provinces autrichiennes, plus de cent communes de Suède, Norvège, Danemark et Benelux interdisent son utilisation dans les constructions publiques. Vienne en Autriche a supprimé le PVC des transports publics. En France, une dizaine de municipalités ont signé une charte «Ville sans PVC».

■ Le chauffage de l'eau au soleil (pour atteindre au moins 70°C, pendant plusieurs minutes) s'avère très efficace pour la rendre potable, et ne nécessite aucune produit chimique.

Pour une collecte sélective d'alternatives

Réutiliser les objets que l'on possèdent, les entretenir, se poser des questions sur l'utilité de nos achats, éviter d'acheter quant on peut faire soi-même, développer des réseaux locaux, autant de moyens pour tendre vers le zéro déchet.

DR

Une aire de compostage.

Nous avons, en tant que consommateur, pris des habitudes d'insouciance, remplaçant nos vêtements au gré des modes, nous encombrant de gadgets, et renouvelant nos biens d'équipements au fur et à mesure de l'amélioration des performances techniques, croyant en certaines occasions œuvrer plus écologiquement (appareillages économes en énergie ou moins polluant).

Cependant, comme nous l'avons vu, les besoins en ressources (énergie, matière) croissent en même temps que se développent de nouvelles technologies, même «propres». Et nous ne pouvons pas faire confiance à l'industrie, même si dans l'analyse du cycle de vie d'un produit l'aspect utilité «est» pris en compte. Attendre que l'industrie et les gouvernements mettent en place la réduction à la source équivaudrait à une dépendance à des systèmes complexes, incontrôlables. Le développement de technologies industrielles est corrélatif de centralisation et accroît les risques potentiels : la concentration d'activités, l'accentuation du contrôle et de la sécurité deviennent alors une nécessité. La dépendance à l'égard de ces mécanismes créés pour nous «simplifier» la vie, est déjà une réalité.

Pour en sortir, un engagement au quotidien est nécessaire. Comme nous l'avons vu précédemment, la question du déchet se pose depuis plusieurs siècles. Certes les matériaux ont changé et ce que nous nommons réutilisation ou recyclage n'a plus grand chose à voir avec ces mêmes activités du XIXe et du début XXe siècle. Elles sont censées résoudre des problèmes issus de la technologie, par la technologie. La simplicité volontaire et la créativité humaine sont étouffées par la technicité.

Les actes d'achat, l'inventivité, les initiatives locales, le système D et les «recettes de grand-mère» sont des comportements à haute valeur ajoutée pour économiser les ressources. Des savoir-faire oubliés, des procédés locaux sont à (re)découvrir. Certaines sociétés actuelles pratiquent ces «alternatives» qui consistent en des techniques de survie, d'adaptation à un milieu, de création artistique…

Tout au long de cet article, le souhait premier est de faire prendre conscience de la simplicité et de la faisabilité par chacun, de ces comportements conduisant au zéro déchet. Et ce à travers une collecte sélective, non-exhaustive, d'alternatives.

Les actes d'achat, l'inventivité, les initiatives locales, le système D et les «recettes de grand-mère» sont des comportements à haute valeur ajoutée pour économiser les ressources.

Réutilisation de tous temps

Au XIXe siècle, époque qui a vu naître la société industrielle actuelle, et corollairement le développement de savoirs faire de récupération et de réutilisation, les débris de verre, ou «groisil», étaient réduits en poudre par d'énormes meules, pour la production de papier de verre, de bouteilles ou de vitres ; les bouchons étaient recoupés et réemployés par les marchands d'encre ou des négociants en vins ; les tuyaux de gaz, les bretelles, les jarretières étaient réduits en poudrette amalgamée à du caoutchouc neuf ; les vieux papiers et cartons métamorphosés en papier mâché étaient façonnés en moulures pour plafond ; les souliers et les savates éculés étaient traités par une industrie spécifique, la «groule», le cuir pouvait ainsi être recyclé de 10 à 20 fois.

Tout ce qui «sortait» de table n'était pas jeté ou composté. Les os, par exemple, étaient grattés avec soin et dépouillés des lambeaux de chair, puis mélangés dans une marmite avec de l'eau et de l'acide sulfurique (!), et enfin bouillis durant plusieurs heures. La graisse de cette mixture était transformée en bougies. Les os les plus beaux étaient travaillés dans des ateliers de production de boutons, de chapelets, de manches de couteaux, de brosses à dents, de montures d'éventails... Les autres devenaient gélatines, colle ou «noir animal» qui entrait dans la composition des peintures et des cirages.

Les petites mèches de cheveux provenant de brosses, étaient décrassées, égalisées, classées par teintes, puis transformées en postiches.

Plus récemment, un ouvrage édité en 1942 par les Editions Rustica, recense «milles moyens d'utiliser pratiquement les richesses perdues par ignorance ou négligence,… les vieilleries démodées ou abîmés,… les résidus de la cuisine et du ménage». En cette période de pénurie, le moindre matériau pouvait avoir une valeur inestimable. De l'art d'utiliser les objets en bois (bobines de fils, boîtes, caisses, rondins, vieux tonneaux…), les objets en métal (papier aluminium, capsule de bouteille, lames de rasoir, boîtes de cirage, boîtes à conserves, bidons, casseroles, cerceaux de tonneaux, grillage, ressorts, montures de parapluies…), le verre et la céramique, les articles de cuir, de caoutchouc, de cornes et d'os, les vieux cartons et vieux papiers, les plantes non cultivées, la sciure, les copeaux, les vieux bouchons… rien n'était perdu, tout était repensé.

Aujourd'hui, il nous reste encore de nombreuses voies à explorer pour réduire nos déchets, tant ces derniers sont devenus mon-

naie courante. Mais, par ces exemples empruntés à l'histoire et un peu de créativité au jour le jour, il est possible d'agir de façon efficace.

Sélectionner ses achats

Avant toute chose il est indispensable de repenser la politique d'achat d'un bien. Comme il est dit dans l'article précédent, quelques questions préliminaires sont à se poser quant à l'article désiré : est-il utile ? Répond-il à mon besoin sans dommages sociaux et environnementaux ? Dans tous les cas il nous faut maximiser notre consommation de biens auto-produits ou locaux. Ce choix permet d'économiser de l'énergie, des matières premières, et de réduire la pollution due aux transports. Ce principe de proximité est à discuter en ce qui concerne les produits issus du commerce équitable. En dehors de l'aide d'urgence que ce commerce apporte aux artisans et agriculteurs locaux, n'est-ce pas une solution sur le cours terme ? En effet, quels sont les intérêts (économique, écologique et social) d'importer du papier recyclé du Népal, par exemple, alors que l'on peut en trouver de provenance plus proche voire le fabriquer soi-même (1) ? La demande «éthique» des pays occidentaux pour ces produits ne rend-elle pas les producteurs dépendants de notre bonne conscience ? Et savons-nous réellement combien nous coûtent et nous coûteront les dépenses énergétiques, l'exploitation de ressources, et les pollutions liées aux échanges commerciaux internationaux (par avion «propre» !) ?

Les structures de proximité permettent également de conserver un contact social, une vie locale et permettent, en général, de réduire les emballages. Un crayon, par exemple, acheté chez un photographe de quartier et dans une grande surface, ne sera pas emballé dans du plastique chez le premier.

Dans tous les cas il s'agit donc de privilégier les structures locales et indépendantes. Que se soit, comme nous allons le voir, dans le domaine alimentaire, vestimentaire, culturel (cinémas, librairies, bars associatifs...) ou «du quotidien» (quincaillerie, artisan, cordonnier...).

Réutiliser les objets

Pour commencer cette collecte sélective des points de vente, nous nous intéresserons aux structures «collectives» qui, sous des approches sociales et/ou environnementales, permettent la réduction par la mise en commun ou la réutilisation d'objets divers.

Le Réseau des recycleries & ressourceries, né en septembre 2000, est un bon exemple. Il rassemble actuellement neuf structures dans les régions Nord-Pas-de-Calais et Picardie. Les activités principales, totalement complémentaires, se répartissent entre la collecte séparative des déchets d'origine «encombrants ménagers» ou «déchets industriels banals» ; le tri et la réparation des objets issus de la collecte ; la revente de ces objets et l'éducation à l'environnement. Leur action intervient dans les domaines économiques (fonctionnement de la structure), environnementaux (réemploi et recyclage sont mis en œuvre pour détourner le maximum de tonnages de la mise en décharge ou de l'incinération, et préserver les ressources naturelles) et sociaux (accès à l'emploi pour des personnes en difficultés, pérennisation de l'emploi...).

Après réparation et entretien, 72 % des 700 tonnes d'objets collectés par Les Ateliers de la Bergerette ont trouvé un réemploi.

Les Ateliers de la Bergerette, un des membres fondateurs du Réseau, expérimentent depuis une quinzaine d'années ces deux concepts. En 2000, par les quinze ateliers de valorisation (vaisselle, ameublement, cycles, quincaillerie, électroménager, TV, matières premières, motoculture, luminaires, tableaux, textiles, jouets, livre, bâti-jardin, mercerie), ce ne sont pas moins de 700 tonnes d'objets qui ont été collectées dont 72 % ont été valorisés soit par réemploi soit par recyclage (2).

DR

Animation aux Ateliers de la Bergerette.

Un autre réseau, le réseau ENVIE, par les 28 associations qu'il regroupe, est quant à lui présent dans de grandes villes de France. La collecte des «épaves» électroménagères auprès de grandes surfaces, puis la réparation et la revente de ces objets sont les principales activités de ce réseau.

Les Ateliers de la Bergerette sont ouverts aux demandes «d'essaimage» du concept de recyclerie, un projet est d'ailleurs en création dans l'Hérault avec l'association Valoris.

Nettoyage simple et naturel

Remplacez l'adoucissant pour le linge par deux cuillères à soupe de bicarbonate de soude.
Rendez le moelleux à votre lainage en le lavant avec l'eau de cuisson des haricots blancs
Pour enlever une trace de roussi sur un tissu, frottez un morceau de sucre légèrement imbibé d'eau.
Si vous n'avez rien pour enlever une tache de cambouis utilisez la boue.
Pour déboucher les canalisations : une tasse de bicarbonate de soude, une tasse de vinaigre blanc et une demi-tasse de sel de cuisine. Attendez une heure et rincez à l'eau chaude.
Entretenez les évacuations d'évier en versant régulièrement de l'eau bouillante.
Désinfectez le réfrigérateur, le lavabo, la baignoire en diluant une tasse de vinaigre dans un litre d'eau.
Mélangez du vinaigre avec du sel pour faire disparaître les taches de calcaire des lavabos, baignoires... et pour astiquer les cuivres.
Pour faire briller les objets en étain utiliser de la bière chaude ou des feuilles de poireaux.
Le lait cru fait briller le cuir verni.
Versez une tasse de vinaigre, une poignée de bicarbonate de soude dans la cuvette des toilettes, attendez que le mélange mousse, nettoyez et tirez la chasse d'eau.
Pour nettoyer les vitres : une tasse de vinaigre dans un litre d'eau tiède plus du sel pour faire briller.
Pour nettoyer les sols, mélangez 0,25 litre de vinaigre et 10 d'eau ou diluez un peu de savon de Marseille liquide dans de l'eau.
Pour nettoyer les poêles brûlées utilisez un mélange de sel et de sable.
Pour détartrer les cafetières : une tasse de vinaigre blanc pendant une nuit puis rincez plusieurs fois.
Enlevez les taches de vin rouge sur un tapis avec du sel et un aspirateur.
Le citron piqué de clous de girofle éloigne les fourmis. Les zestes de citron dans les armoires chassent les mites.
Piquées de clous de girofle, les oranges éloignent les moustiques.

(1) Il ne s'agit en aucun cas de protectionnisme ou de nationalisme «made in France» mais de conscience écologique. Pourquoi favoriser le commerce international, consommateur d'énergie et de matière première, quand on peut trouver un produit équivalent de production locale ?
(2) Du 21 au 26 octobre 2003 le Réseau organise pour la seconde fois la «semaine de la réduction à la source ». La Coordination nationale pour la réduction des déchets à la source, le CNIID, Tierra Incognita et de nombreuses autres associations soutiennent et participeront à cette initiative. Faites de même et relayez cette action dans votre ville !

DR

Centre de tri des déchets après collecte sélective.

Dans le même ordre d'idée, toutes les friperies et autres «deuxième main» permettent souvent de trouver de nombreux objets en très bon état, pour un prix modique et sans emballage !

Des ateliers vélo associatifs ont également vu le jour dans plusieurs villes. En dehors des aspects relationnels et de proximité, propres à ce type de structure, ces ateliers permettent de devenir autonome pour réparer son vélo, de réutiliser de vieilles pièces, de remonter des vieux vélos... Toujours sur ce même principe, les artisans (cordonnier, couturier...) en rafistolant un bien prolongent son existence de quelques années, et c'est toujours ça en moins à remplacer, donc de ressources économisées.

Les systèmes d'échanges locaux (SEL) favorisent la redistribution de biens devenus inutiles. Certains SEL organisent des bourses d'échanges. Sur le même principe, en Angleterre, en Allemagne et aux Pays-Bas, il est organisé des «journées d'échange de déchets» ou plutôt d'objets divers devenus inutiles. Comme autre initiative à souligner, la ville de Vienne, en Autriche, a mis au point un site web pour échanger des biens en direct.

Partage et entraide

Il est également très intéressant de pouvoir «louer» ou de partager l'objet convoité. L'achat et la mise en commun (collectif au sein d'un immeuble, réseau d'amis...) d'appareils ménagers, de véhicules (à moteur et sans) ou de matériel informatique par exemple réduisent le nombre d'exemplaires du bien à produire et économisent la quantité de ressources et d'énergie utilisée pour l'extraction des matières premières, la fabrication et le transport.

Sur un même plan le covoiturage, que ce soit pour aller travailler ou sur certains parcours, est une alternative intéressante à la voiture individuelle (préférer le train au covoiturage quand c'est possible).

Toujours dans le concept d'organisation locale, le principe du jardin collectif s'est développé un peu partout en France. C'est une manière très pratique, entre autre, d'éviter de nombreux emballages et de consommer local.

Restons sur l'alimentaire, il est possible de créer une coopérative d'une vingtaine de membres. Le plus difficile étant de trouver un local pour entreposer les produits. Ce type d'organisation permet de commander en grosses quantités des produits biologiques, de commander localement aux producteurs indépendants... Ce qui économise des transports, des emballages (on apporte ses sacs et pots, on réutilise les bouteilles ou le producteur de jus de fruit peut les récupérer...).

Consignes et re-remplissage

Si ces structures ne permettent pas de répondre à tous nos besoins ou ne nous sont pas accessibles, on se rendra alors dans son magasin préféré en privilégiant celui où les produits sont vendus en vrac ou à la découpe, et dans lequel il est possible d'acheter de grosses quantités plutôt que des portions individuelles. La vente en vrac pour les fruits et légumes, les céréales, les fruits secs et certaines légumineuses, permet l'achat des quantités nécessaires et surtout favorise la réduction des emballages. Lorsque cela est possible, apporter son propre contenant pour la viande, le fromage (blanc ou achetés à la coupe), le lait, l'huile, l'eau minérale, le sucre, le sel, le thé en vrac, le savon (acheter du savon blanc en gros morceaux et le laisser sécher plusieurs mois avant utilisation)... De même choisir des produits concentrés (lessive, produits d'entretien...). Des pots en verre récupérés (confiture, miel, moutarde...), des bocaux ou des sacs-papier dans certains cas, peuvent servir à stocker les aliments achetés en vrac.

Le re-remplissage, avec ou sans consigne des emballages vides est, bien entendu, une approche des plus efficaces. L'association *La Maison de l'écologie* à Lyon, donne un exemple de mise en pratique de réduction des déchets. Elle a mis en place, depuis plus de dix ans, la consigne et le ré-emplissage des bouteilles pour la lessive liquide, l'assouplissant, la lessive laine et le liquide vaisselle. Pour ces produits le fabricant (*Ecover*) propose des conditionnements en bidon de 5 ou 15 litres. Les bouteilles consignées 30 centimes sont ainsi utilisées plusieurs fois. Ce système qui nécessite pour tout matériel un entonnoir peut être facilement mis en place pour des petites structures de types associations, coopératives, magasins de quartier...

Certaines chaînes de magasins proposent également des cosmétiques et shampoings dans des emballages réutilisables. La réutilisation des bouteilles peut supprimer jusqu'à 300 kg de pétrole par tonne de bouteilles. Mais, lorsque les bouteilles réutilisables du groupe *Body Shop* par exemple, sont collectées à travers la France pour êtres envoyées en Angleterre le système perd de son intérêt. De même que pour l'alimentation biologique, il s'agit ici de pousser aux solutions locales. C'est l'autogestion et le développement de filières locales qui, en réduisant les coûts de transports, de transformation et d'emballage permettront une réduction de notre empreinte écologique.

Par ces pratiques, nous pouvons réduire la quantité d'emballage, mais bien souvent nous pouvons nous passer du produit en lui-même. Il est tout aussi sain de se laver la bouche avec du bicarbonate de soude. Sans parler de l'inutilité, voire de la toxicité du fluor (3).

Sacs et paniers

Avant de partir faire les courses avez-vous pensé à prendre un panier en osier, un cabas, un sac à dos, des sacs en tissus, des sacs papier ou au pire des sacs plastiques réutilisés. N'oubliez pas non plus votre sac à pain qui vous permettra de refuser l'emballage papier ou le sac en plastique. Dans tous les cas il faut être plus rapide que le vendeur. S'il a déjà préparé son scotch et l'emballage c'est trop tard, si vous ne le prenez pas il le jettera sur le champ. Agir de même pour tout achat (papeterie, presse...) et essayer d'avoir toujours un sac à dos ou un sac en tissus à portée de main pour les actes d'achat improvisés.

En privilégiant les marchés aux légumes, nous pouvons alors apporter les boîtes, les pots de miel ou de confitures vides... et bien sûr refuser les sacs plastiques (au pire tout mettre dans un seul sac).

Les grandes surfaces proposent des sacs biodégradables. Il y a un bémol à apporter. En effet, la biodégradabilité de ces sacs, composés d'un mélange d'amidon de maïs et de polyéthylène (les sacs plastiques sont en polyéthylène), concerne principalement l'amidon. Ce dernier, en se décomposant dissémine les particules de polyéthylène, invisibles à l'œil nu, qui mettent, elles, plusieurs dizaines d'années à se dégrader.

Il peut par contre être intéressant lors d'un rassemblement (concert, conférence...) d'utiliser des gobelets et des couverts en amidon qui pourraient alors êtres consignés et ainsi récupérés à la fin de la soirée. Ce système permettrait de respecter les règles de sécurité, qui font que lors d'un concert, par exemple, les objets en verre sont interdits.

Composteur d'appartement.

DR

Revenons-en à notre marché. Les produits issus de l'agriculture biologique permettent de réduire les impacts sur l'environnement, et ce principalement par l'absence de produits *-cides* (insecticides, pesticides, fongicides...). Cependant demandons-nous, comme précédemment, en quoi un aliment qui parcourt des centaines de kilomètres, voire des milliers, par avion ou par camion, est-il biologique ? En Allemagne, le *Wuppertal Institut* a calculé le coût environnemental de la consommation d'un verre de jus d'orange. Il a pris en compte les quantités de pétrole, d'énergie, d'eau et de matériaux divers utilisés ou déplacés pour produire ce verre. Ils ont calculé que 1 kg de jus d'orange nécessitait 25 kg de matériaux et d'énergie. Tout cela pour de la vitamine C qui est disponible dans de nombreux aliments locaux : myrtilles, ortie...

Sous nos latitudes, pour la vitamine C, mieux vaut consommer des myrtilles et de l'ortie que boire du jus d'orange.

Venons-en maintenant à nos jardins, qu'ils soient potagers ou d'agrément. On peut y utiliser son propre compost ou des engrais organiques et minéraux. Pour les insecticides, il en existe toute une gamme issue de la «lutte» biologique à base de cèdre, de géranium, de pyrèthre, de feuilles de girofliers... Mais plus éthique, si votre jardin est envahi de «féroces prédateurs», ce sont les associations de plantes. En effet, les tomates et les carottes plantées ensemble (4), par exemple, repoussent, jusqu'à un certain point, les consommateurs herbivores ! Une solution à 0,01 % de caféine suffit à éloigner les limaces des cultures maraîchères...

Il nous est également possible, dans le domaine vestimentaire, de réduire les pollutions. En privilégiant les vêtements qui sont fabriqués localement à base de laine, de chanvre ou de lin (issus de l'agriculture biologique et sans pigments toxiques) et qui sont peu exigeants (contrairement au coton) en ce qui concerne les conditions climatiques, les sols, les besoins en eau et les traitements chimiques.

Piles, puces et métaux lourds

Toujours dans le domaine de la prévention des pollutions, il nous faut limiter la consommation de piles, de batteries et d'accumulateurs. Aucune de ces «sources d'énergie» n'est propre. Les piles non rechargeables sont les plus coûteuses sur le plan financier et énergétique. Elles ne restituent qu'un millième de l'énergie qui a été nécessaire pour les fabriquer et, quoiqu'en disent les fabricants et publicitaires, elles contiennent, ne serait-ce qu'en traces, du mercure, du cadmium... Quand on sait qu'actuellement ce ne serait que 10 % environ des piles mises sur le marché qui seraient récupérées, on peut en déduire que des quantités phénoménales de «traces» de métaux lourds sont disséminées dans l'environnement, par incinération entre autre. La fin de vie des accumulateurs (ou piles rechargeables) est du même acabit. Leur avantage découle plus de leur caractère rechargeable (entre 1000 et 2000 fois selon les modèles) que de leur innocuité. La plupart des accumulateurs que l'on trouve actuellement sur le marché sont à base de cadmium, un métal lourd hautement toxique (5). Et nous connaissons les conséquences sur l'environnement et la santé des batteries au plomb et de leur recyclage. Que ce soit à Bourg Fidel, à Noyelles-Gaudot dans les Ardennes ou à Villefranche-sur-Saône dans le Rhône, les industriels ont gaiement disséminé des métaux lourds en veux-tu en voilà (avant de licencier gaiement en laissant à la population... la pollution !).

Il est aujourd'hui assez facile de trouver des lampes torches solaires, des radios solaires ou à manivelle, des chargeurs d'accumulateurs solaires, etc. Et n'oublions pas qu'il existe, également, des montres, horloges et réveils mécaniques et qu'il est facile, lors de l'achat de jeux et jouets, de choisir ceux ne nécessitant pas de piles. Pour les jouets, préférer le plus souvent possible ceux en bois, n'ayant pas subi de traitement chimique.

Une autre source de pollution et d'intoxication potentielles sont les appareils électroniques et électriques. Les télévisions et les ordinateurs, par exemple, renferment du brome, des dérivés fluorés, du plomb, du cadmium... Les retardateurs de flamme, qui font en sorte que l'appareil se consume plutôt que brûle, relâchent dans l'atmosphère de nombreux polluants. Une Directive de la Communauté européenne oblige maintenant les fabricants à créer des circuits de récupération et de recyclage. C'est déjà mieux que de les envoyer en Asie pour être démontés à mains nues. Mais c'est également à nous de freiner notre consommation excessive : en moyenne la durée de vie d'un ordinateur est de 18 mois !

Il nous faut également éviter les articles à usage unique gros producteur d'emballage. Et en cela l'avenir n'est pas rose. En effet, un

(3) Voir le bulletin n°3 de Tierra Incognita.
(4) voir la liste d'ouvrages.
(5) Voir le bulletin n°4 de Tierra Incognita.

Quelques conseils pour l'habitat

Pour l'habitat, de nombreux ouvrages existent sur le sujet. Les actes à mettre en place le plus facilement consistent en l'économie d'énergie : achat d'ampoules et d'appareils électriques économes en énergie, éteindre et ne pas laisser en veille télévision et magnétoscope, utilisation d'un réveil mécanique... sont autant de gestes indispensables pour limiter les déchets et sortir du nucléaire. Mais ils ne suffisent pas à limiter la pollution intérieure. De la cave au grenier de nombreux objets imprégnés de substances toxiques sont notre quotidien. Ces substances peuvent se disperser au cours de l'existence du produit ou lors de son élimination. Les matériaux doivent le plus possible provenir de la région et ne pas favoriser l'exploitation intensive de forêts (il n'y a pas qu'en Amazonie que la biodiversité disparaît), de carrières monstrueuses...

Comme nous l'avons vu dans l'article précédent, il est possible de bâtir sa maison sans PVC, en le remplaçant par des matériaux sains et durables. Des peintures aux lasures en passant par les isolants et les matériaux de construction, de nombreuses alternatives sont maintenant disponibles. Le centre Terre Vivante a publié plusieurs livres sur les matériaux sains, leurs avantages et inconvénients en les comparant aux matériaux devenus, pour certains, traditionnels. Des conseils d'utilisation sont également dispensés par de nombreuses associations qui proposent leurs services pour tout projet de réhabilitation ou de construction.

Au niveau de l'entretien, on peut choisir d'utiliser des produits d'entretien avec labels écologiques, sans phosphate pour les lessives et les nettoyants, avec des tensioactifs d'origine végétale qui se dégrade mieux et plus vite, mais on peut aussi choisir de préparer soi-même ses produits...

des objets qui arrive actuellement sur le marché et qui, après le mouchoir jetable en papier (alors qu'il existe des mouchoirs en tissus réutilisables), confirme la pensée prédominante du tout jetable, est la lingette. La publicité la présente à toutes les sauces comme **la** solution pour nettoyer du sol à la voiture en passant par la poubelle... où elle finira après une seule utilisation. Avec ce type de comportements, les «bienfaiteurs philanthropes» qui volent à notre secours en nous vantant l'incinération et la mise en décharge n'ont pas tort quand ils nous répondent d'être réalistes, que nous ne pouvons pas passer du jour au lendemain à un état de zéro déchet et fermer incinérateurs et CET ! A votre avis, qui se moque de qui ? Qui fabrique ces produits jetables et qui reçoit l'argent des taxes d'enlèvement des ordures ménagères ? Souvent les mêmes. Et le marché ne pourrait-il pas se résumer ainsi : si je ne produit pas et ne vends pas de déchets aux consommateurs, ils ne payeront pas de taxes d'enlèvements, et je n'aurais pas d'argent pour investir dans des systèmes «propres» de gestion des déchets...

A nous d'imaginer la vie qui va sans

Nous devons donc agir en amont et, dans de nombreux cas, plutôt que d'acheter un produit «propre», n'est-ce pas à nous d'imaginer la vie qui va sans ?

L'imagination au pouvoir devrait nous amener à donner de nouveaux usages à certains produits, à les utiliser dans une cascade de tâches.

Après avoir présenté une collecte sélective d'achats, il est intéressant de se pencher sur les possibilités d'actions qui n'impliquent pas un achat et qui seraient même réductrices d'achat.

Dans certains cas plutôt que d'acheter du papier même recyclé, pourquoi ne pas récupérer des vieux papiers (journaux, enveloppes qui peuvent aussi servir de brouillon...) et installer à domicile un atelier de papier recyclé. Cela est possible sans beaucoup d'investissements (au minimum un tamis, une forme, un mixeur). Avec un peu de pratique, on arrive rapidement à fabriquer des feuilles de grain, de couleur et d'épaisseur variés et des cartes de vœux, des enveloppes, des abat-jour. Il est également facile de réaliser en papier mâché des masques, des objets, des personnages... ainsi que des moulures !

De même, avec un peu d'imagination et en récupérant toutes sortes de «déchets» non toxiques et non dangereux il est possible de fabriquer des jouets, des instruments de musique (une boîte de pellicule photo entaillée se transforme en chouette hulotte...), des objets de décoration, des costumes, de décorer une pièce... Pour les instruments de musique, des sonorités surprenantes et des arrangements inédits peuvent sortir de votre talent de compositeur lors d'une promenade en forêt par exemple, où une souche creuse peut raisonner comme une percussion, des branches de hêtre sonner comme des sifflets...

Le recyclage du papier peut permettre de réutiliser une partie des 17 kg par an et par habitant de publicité qui, si vous n'avez pas apposé un avis «non à la pub», auront atterri dans votre boîte aux lettres.

Un autre comportement au quotidien serait de séparer les déchets organiques et de

DR

Compostage agricole.

les composter à domicile. Les possesseurs d'un jardin, même de petite superficie, peuvent rapidement installer un bac à compost. Pour les personnes vivant en appartement, il existe plusieurs modèles de composteurs individuels de petites tailles, utilisables sur un balcon (6). Une production, même minime, réduira d'autant l'achat de terreau emballé dans un sac.

En restant sur le balcon, il est également possible de construire un four solaire, de fabrication simple mais avec des résultats étonnants. En s'y prenant au bon moment on pourra cuire son repas du midi ou préparer un plat froid pour le repas du soir.

Toujours au niveau alimentaire, le végétarisme et le végétalisme permettent une réduction drastique de consommation d'énergie (7). En effet, pour un apport nutritionnel équivalent, la production de végétaux nécessite cinq à dix fois moins de dépenses énergétiques que celle de la viande.

Limiter ses besoins

Pour des questions d'énergie, mais également de pollution, limiter les transports en voiture (de tout type quel que soit le carburant) et préférer la marche, le vélo, les transports en commun ou le covoiturage s'il n'y a pas d'autre solution. Il est déjà possible de réduire ses déplacements en habitant à proximité de son lieu de travail ou, pour éviter la voiture, proche d'une gare ferroviaire.

L'imagination au pouvoir devrait nous amener à donner de nouveaux usages à certains produits, à les utiliser dans une cascade de tâches : le linge une fois usé peut servir de torchon puis de chiffons (un drap peut avoir au moins trois vies et durer 10 ou 15 ans),

(6) Pour plus d'informations voir avec le Centre Terre Vivante et l'association Valoris.

(7) Je n'aborde ici que l'aspect de la réduction des déchets occasionnés par notre mode d'alimentation. En effet, en dehors de cet argumentaire sur les avantages énergétiques de la production de végétaux, le végétarisme et le végétalisme sont également une voie vers la suppression de l'exploitation animale.

des boîtes à chaussures peuvent se transformer en casier de rangement, des boîtes à œufs en camion de pompier, des vieux pulls en laine en chaussons ou en poupées, des bouteilles en plastique en godets pour préparer des plants, des œufs en plastique en contenants pour peinture sur soie (exemple communiqué par la grand-mère d'une amie)... Mais méfiance. L'objectif est de ne pas produire des matières que ne peut réutiliser l'environnement. Il ne s'agit pas de repousser le problème en réutilisant des matériaux non biodégradables.

En quelques pages et par une approche pluri-sectiorelles de la réduction à la source, par ce que j'ai appelé «collecte sélective d'alternatives», de nombreux exemples d'actions possibles ont été cités. Elles ne seront pas toujours accessibles ou réalisables par tous. Elles nécessiteront parfois des adaptations ou des améliorations. Elles constituent néanmoins la base d'une réflexion sur nos comportements et une collection de principes pouvant nous permettre de tendre vers le zéro déchet. Nous attendons vos réactions, exemples pratiques,... afin de compléter cette collecte (8).

Jocelyn Peyret ■

L'auteur de ce dossier cherche à réunir d'autres trucs pour ne pas polluer. Si vous en connaissez, si vous disposez d'articles ou d'ouvrages sur le sujet, merci de les envoyer ou d'en donner les références à : *Jocelyn Peyret, Tierra Incognita, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon / tierra.toxic@libertysurf.fr.*

(8) Attention, ce n'est pas parce qu'un truc est ancien, qu'il est forcément bon : par exemple, se chauffer avec tout ce qui tombe sous la main, dans une cheminée ouverte, est un moyen sûr de s'intoxiquer.

Quelques contacts

■ Tierra Incognita, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 06 12 11 04 51, tierra.toxic@libertysurf.fr. *Edite un bulletin trimestriel d'information sur les substances toxiques.*
■ CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, 51, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60, fax : 01 55 78 28 61, info@cniid.org, www.cniid.org.
■ ICI-ROM, c/o AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex.
■ Greenpeace France, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.
■ Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.
■ Action Consommation, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, info@actionconso.org, www.actionconsommation.org.
■ Réseau des recycleries & ressourceries, 3, rue Coron-des-Dix, ZA Bleuse Borne, 59410 Anzin, tél : 03 27 42 21 24, réseau.rr@wanadoo.fr.
■ Les Ateliers de la Bergerette, 8, rue de la Bergerette, 60000 Beauvais, tél : 03 44 48 26 74, bergerette@infonie.fr.
■ Valoris, c/o Virginie et Eric Testa, 124, rue de la Gravière, 30460 Lasalle, tél : 04 66 85 48 44, valoris3@wanadoo.fr. *Cette association a édité un cederom pédagogique «En route pour le compost» pour apprendre «à votre rythme et en toute simplicité».*
■ Yokozuna Technologies, 69, avenue Henri-Dunant, 77100 Meaux, tél : 01 60 22 50 00, info@yokozuna.com. *Fournisseur de couverts et de sacs en amidon.*

Quelques références

■ Ed. Utovie : *Faites votre bière, Faites votre vin, Deux éoliennes faciles...*
■ Ed. B. Bertrand : collection «le compagnon végétal»
■ Ed. Ostal del libre : *Jouets d'autrefois, Jouets en bois, Jouets rustiques*
■ Ed. Grund : *Le Papier, création et fabrication*, J. A. Pastor, 2002 ; *L'art du papier, le fabriquer, le décorer, l'employer*, Beata Thackeray, 1997
■ Ed. Casterman : *Récup'création*, B. Theulet-Luzié, 1996, *Recyclon*, B. Theulet-Luzié, 2002
■ Ed. Ecosociété : *L'empreinte écologique*,
■ Ed. Terre Vivante : *Facteur 4, Les tomates aiment les carottes*
■ Revue bimestrielle *Les quatres saisons du jardinage*, BP 20, 38711 Mens cedex, tél : 04 76 34 80 80. *Nombreux conseils sur le jardin, mais aussi sur l'habitat.*
■ Revue bimestrielle *La maison écologique*, BP 60145, 14504 Vire cedex, tél : 02 31 66 96 49.

DR

PUB
NEF

INDE

Jeûne gagnant contre un barrage

Le mouvement paysan non-violent Ekta Parishad a organisé en décembre 2002 une campagne contre un projet de barrage dans l'Etat du Tamil Nadu. Pendant 75 jours, des paysans sont venus jeûner à tour de rôle devant le ministère de l'irrigation. Le 12 janvier, un jeûne d'une journée a été organisé dans tout l'Etat. Il a été fortement suivi. Le gouvernement a alors annoncé l'abandon du barrage prévu sur le fleuve Mohanne. Le projet d'irrigation était contesté par les petits paysans car il aurait servi à alimenter de grosses exploitations au détriment des petites. *(Perspective non-violente, mars 2003)*

Marées noires

■ **Dégazages.** Une étude du WWF, Fonds mondial pour la nature, portant sur la seule mer Méditerranée, estime que les dégazages des pétroliers et les nettoyages des autres bateaux représentent 1,5 million de tonnes de pétrole par an... soit 20 «Prestige» ou 75 «Erika».

■ **Prestige étanche.** Fin janvier, les responsables du colmatage des déchirures du Prestige ont annoncé qu'il n'y avait plus de fuites. Des sondages à travers la coque de l'épave ont montré qu'il restait à l'intérieur environ 37 000 des 77 000 tonnes initiales de fuel. Les soudures devraient tenir «quelques années», ce qui est en gros l'annonce d'un report de la suite de la marée noire. La pollution qui s'étend toujours de la Galice en Espagne à la Gironde en France ne devrait pas cesser avant de longs mois, les nappes de fuel au large des côtes étant de plus en plus dispersées et donc difficiles à récupérer.

■ **Plages polluées.** Un communiqué d'un optimisme remarquable a annoncé la réouverture d'une des plages des Landes, fin février. Il s'agit en fait d'une plage située au fond du bassin d'Arcachon. Celui-ci abritant les élevages d'huîtres, il bénéficie d'une grande protection contre la pollution. Des boulettes de fuel ont déjà réussi à pénétrer dans le bassin quand la mer est forte. Et une plage nettoyée ne signifie pas que le littoral soit propre pour autant.

Déchets

■ **Nous sommes des décharges ambulantes !** Une association américaine a financé la recherche de 200 produits toxiques dans le sang d'une dizaine de volontaires. Le résultat est effrayant : en moyenne, on retrouve 91 produits par personne, dont 76 sont identifiés comme cancérigènes : pesticides, dioxines, furanes, PCB, métaux lourds, organophosphorés, etc. Il existe actuellement environ 100 000 molécules commercialisées, seules environ 500 ont été correctement étudiées pour en connaître les effets sur la santé. *Mouvement pour les droits et le respect des générations futures, 7, rue Principale, 60380 Saint-Deniscourt, tél : 06 81 64 65 58.*

■ **Alsace : situation ubuesque !** Alors que la collecte sélective avait permis de diminuer de manière significative la quantité de déchets collectés, la mise en route d'une nouvel incinérateur dans la communauté de communes de Dannemarie change la donne. Le contrat avec l'exploitant de l'incinérateur nécessite un certain volume et une certaine «qualité calorifique». Pour répondre à ce «besoin», il a été demandé de laisser les plastiques dans les déchets à incinérer ! Une coordination anti-incinération vient de se créer : *Jerry Monnot, rue des Vergers, 68210 Manspach, tél : 03 89 07 28 10.*

■ **Vendée : les Verts pour l'incinérateur !** Y a-t-il un représentant des incinérateurs chez les Verts de ce département ? Il faut le croire puisqu'ils ont pris position en faveur d'un incinérateur (*Vendée-Matin* du 20 janvier 2003) avec comme justification que le problème «se règlera avec le temps» et que le plus important c'est la «transparence» de la gestion. Leurs arguments montrent qu'ils ignorent les arguments des écologistes sur le sujet. Les groupes Verts qui luttent contre les incinérateurs peuvent leur envoyer de la documentation : *Les Verts, 23, rue Racine, 85000 La Roche-sur-Yon.*

■ **Savoie : 13 000 fois plus !** Alors que l'incinérateur de Gilly-sur-Isère a été arrêté par suite de la contamination du lait et des fourrages, la société propriétaire vient de rendre publiques des mesures des fumées à l'époque du fonctionnement : elles contenaient 13 000 fois plus de dioxines que les normes autorisées. *Acalp, mairie, CD 925, 73200 Grignon.*

Effet de serre

■ **Rapport pessimiste.** Le groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat, qui regroupe trois cents scientifiques de 170 pays prépare son 4e rapport. Le dernier, qui date de 2001, chiffrait que l'augmentation de température dans le monde pourrait être de 1,4 à 5,8°C entre 1990 et 2100. De nouvelles estimations montrent que l'on va plus vite que prévu alors. L'augmentation de température au 20e siècle a été de 0,6°. Pour le siècle à venir, cela pourrait atteindre jusqu'à 10°. Malgré les différences d'appréciation des différents pays sur les conséquences que peut avoir le réchauffement climatique et sur les méthodes pour le limiter, l'ensemble des chercheurs sont d'accord pour prévoir une forte hausse.

■ **La Grande-Bretagne réagit.** Michael Meacher, ministre de l'environnement de Grande-Bretagne, a publié une tribune dans *The Guardian* du 14 février 2003 sous le titre *«Ignorez les optimistes : les alarmes terrifiantes du réchauffement global sont vraies»*. On peut y lire : *«Ce n'est pas aussi tragique que beaucoup le pensent. C'est pis. Le réchauffement climatique global est lentement en train de changer la face de la terre. (...) L'élévation des températures pourrait être de 5,8 C° au cours de ce siècle, dix fois l'élévation de 0,6C° du siècle dernier. (...) Le nombre d'habitants concernés [par les inondations] est passé de 7 millions en 1960 à 150 millions. Le nombre d'êtres humains victimes des cyclones et tornades s'est multiplié par huit. (...) Les océans se réchauffent régulièrement, or ils absorbent couramment 50 fois plus de CO2 que n'en contient l'atmosphère et une très légère diminution d'absorption par la mer entraînerait une hausse significative de la température globale. (...) Les océans se réchauffant, cela entraîne l'expansion des eaux. La montée du niveau des mers pourrait ainsi atteindre 90 cm dans le siècle et d'immenses territoires du Bangladesh, de l'Egypte et de la Chine seraient recouverts.*

(...) Au final le réchauffement global des températures pourrait devenir une spirale ascendante hors de notre contrôle et rendre notre planète inhabitable. Cinq fois au cours des 540 millions d'années passées il y a eu des extinctions massives, une fois concernant 96% des espèces alors vivantes. Mais cela était dû à des percussions d'astéroïdes ou des glaciations extrêmes, c'est la première fois qu'une des espèces vivantes génère sa propre fin.

(...) Nos entreprises de travaux publics et de construction remuent plus de terrain que tout ce que les rivières charrient jusqu'aux océans. Les rejets de l'industrie dépassent de loin le total des émissions volcaniques du monde entier. Nous entraînons la fin d'espèces dans la même proportion que toutes les extinctions naturelles de la paléohistoire.

Nous sommes confrontés à une transformation de notre monde et son écosystème à un rythme exponentiel, sans équivalent et amené non par des effets

RHÔNE-ALPES

Enquête sur le devenir des incinérateurs

Les incinérateurs de moins de 6 tonnes par heure ont été ouverts entre 1967 et 1990 et fermés entre 1982 et 2002. L'association *Robin des Bois* a décidé de mener une enquête pour savoir ce qu'ils deviennent après leur fermeture. La région Rhône-Alpes était particulièrement riche avec environ 25 % des petits incinérateurs français. Si depuis 1994, un mémoire de fermeture est obligatoire, aucun n'a été réalisé dans cette région. Seules six études simplifiées des risques ont été réalisées ou sont en cours de validation. Si aujourd'hui, les quantités de dioxine, essentiellement piégées dans les résidus solides, sont particulièrement surveillées, ce n'était pas le cas sur ces anciens incinérateurs. Il y a 69 anciens incinéra-

naturels mais par l'activité de l'espèce dominante. Le changement climatique n'en est que l'exemple le plus frappant. Alors que des scientifiques nous demandent de réduire nos émissions de CO2 de 60% pour stabiliser et ensuite faire baisser le réchauffement global, on prévoit qu'elles vont augmenter de 75% entre 1990 en 2020.

Les dinosaures ont dominé la terre pendant 160 millions d'années. Nous mettons en danger notre futur après seulement 250 000 ans.

(...) Entreprendre les changements nécessaires pour échapper à ce destin est sans doute le plus grand défi auquel nous ayons dû faire face».

Le 25 février, Tony Blair a lancé un appel aux Etats-Unis pour leur demander non seulement de respecter les accords de Kyoto mais aussi de prendre des initiatives pour réduire de 60 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050, ce qu'il souhaite atteindre pour la Grande-Bretagne. Une idée pour commencer : éviter les transports de troupes à l'autre bout du monde, un char consomme plus de 100 litres de fuel au cent, un avion c'est encore plus.

■ **Campagne canadienne.** Le gouvernement canadien a lancé une campagne pour demander à chaque famille du pays de prendre des initiatives pour économiser chacune une tonne de gaz à effet de serre. Le gouvernement donne des exemples de ce que l'on peut faire (économie en tonnes par an) :

○ Manger végétarien	**0,2**
○ Ne pas utiliser sa voiture un jour par semaine	**0,4**
○ Abandonner une voiture tout le temps	**2,8**
○ Utiliser de l'eau tiède au lieu de mélanger eau chaude et eau froide	**0,3**
○ remplacer deux ampoules classiques par des ampoules économes	**0,5**
○ baisser son chauffage d'un degré	**0,3**
○ remplacer un frigo de plus de 20 ans par un modèle économe en énergie	**1,5**
○ éviter de produire 15 litres de déchets par semaine	**0,1**
○ Trier ses déchets et les mettre dans les bonnes poubelles	**0,5**

teurs dans la région. Tous ces sites sont potentiellement pollués. Certains incinérateurs sont toujours là, à l'abandon, d'autres ont été partiellement ou totalement détruits, certains ont laissé des dépôts de mâchefers sur le site. Dans un document d'une cinquantaine de pages, *Robin des Bois* fait un état des connaissances que l'on a sur chacun des sites. Il y a fort à parier qu'il y a des pollutions, peut-être même dans certains cas de nappes phréatiques proches... mais l'administration reste pour le moment silencieuse sur le devenir de ces décharges industrielles. *Robin des Bois, 15, rue Ferdinand-Duval, 75004 Paris, tél : 01 48 04 09 36.*

Champignons toxiques

Certains champignons réputés comestibles ont été interdits de consommation à la suite du nuage de Tchernobyl : certaines espèces sont fortement concentratrices de radioactivité. D'autres études viennent de montrer que les champignons ne concentrent pas que la radioactivité. Ils sont aussi des pompes à métaux lourds, à pesticides, désherbants, engrais... L'agence française de sécurité sanitaire vient de modifier le classement des champignons : le tricholome équestre (aussi appelé jaunet, chevalier ou bidaou), surtout présent dans le Sud-Ouest, est maintenant classé comme toxique.

Transports

■ **Londres : péage.** Pour entrer dans le centre de Londres, chaque automobiliste doit désormais payer 5 livres (7,5 euros). La mairie estime ainsi que cela fera baisser la circulation de 10 % (soit 20 000 véhicules par jour en moins). Avec l'argent collecté (un million de livres par jour !), elle veut moderniser les transports en commun et ainsi convaincre progressivement de plus en plus de Londoniens d'abandonner leur voiture. Inconvénient de la méthode : pour ceux qui sont au salaire minimum et qui pour une raison ou une autre ne peuvent renoncer à la voiture tout de suite, cela fait une perte de salaire que les syndicats chiffrent à 14 %.

DR *Entrée de Londres*

■ **Paris : contre les péages.** Considérant que les mesures prises à Londres favorisent les plus riches, la mairie a annoncé qu'elle préférait sa méthode : diminuer progressivement la surface consacrée à la voiture au profit des pistes cyclables et des couloirs de bus en site propre. Inconvénient de cette méthode : ce sont les Parisiens, dont près de la moitié n'ont déjà plus de voitures, qui paient les frais, alors que les voitures viennent surtout des départements périphériques.

■ **Transports gratuits.** Plusieurs communes en France ont accepté l'idée des transports publics gratuits : Châteauroux, Compiègne, Mayenne, Vitré... Des études sont en cours à Chartres, Royan et Toulouse. Plus les communes sont petites et plus la suppression de la billetterie et du contrôle est économiquement intéressante. *(60 millions de consommateurs, mars 2003)*

Sorties nature

■ **Pyrénées-Atlantiques.** Organbidexka Col libre organise au départ de Bayonne des sorties : promenade à vélo au bord de la Nive (13 avril), cigognes blanches en val d'Adour (23 avril), les migrateurs arrivent en ville (14 mai), la Rhune de haut en bas (25 mai)... *Organbidexka Col Libre, 11, rue Bourgneuf, 64100 Bayonne, tél : 05 59 25 62 03.*

■ **Côtes-d'Armor : journée jardin et nature.** Samedi 12 avril au Centre Forêt-Boxage : comment faire un compost, présentation de la malle pédagogique sur les déchets «Rouletaboule», sortie-nature dans le bocage, atelier cuisine-nature. *Centre Forêt-Bocage, 22160 La Chapelle-Neuve, tél : 02 96 21 60 20.*

■ **Eure-et-Loir : batraciens.** Samedi 5 avril dans la vallée de la Conie. Départ à 21 h à la maison de la Beauce, à Orgères. *Fédération Environnement Eure-et-Loir, BP 30356, 28006 Chartres cedex, tél : 02 37 26 73 59.*

■ **Alsace : et au milieu coule un fleuve.** En liaison avec le Bund (protection de l'environnement en Allemagne), Alsace-Nature propose des sorties en lien avec les écosystèmes du Rhin : découverte de la forêt d'Erstein (6 avril), la réserve de Krebsbachtal (6 avril), milieu protégé des trois frontières (11 mai), les réserves de Rhinau et Taubergiessen (17 mai), sur le Rhin (17 mai), bicyclette au parc Pamina (24 mai). *Alsace-Nature, 18, rue du 22-Novembre, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 07 58.*

Forêts tropicales

■ **Sarawak : non au bois certifié.** Les Penans, qui habitent dans la forêt tropicale, ont publié, par l'intermédiaire du Fonds Bruno Manser, en Suisse, un appel dans lequel ils dénoncent les soi-disant labels de bois certifiés «développement durable» : pour eux, la forêt primaire qui est leur lieu de vie, ne peut pas être renouvelée par une exploitation, aussi environnementale soit-elle, car cela suppose l'ouverture de routes, d'industrie du bois, la présence d'ouvriers, etc., autant d'éléments qui perturberont de manière irréversible les écosystèmes fragiles de la forêt.

■ **Isère : bois certifié.** Suite aux actions menées pour la protection des forêts tropicales par Greenpeace et la FRAPNA, le conseil général de l'Isère a adopté un vœu pour la mise en place dans les appels d'offres d'une clause interdisant l'utilisation de bois n'ayant pas un label certifié «durable».

VERCORS

Sauver le tétras-lyre

Les effectifs de tétras-lyres dans la forêt domaniale du Vercors (Drôme-Isère) stagnent voire régressent. Plusieurs causes à cette régression : fréquentation touristique, chasse, prédation naturelle, régression des biotopes favorables à l'oiseau. Le facteur limitant semble être le manque de couvert végétal de 0 à 1 m. L'association *A pas de Loup* cherche des éco-volontaires pour un chantier de deux semaines, du 24 août au 6 septembre, afin d'entretenir une «pelouse» à Saint-Agnan-en-Vercors. Le chantier s'accompagne de balades naturistes dans les environs : botanique, ornithologique, chamois, castors et loup. *A pas de loup, 18, allée des Promenades, 26220 Dieulefit, tél : 04 75 46 80 18.*

DR

ALPES

Accompagnement pastoral

Pour protéger les troupeaux en alpage contre les attaques du loup, le mieux est encore la présence humaine. L'association *A pas de loup* propose depuis 1999 un programme d'éco-volontaires qui de juillet à novembre accompagnent des troupeaux. Une formation initiale se tient début juillet. Prendre contact avec : *A pas de loup, 18, allée des Promenades, 26220 Dieulefit, tél : 04 75 46 80 18.*

Antiguerre et antimilitarisme

Le 15 février, plus de dix millions de personnes ont manifesté contre le risque de guerre en Irak. De là à penser qu'il y aurait une critique de la militarisation de la société

A Paris, quand à 16h30 la tête de la manifestation a atteint la Bastille, la queue de la manifestation, à Denfert-Rochereau, à 5 km de là, n'avait pas commencé à bouger : l'intégralité des boulevards du parcours était occupée. Il y avait plus de 100 000 personnes selon la police, 250 000 selon les organisateurs. Des manifestations se sont tenues dans plus de 70 villes en France, dans plus de 60 capitales du monde entier avec des records de mobilisation historique à Rome et à Londres (voir encart).

Si les manifestations étaient contre la guerre, les manifestants étaient, eux, extrêmement variés. En France, cela allait du Parti socialiste aux jeunes de banlieues, les premiers appuyant la résistance de Chirac et de Villepin contre l'impérialisme américain, les seconds scandant surtout des mots d'ordre de soutien à la Palestine. On notera le silence de la droite, totalement absente de toutes ces manifestations.

Une bonne moitié des manifestants étaient simplement venue les mains nues, ne se reconnaissant dans aucun slogan, refusant simplement l'idée d'une guerre pour le pétrole. On peut toutefois sourire devant des banderoles comme «pas une goutte de sang pour le pétrole». Cela fait bien longtemps que le sang coule dans le monde entier pour faire rouler nos voitures ! Les experts militaires estiment même que la plupart des guerres depuis 1914 ont eu le pétrole comme toile de fond (1).

On notait aussi la présence de nombreux Américains dont une pancarte disait : «Je suis Américain et je ne voudrais pas que l'on me déteste dans le monde entier». Celui-là a compris pourquoi des avions sont tombés sur les Twins, le 11 septembre 2001.

Critique de la dictature de Saddam Hussein

De très nombreux slogans et banderoles affirmaient que l'on était là pour la paix et non pour soutenir le régime de Saddam Hussein : «Give peace a chance», «Il y a d'autres moyens». Mais lesquels ? Rien n'a été avancé dans ce domaine par les opposants à la guerre. Comme toujours, il est plus facile de s'unir pour contester que pour proposer.

Il y avait heureusement quelques affiches pour rappeler que Saddam Hussein n'est pas le seul dictateur de la planète (même s'il possède le plus de pétrole) : ses voisins directs de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis, du Koweït… ne valent pas mieux, mais sont sagement agenouillés pour obéir aux USA. Environ la moitié des pays du monde vivent sous un régime de dictature, mais le plus souvent avec l'aval des «grands».

Manif à San Francisco.

Du droit de veto

Que ce soit Greenpeace ou encore le Parti ouvrier européen (parti financé par un milliardaire américain et violemment anti-écolo), de nombreux groupes demandaient au gouvernement d'utiliser son droit de veto. Cela montre à l'évidence une ignorance de l'origine de ce droit et de sa contestation.

Ce droit de veto — reconnu à cinq pays : USA, Grande-Bretagne, France, Russie, Chine — a été mis en place à la constitution de l'ONU et accordé aux cinq puissances qui, à l'époque, possédaient l'arme nucléaire. Ce sont aussi les cinq premiers marchands d'armes. Ce veto a permis d'élaborer des traités internationaux qui font la part belle à ces cinq pays pour asseoir leur domination sur le monde. L'exemple le plus fameux est le traité de non prolifération militaire (TNP) qui interdit aux pays membres de l'ONU de posséder l'arme nucléaire... sauf pour les cinq qui l'avaient avant l'existence de ce traité.

Cette situation de privilégié au sein de l'ONU a toujours été contestée par de nombreux pays, dont ceux regroupés au sein des «non-alignés» dont le porte-parole le plus visible est l'Inde.

Demander que la France utilise son droit de veto peut donc sembler une bonne idée pour contrer les tout puissants USA, mais cela signifie encore une fois que l'on accepte l'organisation colonialiste de l'ONU.

Manif à Paris.

Manif à Paris.

De la critique du militarisme

Dans les manifestations, on pouvait noter une très forte présence de la mouvance communiste (PCF, CGT, mouvement de la paix) dont les slogans sont volontiers contre un militarisme excessif, en particulier contre l'arme nucléaire (de l'argent pour l'éducation, par pour l'armée). Quelques groupes comme l'Union pacifiste, les espérantistes, les objecteurs de conscience (3) ont une approche franchement antimilitariste.

Les autres ? ATTAC et les syndicats comme SUD, très présents dans les cortèges, n'ont aucune remise en cause claire de l'armée dans leur programme. Ils oublient — pour quelle raison ? — que tout l'argent que l'on met dans un sous-marin nucléaire n'ira pas dans un autre domaine. Ils oublient parfois que fabriquer des armes, cela ne crée par seulement des emplois, cela justifie de les utiliser, ici ou, de préférence, ailleurs.

Les Verts, peu nombreux dans les défilés, semblent également avoir oublié leurs textes fondateurs sur la non-violence, la défense civile non-violente, l'arrêt des ventes d'armes.

«Mieux vaut marcher pour la paix que courir à la catastrophe»

Les anarchistes, heureusement, rappellent sur leurs banderoles comment fonctionne le capitalisme et son besoin d'écouler ses productions, même lorsqu'il s'agit de bombes, son besoin de conquérir de nouveaux marchés, même si cela se fait en force.

Cette hétérogénéité n'est pas sans rappeler ce qui s'est déjà passé en 1991, lors de la première guerre du Golfe. Alors que la veille du début des bombardements américains, 70 % de l'opinion française était contre la guerre, ce pourcentage s'effondrait ensuite, les communistes estimant à cette époque qu'il ne fallait plus contester la guerre pour ne pas affaiblir les positions françaises. Dans la rue, les effectifs des manifestants étaient alors divisés, du jour au lendemain, par dix. Les grandes structures devenant subitement, comme l'armée, muette.

Michel Bernard ■

(1) Rien qu'actuellement, des conflits armés existent au Tchad, au Nigeria, en Angola, au Cameroun, au Gabon, dans les deux Congos, au Soudan, en Mauritanie, au Sahara occidental (Maroc), en Birmanie, en Amazonie, en Tchétchénie, etc. Pour en savoir plus : Collectif TotalFinaElf ne doit pas faire la loi, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris, tél : 01 43 71 62 12.
(2) 80 % de la population française, selon un sondage, est pour que la France utilise son droit de veto.
(3) S'il n'y a plus d'objecteurs au service militaire, il reste un mouvement d'objection à la militarisation.

Slogans

«C'est dans la vieille Europe qu'on fait les meilleures paix»
«Débushons la planète»
«Bush, ce n'est pas d'une guerre dont tu as besoin, mais d'une psychanalyse»
«Larguez Bush, pas les bombes»
«Les Etats jouent au Golfe, les pauvres ramassent les balles»
«Pétrole, ressources minières, les vraies raisons des guerres humanitaires»

15 février 2003 : le premier chiffre est celui de la police, le second, celui des organisateurs. Au total, cela ferait entre 10 et 14 millions de personnes dans le monde.

France (70 villes)	200 000	500 000
Paris	100 000	250 000
Lyon	13 000	20 000
Marseille	10 000	20 000
Bordeaux	11 000	15 000
Nice	10 000	15 000
Montpellier	10 000	12 000
Toulouse	8 000	10 000
Strasbourg	5 500	10 000
Aix-en-Provence	7 000	10 000
Nantes	6 000	10 000
Le Mans		8 000
Clermont-Ferrand	4 500	6 000
Perpignan	4 000	6 000
Nîmes	2 500	6 000
La Réunion		6 000
Avignon	3 200	5 000
Rennes	5 000	6 000
Albi		5 000
Lorient	2 500	4 000
Dijon		4 000
Tours	3 500	3 500
Valence	3 300	3 500
Brest	3 000	3 500
Pau	2 500	3 000
Limoges	2 500	2 500
La Roche-sur-Yon		2 500
Vannes		2 000
Montluçon		1 500
Angers	500	1 500
Tarbes	900	1 300
Arles	700	1 000
Perthuis	1000	1 000
Rouen	700	1 000
Montauban	800	1 000
Angoulême	700	1 000
Gap		1 000
Saintes		1 000
Laval		1 000
Bourg-en-Bresse		1 000
Briançon		750
Béziers		700
Auch	600	700
Cahors	600	900
Laval	500	500
Villefranche-sur-Saône		400
Guadeloupe		400
Carcassonne	300	400
Foix	100	250

Europe Ouest		
Londres (Angleterre)	750 000	2 000 000
Autres villes d'Angleterre	250 000	500 000
Glasgow (Ecosse)		80 000
Cardiff (Pyas-de-Galles)		
Dublin (Irlande)		100 000
Belfast (Irlande du Nord)		8 000
Berlin (Allemagne)		500 000
Madrid (Espagne)		2 000 000
Barcelone (Espagne)		1 500 000
Séville		250 000
Autres villes d'Espagne	1 250 000	
Rome (Italie)	650 000	3 000 000
Athènes (Grèce)	35 000	100 000
Bruxelles (Belgique)	42 000	100 000
Amsterdam (Pays-Bas)	70 000	100 000
Oslo (Norvège)		60 000
Stockholm (Suède)		25 000
Göteborg (Suède)		30 000
Berne (Suisse)		35 000
Autres villes en Suisse		5 000
Vienne (Autriche)	15 000	30 000
Helsinki (Finlande)		12 000
Luxembourg (Luxembourg)	8 000	10 000
Porto (Portugal)		
Lisbonne (Portugal)		?0 000
Copenhague (Danemark)		10 000

Europe Est		
Budapest (Hongrie)		20 000
Zagreb (Croatie)		10 000
Varsovie (Pologne)		2 000
Bratislava (Slovaquie)		2 000
Ljubljana (Slovaquie)		2 000
Moscou (Russie)		1 000
Minsk (Biélorussie)		1 000
Kiev (Ukraine)		1 000

Amérique du Nord		
New-York (USA)	100 000	400 000
Los Angeles (USA)		15 000
Hollywwod (USA)		25 000
San Francisco (USA)		250 000
Autres villes des USA (+de 50)		600 000
Montréal (Canada)		150 000
Toronto (Canada)		100 000
Autres villes du Canada		35 000
Mexico (Mexique)		10 000
Autres villes du Mexique		10 000

Amérique latine	
Brésil	60 000
Santiago (Chili)	3 000
La Havane (Cuba)	5 000
Buenos aires (Argentine)	10 000
Montevideo (Uruguay)	50 000

Proche-Orient	
Damas (Syrie)	200 000
Bagdad (Irak)	100 000
Beyrouth (Liban)	10 000
Jabaliya (Gaza)	10 000
Jordanie	5 000
Tel Aviv (Israël)	4 000

Océanie	
Sydney (Australie)	250 000
Melbourne (Australie)	150 000
Autres villes d'Australie	50 000
Wellington (Nouvelle-Zélande)	7 000
Autres villes de Nouvelle-Zélande	7 000

Asie	
Tokyo (Japon)	25 000
Calcutta (Inde)	10 000
Madras (Inde)	1 500
Bangkok (Thaïlande)	3 000
Kuala Lampur (Malaisie)	2 000
Séoul (Corée du Sud)	2 000

Afrique	
Le Cap (Afrique du Sud)	10 000
Sfax (Tunisie)	2 000

Manif à Londres.

Paix

Petites phrases

«Un général + un général, cela ne donne pas deux généraux, comme la tradition tente de nous le faire accroire, mais une guerre et des cimetières»
Georges Brassens.

Bush va-t-en-guerre

■ **Petites phrases.** *«La divergence d'opinion entre Européens et Américains s'explique surtout par l'exaltation irresponsable des idéologues de l'administration Bush, fascinés par l'aventure militaire et la puissance, incapables d'imaginer ce que la guerre signifie pour les victimes. (...) Le verbiage belliqueux de l'administration Bush semble d'une insupportable vanité, prouvant seulement à quel point la classe politique aux Etats-Unis est aujourd'hui coupée du reste du monde»* William Pfaff, correspondant à Paris du quotidien US *International Herald Tribune*, repris dans le *`Courrier international* du 30 janvier 2003.

■ **Petites phrases.** *«Nous sommes dans une guerre que nous n'avons pas voulue (...) La cause qui nous tient à cœur, c'est celle de la justice, de la prospérité, du progrès et de la paix de la communauté humaine tout entière».* Adolf Hitler.

■ **L'ONU fait de la résistance.** Le 14 février, les USA espéraient emporter le soutien de la majorité des 15 pays membres du conseil de sécurité. Seuls finalement la Grande-Bretagne, l'Espagne et la Bulgarie l'ont suivi. Un cuisant échec. Mais celui-ci aurait pu être bien plus important si les USA avaient eu le courage de s'exprimer en séance pleinière : moins d'une dizaine d'Etats dans le monde ont pour le moment apporté leur soutien

aux USA...

■ **L'ONU sera-t-elle logique ?** En 1991, l'ONU a adopté une résolution autorisant une coalition internationale à bombarder l'Irak qui avait envahi le Koweït pour s'emparer de son pétrole. Si en 2003, les Etats-Unis envahissent l'Irak pour s'emparer de son pétrole, l'ONU va-t-elle, logiquement, voter une résolution demandant que l'on bombarde les Etats-Unis ?

■ **Protestations des inspecteurs.** Selon les médias, les inspecteurs de l'ONU se plaignent du manque de coopération de la part des autorités irakiennes. C'est vrai, mais elles se plaignent également du manque de coopération des Etats-Unis et de l'Angleterre qui prétendent avoir des informations inédites et qui ne les communiquent pas.

■ **Espionnages.** Trois inspecteurs de l'ONU, de nationalité US, ont dû quitter les missions d'inspection après que les autorités irakiennes les aient surpris en flagrant délit d'espionnage. Les Irakiens les ont enregistrés en train de proposer à des ingénieurs irakiens une grosse somme d'argent et leur départ pour les USA en échange

d'informations réservées aux USA.

■ **Tapisserie de guerre.** Le jour de la présentation du premier rapport des inspecteurs à l'ONU, un tableau présent dans le couloir des Nations-Unies avait été recouvert d'un drap bleu. Il s'agit d'une tapisserie reproduisant le tableau de Guernica, peint par Picasso et montrant les horreurs de la guerre en Espagne, en 1937. Officiellement, cela a été justifié pour ne pas donner une image aux médias qui ne soit pas «convenable». Il y a donc des gens qui ont honte de montrer ce qu'est la guerre ? *(Marianne, 3 février 2003)*

■ **Gendarme du monde débordé.** Bush a beau dire qu'il peut mener plusieurs conflits à la fois. On peut en douter. En Afghanistan, le gouvernement mis en place par les Etats-Unis est toujours très instable et les Talibans sont toujours maîtres de vallées entières dans l'Est du pays. Il est fort probable que Ben Laden vive des jours heureux dans les zones frontalières entre l'Afghanistan et le Pakistan, pays qui accueille tous les islamistes du monde. Il faut dire que faire le gendarme coûte cher : l'installation des troupes américaines autour de l'Irak a déjà coûté 2,1 milliards de dollars au 1er février.

■ **Corée du Nord : pas le temps.** La Corée du Nord profite de la concentration de l'armée US au Proche-Orient pour relancer son programme nucléaire militaire. Colin Powell, secrétaire d'Etat à la défense, affirme alors qu'il faut trouver une solution autre que militaire pour obliger la

Actions contre la guerre

■ **Irak : boucliers humains ?** Des associations pour la paix ont envoyé des volontaires en Irak pour servir de «boucliers humains» contre les risques de bombardement des populations civiles. Manifestement un peu trop innocentes de la politique internationale, ces associations se sont fait manipulées dès leur arrivée sur place : ce sont les autorités irakiennes qui leur disent où se mettre, et cela risque fort d'être sur des lieux stratégiques et non au sein de la population. Des personnes insatisfaites de la tournure des événements ont voulu quitter le pays et ont, semble-t-il, le plus grand mal à reprendre l'avion.

■ **USA : Elues contre la guerre.** Le 16 janvier, 25 femmes membres du Congrès américain sont sorties et se sont installées sur la pelouse de la Maison blanche pour manifester leur désaccord avec Bush concernant sa politique guerrière. Elles ont lancé une pétition des femmes contre la guerre.

■ **USA : villes contre la guerre.** Quarante conseils municipaux avaient déjà voté, avant le 14 février, contre l'idée d'une guerre en Irak. Les plus importants sont ceux de Seattle, Chicago et San Francisco.

■ **USA : églises contre la guerre.** L'Union des églises méthodistes, religion de George Bush, a financé des clips sur les deux premières télévisions d'information CNN et Fox News. L'évêque y dit notamment «Envahir un pays qui ne nous a rien fait enfreint le droit international. La guerre ne pourra que créer plus de terroristes, un monde plus dangereux pour nos enfants».

■ **USA : poètes contre la guerre.** Un appel lancé par les organisateurs d'une rencontre de poésie a permis de recueillir plus de 1500 poèmes contre la guerre. Ils ont été mis sur internet (poetagainstthewar.org) et le 12 février, des poètes les ont apportés à la Maison Blanche.

■ **USA : clip antiguerre.** Madonna a rejoint les militants contre la guerre en réalisant un clip pour sa dernière chanson montrant des images de victimes de la guerre.

■ **USA : Prix Nobel contre la guerre.** Quarante et un Prix Nobel des Etats-Unis ont signé un appel contre la guerre contre l'Irak.

■ **New York : nues dans la neige.** Le 7 février, trente femmes entièrement nues se sont couchées dans la neige, dans Central Park, écrivant avec leur corps «No Bush».

■ **New York : répression.** La manifestation de New York, le 15 février, avait été tolérée dans Central Park, mais interdite dans les rues. Les manifestants essayant de sortir en force du parc ont été violemment repoussés par la police à cheval et plus de 250 manifestants ont été interpellés. La seule autre manifestation réprimée ce jour dans le monde a été à Sfax, en Tunisie. Cela en dit long sur le niveau de démocratie aux USA.

■ **New York : Jeûne relais.** Depuis le 15 février, devant le siège de l'ONU, un jeûne relais s'est mis en place, avec pour la première semaine des militants des communautés de l'Arche.

■ **Canada : inspections des USA.** Reprenant une idée lancée par différentes associations, la députée de gauche Libby Davies a mis en place un groupe de volontaires pour aller visiter les bases militaires des USA. Elle a demandé à pouvoir entrer sur le territoire des USA, avec ses «experts» à partir du 22 février.

■ **Australie : grève dans les ports.** Les principaux syndicats de dockers, reprenant une action déjà réalisée pendant la guerre du Vietnam, ont appelé à une grève dans les ports, si des troupes armées venaient à y stationner.

■ **Nouvelle-Zélande : promotion de la non-violence.** Les Verts de Nouvelle-Zélande ont écrit à Joschka Fischer, le ministre vert des affaires étrangères en Allemagne, pour lui demander de lancer un appel à la résolution non-violente des conflits comme cela figure dans les textes adoptés internationalement par les partis verts.

■ **Japon : villes contre la guerre.** Plus de soixante communes dont la capitale, Tokyo, ont adopté des motions contre la guerre en Irak.

■ **Japon : Jeûne relais.** Sur l'île d'Okinawa, où se trouve la plus grande base militaire américaine, depuis mi-janvier, 300 personnes se relaient pour jeûner devant l'ambassade des Etats-Unis.

■ **Irlande : sabotage.** La base de Shannon dans le sud-ouest sert d'aéroport de transit aux troupes américaines. Le 18 janvier, 2000 personnes sont venues soutenir l'installation d'un camp de paix aux portes de la base. Le 3 février, Mary Kelly, une infirmière de cinquante ans, a réussi à pénétrer dans la base et avec une hache a provoqué pour plus de 500 000 euros de dégâts à un Boeing 737. Depuis cette action, les troupes de l'armée américaine transitent par Francfort.

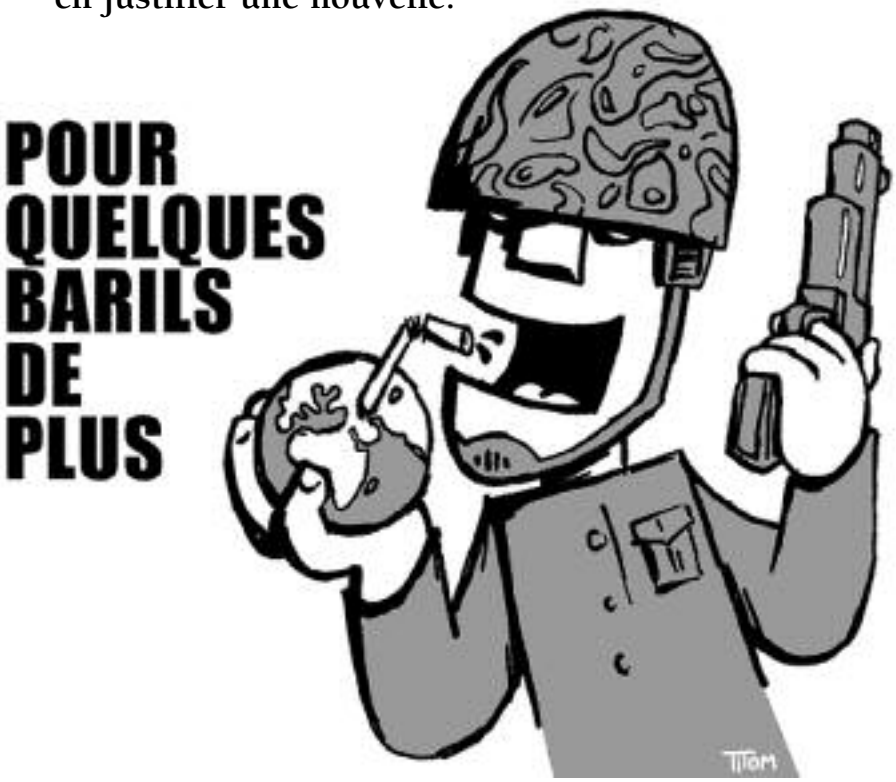
DR

Mary Kelly

(Suite page 22)

Les sentiers de la gloire

Robert Fisk, grand reporter britannique installé à Beyrouth, a suivi de nombreuses guerres. Il explique ici comment nos dirigeants s'y prennent pour en justifier une nouvelle.



Sur la route de Bassorah, une équipe de la télévision britannique ITV filmait des chiens sauvages occupés à déchiqueter des cadavres irakiens. Parfois, un de ces animaux affamés arrachait un bras décomposé et l'emportait en courant dans le désert, les doigts morts traînant sur le sable, un reste de manche d'uniforme brûlé dansant dans le vent.

«C'est pour les archives» me dit le cameraman. Car jamais ITV ne diffuserait de telles images. Ces choses que nous nous voyons, la répugnante obscénité des corps, il est impossible de les montrer. Tout d'abord parce que ce ne serait pas «correct» de présenter cela au petit déjeuner. Ensuite parce que si ce que nous avions vu avait été diffusé, personne n'aurait plus jamais soutenu aucune guerre.

Ceci se passait, bien sûr, en 1991, lors de la Guerre du Golfe, la deuxième en fait, car il y en avait déjà eu une entre 1980 et 1988, entre l'Irak et l'Iran.

Pour que les morts irakiens soient montrés à la télévision, il aurait fallu que ces hommes aient mis un peu de soin à passer l'arme à gauche, qu'ils soient tombés dans une pose romantique, sur le dos, une main cachant leur visage détruit. (...) Il aurait fallu qu'ils meurent sans rien de sordide, aucune trace de merde, de morve ou de sang coagulé.

Quand j'entends aujourd'hui les menaces proférées par George Bush à l'encontre de l'Irak, quand j'entends les avertissements moralisants et énervés de Tony Blair, je me demande ce qu'ils savent de cette terrible réalité. George a refusé de servir son pays au Vietnam. A-t-il seulement idée de l'odeur de ces cadavres ? Tony sait-il seulement à quoi ressemblent les mouches, ces mouches bleues et grasses qui se nourrissent de cadavres et qui ensuite viennent se poser sur nous et sur nos carnets de note ?

Les soldats, eux savent. Je me souviens de cet officier britannique qui nous avait emprunté notre radiotéléphone de la BBC, peu après la libération du Koweït en 1991. Il parlait avec sa famille en Angleterre et je l'ai observé attentivement. *«J'ai vu des choses terribles»* a-t-il lâché avant de craquer. Tremblant, en sanglot, il est resté là, le combiné au bout du bras. Sa famille avait-elle la moindre idée de ce qu'il racontait ? En tout cas, ce n'est pas en regardant la télévision qu'elle aurait pu comprendre.

Ainsi pouvons-nous faire face à l'idée d'une nouvelle guerre. La population — dont seule 20 % soutient cette folie — a été préservée des réalités de la mort violente. Je suis très frappé par le nombre de lettres que je reçois d'anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale, hommes et femmes. Tous s'opposent à la prochaine guerre, invoquant les horribles souvenirs des membres arrachés, des souffrances.

J'ai encore en mémoire ce blessé, en Iran. Avant de mourir, un éclat d'acier fiché dans le front, il hurlait comme un animal, ce que nous sommes tous, bien sûr. Et ce garçon palestinien qui s'était effondré près de moi, abattu par un soldat israélien, d'un tir délibéré, froid, criminel, parce qu'il avait jeté une pierre. Et cette Israélienne, l'estomac perforé par un pied de chaise, devant la pizzeria *Sbarro* à Jérusalem, parce qu'un kamikaze palestinien avait décidé d'exécuter les familles qui se trouvaient à l'intérieur. Et ces piles de morts irakiens lors de la bataille de Defzul, pendant la guerre Iran-Irak. La puanteur était telle qu'elle rendait malades les mollahs présents avec nous dans un hélicoptère. Et ce jeune homme, me montrant la trace sombre et épaisse laissée par le sang de sa fille, égorgée par des «islamistes» à la sortie d'Alger.

Georges Bush, Tony Blair, Dick Cheyney, Jack Straw et tous les autres guerriers en chambre qui nous embobinent pour nous entraîner dans un nouveau conflit ne se soucient pas de ces images atroces. Pour eux, tout cela est «frappes chirurgicales», «dommages collatéraux» et autres exemples du lexique mensonger de la guerre.

Nous allons mener une guerre juste. Nous allons libérer le peuple américain, certes en tuant quelques-uns de ses représentants au passage, et nous allons leur apporter la démocratie, et aussi défendre les richesses pétrolières. Nous allons mettre en place des tribunaux pour juger des crimes de guerre, et nous serons merveilleusement justes. Nous allons aussi avoir droit à nos «experts» de la défense, qui, à la télévision, viendront nous infliger dans une ambiance aseptisée leurs effroyables connaissances de ces armes qui arrachent les têtes.

A la fin d'une guerre, personne ne s'excuse. Personne ne veut en admettre la réalité. Personne ne nous montre ce que nous, reporters, nous voyons. Et c'est pourquoi nos chefs et nos supérieurs réussissent encore à nous persuader de partir en guerre.

Robert Fisk ■

The Independant on sunday, 19 janvier 2003.

Corée du Nord à renoncer à l'arme atomique. L'armée américaine serait donc débordée ?

■ **Devancer la Chine ?** Une des raisons pour laquelle Bush voudrait s'assurer le contrôle du pétrole irakien serait l'augmentation rapide de la demande en Asie et en particulier en Chine. Dans ce dernier pays, les importations de pétrole ont augmenté de 15,2 % en 2002 et on prévoit 18 % en 2003.

■ **USA : pour la conscription.** Deux députés démocrates noirs ont demandé le retour de la conscription expliquant qu'actuellement il y a 37 % de Noirs dans l'armée US, alors qu'ils ne sont que 12 % dans la population. Ils estiment que si les jeunes blancs craignaient d'être appelés sous les drapeaux et donc d'être tués, les discours

bellicistes baisseraient d'un ton.

■ **Turquie : vente aux enchères.** Le gouvernement turc estime que la première offensive contre l'Irak en 1991 a entraîné une perte économique dans le pays de 40 milliards de dollars. Les USA avaient promis d'aider à l'époque. Ils n'ont versé que 6 milliards. La Turquie demande donc le solde et des garanties pour la suite avant de laisser les militaires américains s'installer sur leur territoire. Le 2 mars, le parlement turc a voté contre le stationnement des troupes américaines sur son territoire.

■ **Egypte : non merci.** Le président égyptien estimant avoir durement payé la première guerre du Golfe, avec la multiplication des attentats et la récession économique, a décidé de rester neutre et interdit aux USA d'utiliser son territoire.

■ **Grande-Bretagne : situation instable.** Pour satisfaire les désirs de Bush, Tony Blair a envoyé 35 000 hommes aux frontières de l'Irak... soit le quart de l'armée britannique. Les experts estiment que cette situation n'est pas tenable longtemps : cela coûte bien trop cher à entretenir.

■ **Italie : recul de Berlusconi.** Alors que Blair et Aznar maintiennent leur soutien aux USA, le gouvernement italien, après les manifestations monstres, a changé sa position, se prononçant pour une intervention en Irak après l'accord des Nations-Unies.

■ **Catastrophe écologique prévisible.** En février 1991, les Irakiens quittent le Koweït en mettant le feu aux installations pétrolières. Le pétrole qui s'écoulera représente 150 fois le tonnage du Prestige, polluant 1600 km de côtes. 40 % de l'eau du Koweït reste aujourd'hui polluée. Les 613 puits incendiés ont nécessité neuf mois pour les éteindre et la pollution de l'air de l'époque laisse présager une explosion des cancers dans la région dans les années à venir. Une nouvelle guerre pourrait provoquer le même genre de dégâts. *(Courrier international, 23 janvier 2003)*

■ **Qui va payer ?** En 1991, fort du soutien de l'ONU, les USA avaient très bien manœuvré sur le terrain financier puisque l'essentiel de l'intervention militaire a été payée par les pays arabes frontaliers et par l'Europe. Cette fois, il n'en est pas question et cela inquiète les économistes américains. Une guerre se chiffre en dizaines de milliards de dollars.

■ **Quelles preuves ?** Fin février, les inspecteurs de l'ONU n'ont trouvé comme armes interdites que des missiles pouvant atteindre des distances de l'ordre de 150 km. La plupart des autres pays ont des missiles de plus grandes portées.

■ **Et la prochaine ?** Un rapport de la CIA, rendu public par des médias alternatifs américains indique que l'on assistera peut-être à la dernière guerre pour le pétrole. La CIA pense que les prochains conflits porteront sur la maîtrise de l'eau, car s'il existe des alternatives au pétrole, pour l'eau, il n'y en a pas. *(Courrier international, 23 janvier 2003)*

Essais nucléaires

■ **USA : indemnisations.** Le ministère américain de l'énergie (aux Etats-Unis, ce ministère traite aussi bien du nucléaire civil que militaire) a publié le 9 janvier 2003, l'état des lieux concernant les affaires en justice entre l'Etat et les militaires victimes des essais nucléaires. Il y a déjà 37 975 dépôts de plainte, 6711 dossiers ont été rejetés, 7022 acceptés et les autres en attente. A part ça, les essais sont inoffensifs.

■ **France : une loi d'indemnisation.** Pour donner lieu à des procédures d'indemnisations, les vétérans français des essais nucléaires se sont organisés en association et demandent une loi sur le suivi des conséquences des essais. Ce projet de loi a reçu actuellement le soutien de 33 députés (22 communistes, 3 verts, 5 PS, 2 UMP et 1 UDF) et de 3 sénateurs. Le groupe au sénat du PC, 18 sénateurs, devrait rapidement prendre position. 13 questions ont été posées au gouvernement par 5 UMP, 5 PS, 2 PC, 1 UDF. *Vétérans des essais nucléaires, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon.*

Insoumission

Le service militaire n'est pas fini pour tout le monde. En 2002, plus de 60 insoumis ont été condamnés à des peines de prison en **Finlande**. En général, ils font six mois de prison. En **Corée du sud**, plus de 3000 témoins de Jéhovah sont en prison. Refuser le service militaire se traduit par trois ans de prison. Au **Kirghistan** il est possible d'échapper au service militaire contre 500 euros... une somme qui représente un an de salaire d'un militaire. En **Israël**, plus de 180 jeunes ont fait de la prison en 2002 pour refus de participer à l'occupation des territoires palestiniens. Amnesty international les défend en rappelant au gouvernement Sharon que ces jeunes sont les seuls dans le pays à respecter les conventions internationales (ce qui sous-entend que c'est le reste de l'armée qui devrait être en prison). Parmi les personnes emprisonnées, il y a Jonathan, le neveu de l'ancien premier ministre Nétanyahou. *(Union pacifiste, février 2003)*

PARIS

Les héritiers de Gandhi en Inde

Le MAN, Mouvement pour une alternative non-violente, dans le cadre de ses lundis de la non-violence, organise le lundi 7 avril à partir de 18h30, une soirée sur ce thème avec comme invités Maria Giannina Mura, réalisatrice italienne qui retracera le combat de Krisnammal et Jagannathan au Tamil Nadu, et Denis Mazaud, correspondant en France du mouvement Ekta Paridash conduit par Rajagopal. La soirée se passe sur la péniche *Alternat,* ancrée quai Mauria, en face de Bibliothèque François-Mitterrand. *MAN, 114, rue de Vaugirard, 75006*

■ **Grande-Bretagne : église contre la guerre.** L'Eglise anglicane, 70 millions de fidèles dans le monde, église majoritaire en Angleterre, a pris position contre la guerre.

■ **Grande-Bretagne : multiplication des camps de paix.** De nombreux camps de paix ont vu le jour à travers tout le pays, d'abord devant les bases militaires servant à l'armée américaine, mais également devant des églises, des mosquées, dans de multiples villes.

■ **Grèce : navire repoussé.** Le 20 février, une frégate de nationalité allemande, affrétée par les forces de l'OTAN devait embarquer du matériel militaire dans le port de Keratsini. Alertés par les dockers, syndicalistes et étudiants ont réussi à empêcher l'accostage et le bateau a dû repartir vide.

■ **Belgique : boules de neige.** Le 5 février, deux cents manifestants ont attaqué à coups de boules de neige, des soldats américains présents dans le port d'Anvers. Ils protestaient ainsi contre le transit dans le port de matériel destiné à la guerre en Irak.

■ **Belgique : train bloqué.** Près d'Anvers, le 1er mars, plus de cent personnes ont réussi à bloquer plusieurs heures un train sortant d'une base de l'OTAN. La police belge a interpellé tous les manifestants. Ils ont été relâchés une douzaine d'heures plus tard.

■ **Pays-Bas : navire bloqué.** Le 23 février, Greenpeace a bloqué dans le port de Rotterdam un navire chargé de matériel militaire américain. 25 activistes montés sur des canoës et des zodiacs ont cerné le bateau, le retardant de plusieurs heures. Les militaires se sont dégagés avec des lances à eau.

■ **Suisse : accueillir Saddam Hussein.** Thomas Buèrgener, président du gouvernement du canton du Valais a déclaré à la presse que le Valais était prêt à accueillit Saddam Hussein, si cela peut éviter le massacre de milliers d'innocents.

■ **Italie : drapeaux aux fenêtres.** Le drapeau arc-en-ciel barré du mot *paix* est visible dans toutes les villes d'Italie. Les organisateurs de la campagne en avait déjà vendu plus de 250 000, mi-février.

■ **Italie : blocages de convois.** Le 22 février, des militants pacifistes ont réussi à bloquer quelques heures un train parti de la base de l'OTAN de Camp Derby, près de Pise. Le 26 février, à minuit, des militants ont bloqué un train militaire transportant du matériel américain près de Vérone. L'action s'est terminée par 26 arrestations. Le 27 février, les dockers ont bloqué un navire dans le port de Naples après avoir constaté l'embarquement d'un convoi militaire. A plusieurs reprises, l'armée italienne a dû modifier ses trajets pour éviter des barrages dressés par les manifes-

DR

Blocage d'un train en Italie.

tants. Les cheminots donnant l'alerte, l'armée procède à leur remplacement la nuit par des militaires.

■ **Espagne : acteurs contre la guerre.** Les professionnels de la culture sont très actifs en Espagne pour réaliser des actions contre la guerre. A leur actif, le 5 février, à Madrid, pendant le discours de José Maria Aznar, au Parlement, cinq acteurs avaient réussi à prendre place dans le rare public. Ils se sont levés pendant le discours avec des tee-shirt portant la mention «non à la guerre».

■ **Turquie : femmes contre la guerre**. Plusieurs associations de femmes turques ont organisé des départs en bus pour la ville-frontière de Silopi. Elles y ont organisé un camp de paix et essaient de dialoguer avec les forces américaines qui y sont stationnées.

■ **Artistes contre la guerre.** Des artistes présentent leurs œuvres contre la guerre sur internet : http://contrelaguerre.org.

■ **Dijon : station-service occupée.** A la fin d'une manifestation contre la guerre, le 8 janvier, 300 personnes ont occupé une station-service du centre-ville, accrochant une banderole sur le toit : «Combien d'irakiens morts pour chaque baril ?». Un simulacre de bureau de recrutement militaire a été installé dans la station pour les automobilistes venant faire le plein. *(Monde libertaire, 13 février 2003)*

■ **En cas d'attaque.** Les coordinations anti-guerre appellent à un rassemblement dans un lieu central, le jour même à 18 h (place de l'Opéra à Paris, place Bellecour à Lyon, place Gambetta à Bordeaux…) et à une manifestation sur le même lieu, le samedi suivant.

Petites phrases

«Contrairement à la conception occidentale qui est anthropocentrique et individualiste, la conception précoloniale traditionnelle de l'Afrique est écologique, biologique et communautaire. Dans la conception africaine du monde, la distinction entre les végétaux, les animaux et le monde inanimé, entre le sacré et le profane, la matière et l'esprit, le communautaire et l'individuel, est ténue et souple. De même les conceptions métaphysiques, l'éthique, les coutumes, les lois et les tabous forment un continuum.

Le monde occidental a tendance à présenter sa vision, ses idées, ses convictions et ses pratiques comme des impératifs rationnels ou moraux universels auxquels tous doivent se conformer»

Godfrey B. Tangwa, professeur à l'université de Yaoundé, Cameroun *Monitor,* Amsterdam, septembre 1997.

AFRIQUE

Le pillage continue

Avec le système des prêts puis des remboursements sans fin, l'Afrique ne fait que s'enfoncer. Ainsi, en 1990, elle représentait 2,7 % des échanges internationaux, elle ne représente en 2000 plus que 1,5 % de ces échanges. Entre 1975 et 2000, alors que dans le monde, la consommation des ménages a augmenté d'environ 20 %, elle a baissé d'autant pour l'Afrique. Un tiers de la population souffre de malnutrition, une proportion en augmentation.

Guyane

■ **Ecotourisme contre Amérindiens.** En 1969, le Club Med, entre autres, veut s'installer dans le sud de la Guyane. Une vive réaction conduit à l'adoption d'un décret qui depuis 1970 réserve le tiers sud (30 000 km2) de la Guyane à ses habitants. Les touristes ne peuvent s'y rendre.

En 1992, lors du sommet de Rio, un projet de parc national voit le jour. Sous la pression des élus locaux, ce projet prévoit que ce parc serait dans le sud, ce qui provoquerait de fait l'ouverture du territoire amérindien aux touristes et donc à l'ethnocide. De nombreuses personnalités scientifiques interviennent alors pour demander que ce parc soit placé au nord-centre afin de faire une zone tampon entre le littoral occidentalisé et les territoires amérindiens. Cela gène évidemment tous les investisseurs (bois, or, minéraux, tourisme…) qui espèrent étendre leur nuisances vers le sud. La polémique dure jusqu'en 1998. Avec l'arrivée des Verts au ministère de l'environnement, le dossier est mis sous le coude… mais ne disparaît pas. Il vient de ressortir aujourd'hui, le secrétaire d'Etat au tourisme, Léon Bertrand, s'étonnant que l'on ne développe pas (durablement ?) le tourisme en Guyane. Précisons que ce secrétaire d'Etat est par ailleurs maire de Saint-Laurent-du-Maroni, une des principales zones urbanisées de Guyane. Son dossier parle de l'opportunité d'un «écotourisme durable» et propose d'abroger le décret de 1970. Les Amérindiens ont publié un texte collectif réaffirmant qu'ils sont contre la venue des touristes. Une lettre de protestation contre ce projet est disponible auprès de *Thierry Sallantin, ESV, 139, rue Oberkampf, 75011 Paris.*

■ **Orpailleurs contre Amérindiens.** La crise boursière actuelle provoque une envolée du cours de l'or, multipliant les appétits. De plus en plus d'installations illégales d'exploitations d'or se développent en Guyane. Alors que le gouvernement parle de «tolérance zéro» et que le préfet de Guyane, Ange Mancini, est l'ancien patron du RAID, les orpailleurs continuent à polluer en toute tranquillité.

■ **Convention sur les droits des peuples indigènes.** Le Brésil a signé en 2002 la convention 169 de l'ONU sur les droits des peuples indigènes et tribaux. La France, elle, ne l'a toujours pas signé, estimant que sa République «une et indivisible» n'accueille sans doute pas de peuples indigènes et tribaux.

■ **Kourou : plus de village amérindien.** Sous prétexte de construire des logements sociaux pour le petit personnel de la base spatiale, la municipalité de Kourou a décidé d'occuper des espaces communautaires jusqu'alors gérés par les derniers Amérindiens voisins de la base. En guise d'échanges, les Amérindiens pourront faire une demande d'aide au logement pour pouvoir bénéficier eux-aussi des logements sociaux !

DR

AFRIQUE DU SUD

Poursuites abandonnées

En août 2000, treize Bushmen de la réserve du Kalahari sont arrêtés et torturés pour, officiellement, avoir dépassé leur quota de chasse. En fait, le gouvernement, qui a de vastes projets touristiques, espère ainsi les décourager de rester sur leurs territoires. Une vaste campagne de pétition a été lancée en soutien et le gouvernement sud-africain a reçu plus de 100 000 lettres. Début février 2003, le gouvernement a annoncé la suspension des poursuites. L'affaire n'en restera pas là, des associations attaquent maintenant le gouvernement pour tortures : l'un des Bushman a même été castré ! *Survival, 45, rue du Faubourg-du-Temple, 75010 Paris, tél : 01 42 41 47 62.*

Sommet de la Françafrique

Le 22e sommet franco-africain s'est tenu à Paris les 20 et 21 février. L'invitation faite à Robert Mugabe, dictateur du Zimbabwe, semble étonnante. Ce pays vient en effet de confisquer les terres des colons blancs restés après l'indépendance. Il y a plusieurs «chasse à l'homme» et l'Europe a condamné le pays pour ses atteintes aux droits de l'homme. Mais la France semble vouloir profiter des événements : lâché par la Grande-Bretagne, Mugabe pourrait ainsi avoir un nouveau partenaire économique. Nous ne sommes pas regardants quand il s'agit d'améliorer notre commerce extérieur.

Et si on muraillai

DR

Des pierres, il y en a partout. Un matériaux simple qui de tous temps à servi à la construction. Petite introduction à la technique de la pierre sèche, pour découvrir que l'on peut construire sans rien acheter.

Des pierres, il y en a partout : démolitions, décharges, remblais, anciennes carrières et même dans les sols, à cultiver ou à bâtir. Elle sont souvent données et ne coûtent que le transport. Comptez l'énergie grise : environ 6 kWh par tonne pour 20 km en camion, le record ! Pour les petites distances, l'âne ou la brouette sont encore plus économiques.

Dans toutes les montagnes du monde, on n'a guère le choix pour construire les indispensables terrasses : les pierres sont sur place et monter du mortier serait épuisant et coûteux. On recourt donc à la pierre sèche, technique confirmée depuis des siècles avec tous types de pierres, sur des millions de kilomètres de murs.

Il serait osé de construire toute une maison en pierre sèche (bien que des bâtisses multi-séculaires soient encore debout), mais la technique est sans risques pour des édifices limités (murets de jardin, cabanons…)

C'est le premier pas qui coûte le plus, vous vous ferez la main sur un tout petit ouvrage. Une banquette de quarante centimètres entre deux parties du jardin, quelques degrés d'escalier vous permettront de faire les inévitables erreurs du débutant et de les corriger vous-même. Les ouvrages en pierre sèche sont très faciles à démonter, n'hésitez pas à faire et défaire, vous apprendrez vite.

C'est dur ?

Quand on peut bouger la pierre, on peut la déplacer, donc la mettre en place. Faites travailler votre tête plus que vos bras (jamais votre dos), redécouvrez l'effet de levier, la planche inclinée, les rouleaux et autres techniques douces. La pierre sèche n'est ni sexiste ni jeuniste, elle s'offre à toutes et tous. Gringalets, fluets, peu musclés, je suis des vôtres (55 kg pour 1,67m).

Matériel nécessaire

Brouette, seaux, masse, massette (pour bien caler les pierres), burin pour enlever quelques bosses gênantes, pioche, houe pour retirer les pierres du tas, barre à mine, rondins pour remuer les très grosses pierres, gants adaptés et chaussures de sécurité…

Conseils de murailleurs

Vous gagnerez beaucoup de temps en triant préalablement vos pierres en : longues, carrées, plates, cales, angles… Même de forme irrégulière, toute pierre trouvera sa place (elle l'avait dans le rocher d'origine). Gardez des pierres larges avec une face bien plate (boutisses) pour la dernière rangée, celle sur laquelle vous marcherez et qui protégera le mur des intempéries.

Les ouvrages en pierre sèche sont très faciles à démonter, n'hésitez pas à faire et défaire, vous apprendrez vite.

Si vous utilisez des pierres de plusieurs natures (granit et grès par exemple), utilisez chaque matériau là où il sera le plus efficace et n'oubliez pas l'esthétique. Un mur peut être beau sans être strict, quelques éléments originaux peuvent le signer (motifs en tuiles creuses…)

N'oubliez pas qu'un mur doit en permanence **supporter** son propre poids plus celui de la terre retenue et occasionnellement le poids de l'eau saturant la terre, les piétons, petits engins…

Terrasses en Ardèche.
DR

Creusez une **fondation** au moins aussi profonde que pour une maçonnerie humide (avec mortier) et si vous arrivez sur une couche dure, creusez encore un peu. Toutes les roches se dégradent (des granits assez coriaces peuvent perdre 1 mm par an) et vous augmenterez la longévité de l'ouvrage de quelques décennies en anticipant l'érosion future de la roche porteuse. Évitez la stagnation d'eau dans la fondation, surtout si les pierres peuvent être dégradées par le gel.

L'**épaisseur** habituelle à la base est de 50 cm par mètre de hauteur, mais varie selon la qualité des pierres et… le degré de technicité du murailleur.

Avec des parallélépipèdes parfaits (des parpaings industriels), vous pouvez construire un mur parfaitement d'aplomb, mais les pierres… Donnez donc du **fruit** à votre mur, c'est-à-dire diminuez régulièrement l'épaisseur de votre mur sur la face extérieure (5 à 20 cm par mètre de hauteur selon la régularité des pierres). Au besoin, installez des bâtons et des ficelles de repérage.

La **première couche** est primordiale, mettez-y les plus grosses pierres, sans faiblesses, bien ancrées, bien calées, la face la plus plate par dessus. Si le support dur penche du mauvais côté, bloquez les pierres de la première couche avec du mortier au ciment (c'est la seule transgression de la règle d'or de la pierre sèche).

Essayez de réaliser des lits avec des pierres de même hauteur, c'est plus beau (et plus facile). Si vous muraillez en duo, commencez par le milieu pour éviter les raccords délicats. Utilisez les plus longues pierres pour **ancrer** le mur vers l'arrière et équilibrer les poussées verticales. Pour plus de solidité, faites alterner les lits de petites et de grosses pierres.

L'appareil cyclopéen (avec des pierres dépassant le quintal) est tentant. Le résultat est beau et très valorisant, mais n'oubliez pas que les anciens ne s'usaient pas à monter ces pierres, ils les descendaient. En l'absence de moyens de levage adaptés, quelques coups de masse transforment un monstre en plusieurs pierres à votre portée. La masse volumique des pierres courantes va de 2 à 3 kg/litre.

Comme avec briques ou parpaings, les joints verticaux ne doivent pas faire de **gouttières** en se continuant à travers plusieurs lits. Évitez de poser des pierres sur leur **champ** (leur côté le plus petit).

Faites "**beau** par devant et **solide** par derrière". Utilisez masse et massette pour bien tasser et éprouver les pierres. La cassure immédiate d'une pierre est moins grave que sa rupture dans quelques années, au beau milieu du mur. Pour être apte à supporter d'autres pierres, une pierre doit être elle-même très stable. Calez, tassez, bloquez sans relâche. Si vous devez caler une grosse pierre grâce à une petite, choisissez la incassable et inécrasable, testez-la. Lorsque vous posez une pierre, ne la retournez pas trop longtemps pour trouver sa place. Si elle ne va pas ici elle ira mieux ailleurs, prenez-en donc une autre. Avec l'habitude, vous "verrez" la forme idéalement nécessaire et vous la trouverez dans le tas.

Drainage et calage. La terre gorgée d'eau pèse lourd et pousse fort, les murs s'éboulent surtout après les grosses pluies ou lors du dégel. Entre votre mur et la terre à retenir, remplissez avec de petits cailloux ou des gravats… (tassez). Les pierres très irrégulières servent à caler votre mur contre la terre et sont encore plus efficaces si elles appuient sur des pierres elles-mêmes incluses dans la terre non remuée, voire un rocher.

Votre mur appréciera la **compagnie** de végétaux (vignes, rosiers, lianes…), incluez dès la construction les supports de conduite ou palissage. Vous pouvez aussi laisser de petites niches pour des plantes xérophiles (qui aiment la pierre) comme les iris, joubarbes, sédums, alysses… Pour les lézards, installez parmi les matériaux de drainage des récipients en verre ou terre cuite, l'ouverture inclinée vers le bas, ces nids resteront au sec. Pensez aussi aux coccinelles et autres auxiliaires du jardinier… Si le mur est assez haut, il peut même accueillir à l'abri des chats quelques nichoirs à oiseaux.

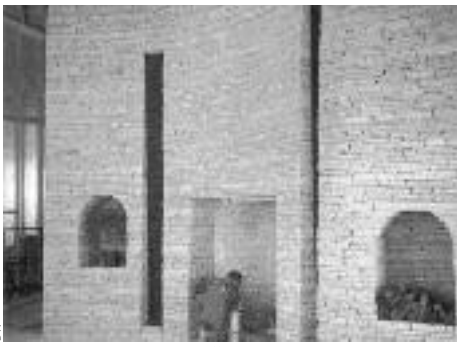
Les meilleures pierres sont les plus proches, ou alors ne contestez pas les constructions d'autoroutes, oubliez que les enfants sont de plus en plus asthmatiques et ne parlez plus de l'effet de serre. C'est à la capacité d'adaptation des humains que l'on reconnaît leur intelligence : faire tout avec rien.

Un jour, vous construirez des courbes, aménagerez des escaliers dans les murs, même des escaliers en encorbellement, puis des voûtes, puis… vous aurez gagné l'indépendance !

Patrice Néel ■

Faire beau par devant et solide par derrière.

Remerciements à mes généreux sponsors : Trust des cimentiers, Cartel des granulats, Alliance industrielle des parpaings et enduits, Syndicat des fabricants de pierres artificielles, Lobby du transport routier, Monopole d'expansion autoroutière, Entente pétrolière, Ordre des pneumologues…



DR

Mur intérieur en pierre taillée.

Christian Lassure/CERAV

Cabanon en Saône-et-Loire.

DR

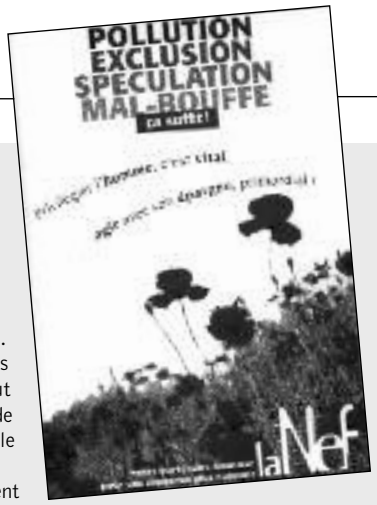
Mur et escalier en pierre taillé.

Il existe une association des ethnologues et archéologues qui défendent les ouvrages anciens en pierres sèches : le CERAV, Centre d'études et de recherches sur l'architecture vernaculaire, 11, rue René Villermé, 75011 Paris. Christian Lassure, auteur de plusieurs photos de cet article en est le président. Le site internet du CERAV, www.pierreseche.com recense de très nombreux contacts locaux des amateurs d'ouvrages en pierres sèches.

Cabanon en Provence.

Christian Lassure/CERAV

La Nef, vers une vraie banque alternative ?



La Nef (Nouvelle économie fraternelle) n'est pas encore une banque. Elle est pour le moment une société financière qui peut gérer des comptes épargne, faire des placements, prêter de l'argent, mais elle ne peut pas gérer des comptes courants. Pour avoir le droit d'émettre des carnets de chèque, il faut disposer d'un capital important que la Nef n'a pas pour le moment réuni.

Les comptes courants sont toutefois une manière d'apparaître largement auprès du grand public. Il y a quelques années, la Nef a fait le choix de passer sous le couvert d'une vraie banque, le Crédit coopératif. Le choix de cette banque a été fait parce qu'elle agit presqu'uniquement dans le domaine coopératif qui est une forme d'économie proche des idées mises en avant par la Nef. Cela a toutefois impliqué une importante modification des statuts de la Nef. Alors qu'auparavant seuls les actionnaires de la Nef avaient leur mot à dire dans les choix de celle-ci, le Crédit coopératif a imposé la création d'une prise de décisions à deux collèges : un des sociétaires, l'autre des structures financières, le premier collège restant pour le moment majoritaire.

Tout se passait relativement bien jusqu'à l'automne 2002, quand la Nef a appris que le Crédit coopératif allait être absorbé par les Banques populaires... où elle gérerait le côté coopératif. De fait, la Nef se trouve donc être une structure transparente au sein d'une banque qui ne l'est plus du tout. Concrètement, actuellement, la Nef gère seule ses dépôts à terme (comptes bloqués) ce qui représente 37 % de ses ressources. Les comptes épargne et les PEP sont gérés par le Crédit coopératif qui met à la disposition de la Nef 90 % des encours. Les comptes courants sont gérés par le Crédit coopératif qui met à la disposition de la Nef 75 % des encours. Ces deux ressources représentent 63 % des ressources de la Nef et sont en fort développement. Les fonds dont dispose la Nef et qui ne sont pas prêtés à des projets éthiques sont placés au Crédit coopératif.

Avec la passage aux Banques populaires, ce système est pour le moment le même. Mais il peut être remis en question. Du fait du peu de développement des dépôts à terme et de la faible progression du capital contrôlé par les actionnaires (pour adhérer à la Nef, il faut au départ prendre au minimum trois parts de 30 euros), la Nef dépend de plus en plus du bon vouloir de la banque «porteuse».

Pour arriver à son indépendance, la Nef doit arriver à répondre aux critères exigés par la Banque de France et ainsi obtenir un vrai statut de banque. Pour cela, il faut que le capital de la Nef soit beaucoup plus important. Ceci ne peut être atteint que d'une part par l'augmentation du nombre de sociétaires (d'utilisateurs), mais aussi éventuellement par des partenariats avec des groupes qui géreraient leur propre capital au sein de la Nef (des fonds gérés au profit de grandes associations par exemple).

Il s'agit à terme de rendre le poids des apports financiers du Crédit coopératif suffisamment faible pour que ne puisse, dans un premier temps, être remis en cause les critères de transparence de la banque, et éventuellement, dans un deuxième temps, pour que la Nef vole totalement de ses propres ailes... MB.

La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre, 69626 Villeurbanne cédex, tél : 08 11 90 11 90.

■ **La NEF en AG** La société financière la Nef tiendra son assemblée générale à Lyon le 23 mai.

■ **Paris : débat.** La Nef organise un débat sur les fonds éthiques et l'épargne solidaire, le jeudi 27 mars à 19 h dans ses locaux, *La Nef, 35, rue de Lyon, 75012 Paris, tél : 01 44 87 00 04.*

Agriculture biologique

■ **Une charte pour la bio équitable.** Interpellées par le développement du «commerce équitable», une quinzaine d'entreprises de la filière biologique ont mis en place, début 2003, un label de «bio équitable». Celui-ci est attribué à des entreprises qui sont en conformité avec au moins un des règlements de l'agriculture biologique au niveau international, qui ont contractualisé des engagements entre entreprises opératrices et producteurs, qui prennent en charge le coût de la vérification des engagements du label, qui assurent une fourniture de moyens pour former d'autres personnes ou entreprises à la mise en route de leur propre label «bio équitable», qui garantissent un prix minimum d'achat par contrat aux producteurs, qui garantissent les droits élémentaires et fondamentaux de la personne au niveau de l'entreprise comme au niveau des fournisseurs, qui développent une agriculture durable et un maintien du tissu local. Cela reste une liste de grands principes très flous pour le moment qui demandera à être précisée pour être applicable. *Bio Equitable, 37, avenue Pierre-Sémard, 84000 Avignon.*

■ **Consommateurs égoïstes.** Un sondage réalisé en Rhône-Alpes montre que 58 % des personnes qui achètent des produits bios le font en grande surface. Autant dire que ceux là le font sans doute pour des raisons égoïstes (leur petite santé), sinon ils feraient le lien entre les grandes surfaces, la malbouffe et l'exploitation des producteurs comme des salariés de ces magasins.

■ **L'Europe a besoin d'une langue internationale.** Actuellement, il y a 14 langues officielles au niveau de l'Europe ce qui nécessite déjà des traductions extrêmement coûteuses (un tiers du budget) avec 14 x 13 soit 182 combinaisons possibles. L'arrivée en 2004 de 10 nouveaux Etats fera passer le nombre de langues à 23 soit 23 x 22 = 506 possibilités de traduction, presque trois fois plus. Financièrement, c'est intenable. Un débat se déroule actuellement pour voir comment résoudre ce problème. Pour le moment, l'idée qui prévaut est de choisir trois langues (français, anglais, allemand) qui serviraient de langues internationales avec ensuite des traductions vers chacune des langues. Le Français est soutenu par l'Europe du Sud, l'anglais par l'Europe du Nord, l'allemand par l'Europe de l'Est. De fait très peu de gens sont parfaitement bilingues, même au niveau des eurocrates. Choisir ces trois langues, c'est affirmer la suprématie de trois Etats. L'espéranto pourrait jouer le rôle de langue internationale... pour peu qu'une vaste campagne européenne soit menée en ce sens.

DR

Le Parlement : 506 possibilités de traduction !

■ **Paris : samedis d'Espéranto-Jeunes**. Un samedi sur deux, les jeunes espérantistes se rencontrent pour découvrir d'autres langues. Débat à partir de 15h30. Cours d'espéranto à 17h30. *Espéranto-Jeunes, 4 bis, rue de la Cerisaie, 75004 Paris, tél : 01 42 78 68 86.*

■ **Vosges : stage pratique.** Dans l'écovillage d'Ecolonie, à Hennezel, Espéranto France-Est organise du 11 au 13 avril son 53e stage d'espéranto parlé. Cours de 3 niveaux, visites, service de librairie, soirée-détente. *Espéranto France-Est, 33, rue de Louvière, 55190 Void-Vacon, télécopie : 03 29 89 82 15.*

■ **Vienne : yoga et espéranto.** Du 14 au 18 avril, La Kvinpetalo organise à Bouresse, près de Poitiers, un stage de yoga et de cours d'espéranto. *Esperanto-Centro «Kvinpetalo», rue du Lavoir, 86410 Bouresse, tél : 05 49 42 80 74.*

■ **Cap d'Agde : congrès de SAT-Amikaro.** Le 58e congrès de l'association espérantiste se tiendra du 19 au 21 avril à Cap d'Agde (Hérault). *Sat-amikaro, 67, avenue Gambetta, 75020 Paris, tél : 01 47 97 87 05.*

■ **Béziers : cours intensifs.** Une formation intensive est organisée du 14 au 21 mai à Béziers. *Christian Herbette, domaine des Sept-Fonts, ancien passage à niveau, 34300 Agde, tél : 04 67 21 86 61.*

Médias

■ **Cahiers de fanfare.** Cette nouvelle revue se veut une présentation des initiatives artistiques non commerciales qui naissent dans les quartiers défavorisés. Ce besoin de culture qui n'intéresse pas la sphère marchande et pas plus les milieux culturels élitistes. Belle présentation. *La Fanfare, 46, rue Charles-Serre, 13300 Salon-de-Provence.*

■ **Ekwo.** Ce nouveau trimestriel vise le milieu étudiant et a pour sous-titre «environnements, phénomènes et attitudes». Elle a pour elle une belle maquette en couleur, un coût modeste, une équipe jeune et féminine, elle est imprimée sur papier recyclé. Par contre, le titre est mystérieux, le contenu est bien léger : deux pages de reportages sur le tabac ! ou encore

cette brève qui annonce le chanvre utilisé dans l'automobile va permettre d'avoir des voitures plus légères donc plus rapides ! Les brèves sont très parisiennes. *Ekwo, 14, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 42 09 27 10, www.ekwo.org.*

■ **Le Monde libertaire.** Pour la nouvelle année, l'hebdomadaire de la Fédération anarchiste, est passé en couleur sur un nouveau format. L'ancienne maquette remontait à 1977. *Le Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.*

■ **Polypode.** Nouvelle revue semestrielle du réseau d'éducation à l'environnement de Bretagne. Essentiellement des débats sur le sujet et des exemples d'animation. *Polypode, REEB, 14, rue du Muguet, 22300 Lagnion, tél : 02 96 48 97 99.*

■ **Revue durable.** Revue suisse bimestrielle sur un concept pas toujours facile à appréhender. Belle maquette, nombreux intervenants scientifiques, mais dans une optique qui croit encore que l'on va résoudre les problèmes de la technique par la technique. Politiquement, un peu trop naïf. *La Revue durable, CERIN, rue de Lausanne 91, CH 1700 Fribourg, tél : 41 26 321 37 10.*

■ **Le Rire.** Au départ, revue antimilitariste, le RIRE (réseau des réfractaires) change totalement de formule pour passer en rotative (papier journal) et s'ouvrir largement à la question sécuritaire, au droit d'asile, aux luttes anticapitalistes, etc. Les groupes antimilitaristes qui figuraient dans le pavé légal ayant disparu, on peut en conclure que seule l'équipe de Marseille a fait ce pari. *RIRe, BP 2402, 13215 Marseille cedex 02, tél : 04 91 90 25 04.*

Fondation de France Dynamiques collectives

La Fondation de France a lancé un appel à projets pour apporter des aides financières à des initiatives favorisant des liens de solidarité : aide à des personnes âgées, covoiturage, bars associatifs, épiceries solidaires, activités culturelles ou ludiques, protection de l'environnement, coopératives d'achat, etc. Pour déposer un dossier, il faut être une structure collective en dehors de l'économie classique (donc une association, une coopérative…). il y a deux dates limites pour l'envoi des dossiers : le 15 avril ou le 8 septembre. *Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris, tél : 01 44 21 31 00.*

La ferme des enfants.

DR

ARDÈCHE

La ferme des enfants

La ferme des enfants est née en 1999, dans le sud de l'Ardèche. C'est la première école a voir le jour dans une ferme en exploitation. Plusieurs dizaines d'enfants ont pu, depuis, y côtoyer les animaux, appréhender le travail de la ferme et étudier le milieu naturel qui les environne, le tout dans le cadre d'un projet pédagogique Montessori, une méthode basée notamment sur l'identification des périodes naturelles d'apprentissage et l'autonomie de l'enfant.

Après quatre ans de fonctionnement, et des demandes de plus en plus nombreuses d'inscription, l'école cherche à diversifier ses activités d'une part en s'ouvrant aux adolescents, d'autre part en développant un lieu de vie pour des personnes retraitées, avec l'idée d'une interaction entre les deux. La ferme cherche donc de nouvelles compétences, des partenaires financiers, des aides diverses. Pour en savoir plus : *Sophie Rabhi et Xavier Ott, La Terre des enfants, Montchamp, 07230 Lablachère, tél : 04 75 39 07 22.*

ISÈRE

Arche de Saint-Antoine

Depuis son installation en 1987 dans l'Abbaye de Saint-Antoine, les activités d'accueil de la communauté de l'Arche sont entravées par les problèmes des commissions de sécurité et les remises aux normes qui leur sont imposées. Pour résoudre ce problème, il faut réunir, en tenant compte des subventions, la somme de 480 000 €. Si vous voulez aider, en argent mais aussi en compétences : *Communauté de l'Arche de Saint-Antoine, cour du Cloître, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.*

L'imposant bâtiment à mettre aux normes.

MB

Fêtes, foires, salons

(le signe ○ indique que Silence est présent)

■ **Gard : 7e fête de l'olive et de l'olivier.** 30 mars, au jardin méditerranéen de Conilhères, à Alès. Concours de taille du 16 au 23 mars. Présentation de l'action de «Fruits oubliés» en faveur de l'olivier. *Dimanches Verts, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du Gard, tél : 04 66 85 32 18.*

■ **Bouches-du-Rhône : fête des quatre saisons.** 30 mars, stade Georges Martin, à Fuveau. Quatre fois par an, Nature et Progrès organise à Fuveau, entre Aix-en-Provence et Aubagne, une fête de l'agriculture biologique, avec un marché bio, des ateliers et des animations, des stands associatifs. *Nature & Progrès, 370, route de Rousset, 13710 Fuveau, tél : 04 42 12 38 99.*

■ **Meurthe-et-Moselle : 1er Bionat.** 4 au 6 avril, à Luneville, salle Erckmann, une centaine d'exposants, producteurs bio et associations. *Lun'Aco, lycée E.-Bichat, avenue Docteur-Paul-Kahn, 54300 Luneville, tél : 03 83 73 70 72.*

○ **Allier : 5e Violette.** 5 et 6 avril, à Cusset, espace Chambon. *Nature & Progrès, La Vivère, 03210 Besson, tél : 04 70 42 85 13.*

■ **Belgique : journée des associations.** 5 avril à la Maison de Coulemont, 10, rue des Moulins, à Archennes (6 km au nord de Wavre). Expositions, stands et débats. *Amis du parc de la Dyle, Jacques Stenuit, tél : 010 86 29 76.*

■ **Aveyron : 1er Alterbio.** 6 avril, Jardin public de Saint-Affrique, foire aux produits bio, habitat écologique, énergies alternatives. 60 exposants, ateliers de démonstration, forum de discussion. *L'Eprac, association locale de protection de l'environnement, tél : 05 65 58 19 82.*

○ **Rennes : 3e Vivre et consommer autrement.** 12 et 13 avril à la Halle Martenot. Le samedi soir, à 19 h, théâtre et débat autour des pratiques de l'économie solidaire, le dimanche de 10 h à 19 h, stands et conférences : mouvement alternatif, environnement, commerce et tourisme équitable, finances éthiques, alimentation, santé alternative, habitat écologique, emploi solidaire. Dimanche après-midi : débat sur les biens publics à l'échelle mondiale et forum social local. *L'Archipel, 1, rue Anatole-France, 35000 Rennes, tél : 02 23 46 05 06.*

■ **Ille-et-Vilaine : 5e salon du chanvre utile.** 26 et 27 avril à Noyal-sur-Vilaine. Présentation de la plante, qui pousse sans engrais, sans pesticides, qui nettoie les terrains et qui fournit depuis fort longtemps la fibre pour les voiles, les vêtements, les cordages, le papier et qui est maintenant utilisée dans le bâtiment, les cosmétiques, la pharmacie… 30 stands. *Les Noyales, 20, rue Ambroise-Paré, 35530 Noyal-sur-Vilaine, tél : 02 99 04 09 91.*

■ **Eure : 8e Orties folies.** 3 et 4 mai à La Haye-de-Routot. Thème : des plantes au secours des hommes. Pour tout connaître des plantes compagnes de vos jardins. *Michèle Lesage, tél : 02 32 57 35 74.*

○ **Finistère : 10e foire biologique et artisanale.** 3 et 4 mai à la salle des Sports de Bannalec (sud). 90 exposants. Thème de l'année : l'alimentation biologique. *Attak la vie, BP 19, 29910 Tregunc, tél : 02 98 39 51 82.*

■ **Puy-de-Dôme : 5e Pollen.** 3 et 4 mai, à Sermentizon. Une centaine d'exposants. Marché bio, éco-habitat, protection de l'environnement, conférences, animations. *Nature et Progrès, Troisvilles, 63120 Sermentizon, tél : 04 73 53 13 47.*

ISÈRE

Terre vivante

Le centre Terre vivante, crée par la revue *Les quatre saisons du jardinage,* offre sur une vaste surface de multiples réalisations concrètes dans le domaine du jardinage bio, de l'habitat sain, des énergies renouvelables. Ouvert de mai à octobre, visite guidée du site tous les jours à 10h30 ou 16 h, le dimanche et le lundi sur le thème du jardin bio, le mercredi sur le thème de la cuisine bio, le jeudi sur le thème de l'eau, le vendredi sur le thème de la nature. Le dernier samedi de chaque mois, visite avec un professionnel sur le thème de l'habitat et de l'énergie. Evénements 2003 : Une foire aux plants bio (jeudi 8 mai), le compostage (dimanche 22 juin), l'eau à la maison et au jardin (jeudi 17 juillet), les desserts bio (dimanche 14 septembre), foire bio de Mens (20 et 21 septembre). *Terre vivante, domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*

Terre vivante.

DR

DR

Tchernobyl

■ **Développement des maladies.** Selon les chiffres officiels du gouvernement ukrainien, on compte dans la population au moins 3,4 millions de personnes atteintes d'affections et malformations diverses. 50 000 femmes par an perdent leur enfant avant terme. Ces fausses-couches sont provoquées par la pollution au plutonium qui traverse le placenta et tue l'embryon. Selon le gouvernement biélorusse, il y aurait également environ 3,5 millions de malades de l'autre côté de la frontière. Le gouvernement biélorusse annonce que 2200 enfants ont été opérés de la thyroïde et que 1,5 million d'autres risquent de déclencher une maladie. Le manque de moyens fait que la population mange sans cesse de la nourriture contaminée, ce qui ne peut qu'augmenter dans le temps le nombre de malades.

■ **Plaintes en France.** Fin février, 416 plaintes ont été déposées contre les ministres en fonction lors du passage du nuage de Tchernobyl pour différents motifs : «non assistance à personne en danger», «mise en danger de la personne», «rétention d'information», «administration de substances nuisibles». Les plaignants sont des malades de la thyroïde. Les accusés sont Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur, Michèle Barzach, ministre de la santé, Alain Carignon, ministre de l'environnement, Alain Madelin, ministre de l'industrie et de la recherche.

■ **Formation de médecins.** Plutôt que de faire venir des enfants malades en traitement, ce qui est fort coûteux, des associations collectent de l'argent pour former des médecins ukrainiens et biélorusses en France, afin qu'ensuite ils puissent agir dans leurs pays. *Comité Ukraine, 15, rue de l'Espérance, 69003 Lyon, tél : 04 72 35 12 48.*

Europe de l'Est : arrêt de réacteurs

Dans le cadre de leur adhésion à la communauté européenne, plusieurs pays se voient dans l'obligation de fermer des réacteurs nucléaires dont les normes de sûreté sont insuffisantes. Le 31 décembre 2002, la Bulgarie a fermé deux réacteurs à Kozlodoui et devra fermer les deux autres avant 2006. Le gouvernement bulgare, qui a évidemment le soutien d'EDF (France) et de BFNL (Grande-Bretagne) souhaite relancer le chantier de Belene, interrompu en 1990 sous la pression des mouvements écologistes.

La Lituanie dont plus de 70 % de l'électricité est fournie par la seule centrale d'Ignalina, s'est également engagé à l'arrêter avant 2009. Le gouvernement essaie de négocier dès maintenant la construction de nouveaux réacteurs.

65 millions de morts

Vous avez bien lu : en cinquante ans, l'énergie nucléaire a fait plus de 65 millions de morts. Il s'agit du chiffre qui clôt un rapport que vient de publier, en février 2003, le Comité européen pour les risques des radiations. Le CERR regroupe des scientifiques de tous les pays européens (y compris hors de l'Union européenne). Ce chiffre englobe aussi bien les victimes civiles que militaires et ce depuis le bombardement de Hiroshima en 1945. Alors que le CIPR, l'organisme officiel qui fixe les normes ne reconnaît que 1,2 million de morts et 2,4 millions de cancers, le CERR a adopté une nouvelle méthode de calculs tenant compte des augmentations constatées des maladies liées aux radiations. Le CERR totalise alors 61,6 millions de morts par cancers, 123 millions de cancéreux encore en vie, 1,6 million de mortalité infantile liée aux radiations, 1,9 million de morts foetales (enfants mort-nés). *CERR, Comité européen sur le risque de l'irradiation, avenue de la Fauconnerie, 73, B-1170 Bruxelles, site : euradcom.org.*

EDF vous appartient, défendez votre patrimoine !

Lors de son assemblée générale, début février, le Réseau Sortir du nucléaire a adopté un texte d'appel pour la défense du service public dans le domaine de l'électricité. Cet appel va circuler dans les organisations syndicales avec l'espoir d'une campagne contre la privatisation d'EDF à l'automne 2003. Cet appel est le suivant :

«Nous, agents EDF, usagers, élus locaux, associations citoyennes, élus nationaux, lançons un appel pour instaurer un débat public national sur la légitimité de privatiser EDF.

La privatisation annoncée sera une perte de propriété des usagers-citoyens sur EDF (qui ont financé les actifs d'EDF par le paiement de leur facture d'électricité). et un endettement supplémentaire de l'Etat qui se verra transférer les charges d'EDF.

La direction d'EDF et les gouvernements, de gauche comme de droite, n'ont cessé ces dernières années via les médias dociles, de se plaindre que le statut était un handicap à l'international. Pourtant, les Traités européens et la Directive Européenne sont neutres sur le sujet de la propriété du capital des entreprises.

Malgré l'attachement des Français à ce service public, malgré l'opposition du personnel, la direction et le gouvernement persistent dans le «ravalement de façade» d'EDF pour valoriser l'entreprise d'une manière acceptable pour les contribuables.

Pour faire accepter l'inacceptable, un habillage sophistiqué est nécessaire. Le gouvernement et la direction s'y emploient : transfert des dettes et des engagements à long terme à l'Etat, réductions des droits pour le personnel et les bénéfices pour les actionnaires.

La valeur de cette reprise estimée par un investisseur privé, qui maximalise le passif, est au plus deux milliards d'euros. Pour la collectivité nationale, l'entreprise publique a pesé entre 30 à 40 milliards d'euros.

Mais alors que faire ?

- Mobiliser les parties qui risquent d'être spoliées : collectivités locales, personnel, usagers.
- Solliciter la représentation nationale qui espérons le défendra les intérêts de la Nation.
- Mobiliser le tissu associatif citoyen qui garantira la transparence des débats».

Le projet gouvernemental prévoit la privatisation de la production d'électricité par les centrales nucléaires, avec donc privatisation des profits, mais l'Etat resterait responsable du démantèlement et de la gestion des déchets radioactifs, collectivisation des inconvénients... et aveu que le nucléaire n'est pas rentable si on le privatisait comme une autre industrie. Le Réseau espère ainsi toucher les professionnels de l'électricité pour qu'ils comprennent que leur avenir est dans un service public dénucléarisé.

Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.

GRANDE-BRETAGNE

Comme dans un moulin

DR

Alors que les services secrets anglais sont sur les dents, craignant les attentats islamistes à la suite de la position clairement affichée de Tony Blair en faveur de la guerre, le 13 janvier, dix-neuf militants de Greenpeace ont réussi à pénétrer jusqu'au cœur de la centrale de Sizewell. Dix d'entre eux ont réussi à pénétrer jusqu'à la salle de commandes alors que les neuf autres montaient sur le toit pour y accrocher des banderoles. Arrêtés, il s'est avéré qu'ils ont réussi leur coup en utilisant des moyens terroristes sophistiquées : des échelles et des cordes. Ces armes dangereuses devraient être interdites !

GRANDE-BRETAGNE

Sortie du nucléaire

Tony Blair (en reconquête de popularité) a annoncé fin février que la Grande-Bretagne se dirigeait vers une sortie du nucléaire. La privatisation de ce secteur a en effet été catastrophique. Et plus aucun nouveau réacteur n'a été construit depuis la fin des années 70. Il a annoncé que la sortie prendrait une vingtaine d'années et que le dernier réacteur serait donc fermé au plus tard en 2023.

Démantelons Euratom

En 1957, dans une période de forte croissance en Europe et dans un esprit excessivement optimiste sur les mérites commerciaux de la nouvelle technologie nucléaire, six pays signaient le «Traité pour la création d'une Communauté européenne de l'énergie atomique», dit *Euratom*, pour promouvoir le développement rapide du nucléaire.

En 2003, 7 pays de l'Union européenne n'ont pas d'installations nucléaires, 4 ont décidé de sortir du nucléaire, 2 hésitent encore et seulement deux, la Finlande et la France, proclament leur volonté de vouloir poursuivre dans cette voie. L'opinion publique est majoritairement contre la poursuite du nucléaire dans tous les pays. Pourtant, le traité *Euratom* et ses institutions demeurent inchangés depuis un demi-siècle et hors de tout contrôle démocratique ! Pire encore, son budget est utilisé pour financer la construction de centrales nucléaires en Europe de l'Est. Dans le cadre de la Convention européenne, l'Union révise tous ses traités. *Euratom* ne doit pas faire exception.

Les institutions européennes font la sourde oreille, prétextant qu'*Euratom* améliore la sûreté des centrales. Bien que son article 30 institue «des normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des radiations ionisantes», on n'y trouve absolument rien sur les effets nuisibles de la radioactivité sur l'environnement. Depuis 50 ans, *Euratom* n'a même pas permis l'harmonisation des règles de sûreté nucléaire en Europe.

Euratom est antidémocratique : ce traité est prévu sans limitation de durée et son contenu n'a jamais été modifié. Les Parlements européen et nationaux n'ont aucun rôle à jouer dans les décisions de financement.

Euratom est ainsi contraire aux principes européens. Il privilégie à travers de fortes subventions une forme d'énergie par rapport aux autres et contrarie ainsi le principe de libre concurrence. D'autre part, il soumet l'énergie nucléaire à un régime d'exception contraire à l'article 2 du Traité d'Amsterdam qui prévoit que la protection de l'environnement doit être intégrée dans toutes les politiques européennes.

Euratom est un des derniers espoirs de l'industrie nucléaire. Pour les entreprises telles qu'EDF et Areva, le financement des projets nucléaires en Europe de l'Est par *Euratom* est une véritable planche de salut à une époque où aucune centrale n'est plus construite en Europe de l'ouest. En 1995, Framatome (Areva) a bénéficié d'un contrat de plus de 200 millions d'euros pour la modernisation des réacteurs 5 et 6 de la centrale de Kozloduy en Bulgarie. 50 % du financement venait de la Commission européenne à travers *Euratom*. La commissaire pour l'énergie, Mme Loyola de Palacio, vient de proposer d'augmenter le budget d'*Euratom* de 2 milliards d'Euros.

Depuis février 2002, la «Convention sur l'Avenir de l'Europe» présidée par M. Valéry Giscard d'Estaing prépare une réforme des traités et institutions. Elle présentera en 2003 un texte pour «ouvrir la voie vers une Constitution pour l'Europe». La France joue un rôle majeur dans l'évolution du projet politique européen.

Aucune raison objective ne justifie qu'*Euratom* soit à nouveau exclu des réformes en cours de l'Union européenne. Si c'est le cas, cela démontrera une fois de plus que le nucléaire ne peut se développer dans un contexte démocratique, de liberté d'expression, de transparence financière et d'information des citoyens sur l'état de l'environnement. Le débat sur l'avenir de l'Europe qui aborde tous les aspects de la vie des citoyens européens ne doit laisser aucun sujet tabou, et surtout pas celui de l'énergie que nous voulons en Europe.

Jamais le moment n'a été aussi favorable pour exiger la modification du Traité *Euratom*.

Avec le soutien des associations du *Réseau Sortir du nucléaire,* et d'autres réseaux internationaux, *les Amis de la Terre* ont lancé une campagne européenne pour demander la réforme de ce traité. On peut demander des cartes postales (0,5 euros l'une) à *Les Amis de la Terre, 2 b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 51 32 22.*

SUISSE

Référendum sur la sortie du nucléaire

Le 18 mai, les Suisses vont se prononcer sur une initiative référendaire en faveur de la sortie du nucléaire. Si de fait, de nombreux votes ont déjà bloqué la construction de nouveaux réacteurs, le gouvernement fédéral ne remet pas en cause pour le moment les réacteurs en fonctionnement. Les initiateurs du référendum ont des arguments : en dix ans, il est possible, par des actions en faveur de l'efficacité énergétique, d'économiser un tiers de l'électricité d'origine nucléaire ; un deuxième tiers peut provenir du développement de la cogénération (chaleur et électricité), les énergies renouvelables peuvent en dix ans fournir encore 10 % de l'électricité, le reste peut être obtenu en diminuant les exportations de courant (un tiers de l'électricité nucléaire actuellement).

BORDEAUX

Non au débat bidon

Rappelant les termes du débat actuel sur l'énergie : «un grand débat public sera ouvert et suivi d'un projet de loi d'orientation qui consacrera une place reconnue pour l'énergie nucléaire», les associations membres du Réseau Sortir du nucléaire du Sud-Ouest dénoncent le débat bidon et appellent à une manifestation le jeudi 24 avril à 12 h, devant la Cité mondiale, 24, quai des Chartrons, à Bordeaux, au moment de l'ouverture du «débat national sur l'énergie». *Réseau Sortir du nucléaire, Stéphane Lhomme, tél : 06 64 10 03 33.*

MIDI-PYRÉNÉES

Pollution confirmée

Les analyses faites par la CRII-Rad dans la Montagne noire (sud du massif central, entre le Tarn et l'Aude et non dans les Pyrénées comme indiqué par erreur dans le numéro 294), ont montré une importante pollution radioactive ancienne (probablement due à des essais nucléaires dans les années 60). Le gouvernement a procédé à ses propres analyses et le 25 février, a confirmé les chiffres de la CRII-Rad. Les autorités ne donnent pas contre aucune indication sur l'origine de la contamination. Les registres des cancers dans le Tarn montrent une augmentation des problèmes de thyroïde. La DDASS de l'Aude a pour le moment tiré en touche, lançant l'hypothèse d'une augmentation locale naturelle de la radioactivité ! Les militaires aussi doivent être naturels !

BURE

Tremblement de terre inquiétant

Pour la troisième fois dans la région en trois ans, un tremblement de terre a eu lieu à la limite entre le massif du Jura et celui des Vosges. Cette fois, il a été de 5,4 sur l'échelle de Richter, provoquant la descente des populations dans la rue dans la région de Belfort. En terme géologique, c'est très près du futur site de Bure (en Haute-Marne). Plusieurs géologues ont déjà mis en évidence la présence de failles dans le sous-sol, synonymes de tremblement de terre antérieur. Enfouir les déchets n'est pas une solution : il n'existe pas de sous-sol stable sur des milliers d'années.

ANGERS

Contre le G8 de l'environnement

Les deux coordinations antinucléaires appellent à une manifestation de rue contre la tenue du G8 de l'environnement, qui se tient à Angers du 25 au 27 avril. Au moment où le gouvernement anime un faux débat sur l'énergie et en plein anniversaire de Tchernobyl, l'occasion de rappeler que deux Français sur trois demandent la sortie du nucléaire.

■ *Stop-Nucléaire, CLAP, 20, rue Blaise-Pascal, 86000 Poitiers.*

■ *Réseau Sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22.*

Nouvelle génération d'ampoules

DR

Les diodes électroluminescentes, déjà utilisées comme ampoule dans les veilles des appareils électriques, sont maintenant développées comme lampes d'éclairage. Elles sont actuellement 90 fois plus cher qu'une ampoule à filament, mais elles consomment cent fois moins et durent jusqu'à soixante-dix ans. Elles sont d'une taille beaucoup plus petite (quelques millimètres) et pourront émettre dans la couleur que l'on veut. Les grandes marques comme Philips ou Osram estiment que leur coût devrait baisser rapidement et être disponibles pour le grand public d'ici cinq ans. Un vaste plan de remplacement des ampoules des feux de croisement aux Etats-Unis est en cours, chaque remplacement faisant faire une économie de 1000 euros par an. Des économistes américains ont calculé que si toutes les ampoules des USA étaient remplacées, cela permettrait de fermer 24 centrales électriques. *(Courrier international, 30 janvier 2003)*

Limites des biocarburants

Certains groupes écologistes veulent faire la promotion des carburants tirés des plantes oléagineuses comme le tournesol. Encore faudrait-il savoir combien d'énergie il faut pour produire ce carburant. Une étude ancienne de l'ADEME, étudiant divers procédés, avait conclu que le rendement allait de 0,92 à 1,06. En langage clair, cela signifie qu'avec 100 litres de carburant, on pouvait produire entre 92 et 106 litres de nouveau carburant. Il faut en effet faire pousser le tournesol, le cueillir, le presser, distribuer le carburant avant qu'il ne soit consommé dans un moteur. Le meilleur rendement (106 litres pour 100 litres initiaux) était obtenu dans une culture biologique de tournesol avec pressage de l'huile sur place et consommation sur place par les tracteurs de l'exploitation. Depuis, les procédés ont sans doute été légèrement améliorés, mais il n'y a pas eu de révolution dans le domaine. Si nous voulions faire rouler nos voitures avec de l'huile de tournesol bio, il faudrait donc que chacun dispose d'une ferme, assez grande. Une petite voiture consomme annuellement 750 litres (5 litres aux cent kilomètres, 15 000 km par an). Même avec un rendement amélioré de 1,20 il faudrait donc produire 3750 litres de carburants... dont 3000 passent dans la culture des champs de tournesol. Les partisans de ce biocarburant avancent qu'avec 26 quintaux à l'hectare, on extrait 800 litres par hectare. Il faudrait donc consacrer environ 5 hectares pour alimenter une voiture. Ce qui est possible pour un agriculteur, mais pas pour les autres.

USA

Programme de cogénération

L'administration Bush a donné son feu vert, le 27 février dernier, pour le lancement d'un vaste programme de développement de la cogénération industrielle sur dix ans. La cogénération consiste à produire de l'électricité puis à récupérer la chaleur produite pour d'autres utilisations, avec des gains de rendements importants. La cogénération convient bien aux industries qui ont besoin de chaleur (la chimie) ou à des bâtiments importants (hôpitaux, salles de sport...). *(Réseau Sortir du nucléaire)*

Energie solaire

■ **Photopiles : bientôt compétitives ?** Entre 1976 et 1996, le prix des photopiles a été divisé par 20, passant de 100 euros le watt à 4 euros aujourd'hui. Les producteurs estiment que la baisse devrait se poursuivre : chaque fois que la production double, le prix baisse de 20 %. Pour se développer à grande échelle, il faudrait que le prix du watt descende à moins de 2 euros.

■ **Sondage.** Le gratuit *20 minutes* du 19 février 2003 publie un intéressant sondage. A la question : «êtes-vous prêt à dépenser plus pour passer à l'énergie solaire ?», 34 % répondent oui, absolument, 30 % oui, plutôt, 19 % non, pas vraiment, 17 % non, pas du tout.

Eolien

DR

■ **Capacité mondiale.** La capacité mondiale de production d'électricité d'origine éolienne était à la fin de 2002 de 31 127 mégawatts (MW), dont 23 291 MW dans l'Union européenne, 4685 MW aux Etats-Unis et 3151 MW dans le reste du monde, selon les statistiques des associations américaine (AWEA) et européenne (EWEA) de l'industrie éolienne. Le champion du monde de l'énergie éolienne est l'Allemagne, avec 12 000 MW suivie par l'Espagne (4830 MW), les Etats-Unis (4685 MW), le Danemark (2880 MW) et l'Inde (1702 MW). La France figure aux alentours du quinzième rang mondial, avec 145 MW. L'éolien produit 0,4 % de l'électricité mondiale... 2,2 % de l'électricité européenne.

■ **Rentabilité.** Dans les arguments des anti-éoliens, il y aurait que l'éolien n'est pas rentable. Notion difficile à discuter. Mais voici quand même une comparaison économique. La centrale éolienne de Midelgrunden, 20 éoliennes de 2 MW, installées en 2000 dans le port de Copenhague, ont produit, en 2002, 110 millions de kWh (mieux que les 89 millions calculés en prévision). Le coût du kWh y est de 4,6 centimes. En comparaison, EDF achète actuellement le courant éolien en France à 7,3 centimes. *(Tam-Tam, mars 2003)*

■ **De plus en plus populaire.** Alors qu'un sondage EDF annonce que 62 % des Français souhaitent se passer du nucléaire à l'avenir, un sondage rendu public le 27 février par l'ADEME, à l'occasion du salon des énergies renouvelables à Lyon, indique que 92 % des Français sont pour le développement des éoliennes. 55 % mettent en avant l'absence de déchet, 33 % son respect de l'environnement, 51 % son coût économique, 27 % estime que l'on peut l'utiliser pour remplacer d'autres sources d'énergie (le nucléaire en premier). Un sondage particulier fait dans les départements de l'Aude et du Finistère, les deux départements ayant le plus d'éoliennes, montre que plus on est proche des installations, moins les inconvénients y sont jugés importants. Côté esthétique, seuls 37 % des Français trouvent les éoliennes belles dans le paysage... mais 50 % le pensent dans le département de l'Aude et 56 % dans le Finistère. Le même sondage avait été réalisé il y a un an : tous les indices vont dans le sens d'une plus grande popularité des éoliennes.

Hespul a dix ans

En 1992, profitant d'une panne de Superphénix, les opposants décidaient de mettre en route une centrale solaire qui produirait de l'électricité avant le redémarrage du réacteur nucléaire. Le pari est tenu avec la première installation en France d'un toit solaire photovoltaïque chez Georges David, à Lhuis. Une association voit le jour pour faire la promotion de ces toits solaires. Du fait du dépôt du nom, Phébus devient rapidement Hespul.

Dix ans après, l'association compte une douzaine de salariés. Des centaines de toits solaires ont été installés. Le premier fonctionne toujours contrairement à Superphénix définitivement arrêté en 1997.

Hespul, 114, boulevard du 11-Novembre, 69100 Villeurbanne, tél : 04 37 47 80 90.

Education à l'énergie

Le CIELE, Centre d'information sur l'énergie et l'environnement, de Rennes, a réalisé un dossier documentaire présentant les ressources pédagogiques dans le domaine de l'énergie : ouvrages, revues, vidéocassettes, cédéroms, mallettes pédagogiques... Ce document peut être demandé gratuitement par courrier électronique ou contre 3,5 € en timbres en écrivant à *CIELE, 48, boulevard Magenta, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 12 13.*

Barrages et maïs
un couple contre nature

La culture du maïs va-t-elle assécher tout le Sud-Ouest de la France ? Finir de polluer ses eaux de surface et souterraines ? Les associations préparent une Marche pour l'eau vivante l'été prochain qui dénonce l'incohérence de notre politique vis-à-vis de l'eau.

La culture du maïs est basée sur l'augmentation indéfinie des rendements.

DR

La question est légitime, au moment où avance à grande vitesse le chantier d'Eslourenties, sur le Gabas, et alors qu'approche le débat public autour du projet de Charlas, en Haute-Garonne. Elle peut paraître incongru à une période où de plus en plus de gens s'inquiètent des effets catastrophiques pour l'eau, les sols, l'alimentation du modèle agricole productiviste. Comment ? Nos décideurs, nos élus, nos responsables techniques continuent de favoriser des pratiques agricoles dont tout nous indique qu'elles doivent être réorientées ? Hélas oui. Sur l'Adour, après avoir construit récemment les barrages d'Ayguelongue, Maribot, Tillac, Candau, Brousseau, Tailluret, Bayle, Arrêt Darré, l'Institution Adour veut construire Bahus, Bonnegarde, Géline, Bergon, Saint-Aubin, Garlin, Castelanu, dans la foulée d'Eslourenties, commencé il y a deux ans.

Tout cela pour le maïs.

Rappelons que le maïs n'est pas une plante comme les autres. C'est **la** plante support du modèle de développement agricole dans lequel nous vivons depuis quarante ans, basé sur l'augmentation indéfinie des rendements, la concentration des exploitations et des productions. Son expansion incessante (50 000 hectares en 1980 pour le bassin de l'Adour, 158 000 aujourd'hui, 600 000 pour le Sud-Ouest) coûte un prix de plus en plus intolérable : destruction des milieux aquatiques (1), empoisonnement progressif de l'eau par les pesticides et les nitrates (2), épuisement et érosion des sols, «monotonisation» des paysages et désertification du monde rural. Un tableau positif ?

50 % du maïs sert maintenant avant tout les intérêts de l'industrie (chimie, pharmacie, plastiques). Le reste sert — mal — l'alimentation animale. Car le maïs est une céréale carencée, pauvre en protéines, qui nécessite des compléments alimentaires que l'Europe fait venir à grands frais d'Amérique, dans le cadre d'une mécanique financière complexe et coûteuse qu'il est temps de réviser. Sa culture est de plus source d'injustices flagrantes : il est aberrant qu'un agriculteur touche environ 50 euros de primes pour faire de l'herbe, non polluante et trois fois plus riche en protéines et qu'un autre qui va faire un maïs polluant touche dix fois plus. Comme l'explique très bien André Pochon, un paysan pionnier de «l'agriculture durable» : *«Quand on observe qu'un hectare d'herbe produit autant d'énergie et le double de protéines, on reste pantois devant tant de gaspillage (…)»* (3).

Il y a d'autres voies. Il faut d'abord une réforme de la politique agricole commune, la PAC, pour aller vers une agriculture durable. Ensuite, nous, les consommateurs, pouvons et devons influer le cours des choses en achetant des produits issus de l'agriculture durable ou biologique. Enfin, la mobilisation associative reste une ardente nécessité.

La marche pour l'Eau Vivante

Depuis deux années, Gabas nature et patrimoine, la SEPANSO (4), le collectif Adour Eau transparente, les Confédérations Paysannes locales, ATTAC, soutenus par le WWF, se mobilisent et mobilisent, autour de l'idée d'une remise à plat de la politique agricole dans le Sud-Ouest. Eslourenties devient un symbole de ce qu'il ne faut plus faire. Comme l'a été Serre de la Fare, sur la Loire. Il y a urgence.

Les associations préparent une *Marche pour l'eau vivante* l'été prochain. Partant de Bayonne le 5 juillet, elle se terminera à Charlas, en Haute-Garonne, le 14 juillet. Histoire de marier défense de l'environnement et célébration de la citoyenneté, deux combats indissociables. Cette marche doit être un succès. Alors que le recours juridique déposé par l'association, suite aux importantes lacunes du projet, n'a pas encore été jugé, les bulldozers de l'Institution Adour ont commencé à raser la ferme Pécassou, une bâtisse du 19e, située sur l'emprise du barrage. Il faut faire table rase. Le maïs ne peut attendre, n'est-ce pas ?

Martin Arnould ■
WWF Rivières vivantes

Renseignements :
■ Gabas Nature et Patrimoine Joël Bordas, président, tél : 05 59 04 13 11, gabas@lautre.net.
■ Martin Arnould, WWF Rivières vivantes, 26, rue Brossard, 42000 Saint-Etienne, tél : 04 77 21 58 24, marnould@wwf.fr.

(1) Un hectare de maïs consomme entre 1500 et 4000 m3 d'eau. Cette eau est prélevée l'été, au moment où la ressource est peu abondante.
(2) En 1997, notre pays a répandu 110 000 tonnes de pesticides sur ses sols. Selon l'IFEN, Institut français de l'environnement, 90 % des cours d'eau français charrient des pesticides. Le maïs utilise une trentaine de matière actives, dont quatre seulement sont recherchées actuellement dans les analyses d'eau. En Adour-Garonne, toutes les eaux sont contaminées par le lindane (interdit depuis 1998), l'atrazine (qui sera interdite fin 2003), et la simazine, toujours autorisée.
(3) *Les champs du possible. Plaidoyer pour une agriculture durable,* André Pochon, Alternatives économiques.
(4) Société d'étude et de protection de la nature dans le Sud-Ouest.

Politique

Campagne contre le prochain accord de l'OMC

L'Organisation mondiale du commerce, OMC, prépare, en dehors de tout contrôle démocratique, l'AGCS, accord général sur le commerce et les services, une nouvelle mouture de l'AMI. Cet accord prévoit entre autres que les Etats ne pourront pas s'opposer à la liberté du commerce y compris dans des domaines qui pour le moment dépendent du domaine public comme la santé ou l'éducation. Si cet accord venait à être ratifié par les Etats, plus aucune loi sociale ne pourrait être mise en place si elle gêne quelque part le commerce. Idem pour des lois de protection de l'environnement ou du cadre de vie. Cette abomination, commanditée par les multinationales, rendrait à terme totalement inutile le rôle des assemblées d'élus. Une campagne de cartes postales pour interpeller son député, le ministre du commerce extérieur et Philippe Gros, le délégué permanent de la France à l'OMC a été lancée. On peut obtenir les cartes pétitions (1 € l'ex, 0,8 € à partir de dix) auprès de *Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40.*

Après la candidature de Pierre Rabhi

Une partie des personnes qui ont soutenu l'appel à la candidature de Pierre Rabhi, dont l'intéressé lui-même, ont mis en place le «mouvement pour une insurrection des consciences» qui a tenu sa première assemblée générale en janvier 2003. Pierre Rabhi continue à faire de multiples conférences, en attendant une réflexion plus poussée sur les possibilités de s'exprimer dans le domaine politique. Pierre Rabhi participe à un séminaire sur le thème «Décroissance soutenable, simplicité volontaire, sobriété heureuse», samedi 5 et dimanche 6 Avril 2003 au Domaine de Chardenoux (71) (Terre du Ciel : 03 85 60 40 30). Il fait une conférence, le vendredi 11 avril à Limoges, à 20h30, à l'amphithéatre Blanqui sur le thème : «Mondialisation : au-delà du nord et du sud l'espèce humaine face à son devenir» (Université populaire du Limousin : 05 55 37 15 51 et Christane Guillou : 05 55 71 09 88). Il fait une conférence à Bordeaux le samedi 12 avril (Ananda Barry Gandhi : 05 56 83 45 63). Il intervient dans le cadre du Festival de musiques sacrées à Perpignan, le mercredi 16 Avril (Festival : 04 68 66 33 54 ou 04 68 66 31 19). Comité de soutien à Pierre Rabhi, place Meynier, 30250 Salinelles, tél : 04 66 93 04 67.

Marchandisation du monde

■ **G8 : Manifestations.** La principale journée de manifestation aura lieu le dimanche 1er juin avec un rassemblement à Annemasse et un autre à Genève, les deux convois se rejoignant sur la frontière. Différentes actions sont en train de se mettre en place pour encercler le G8 à partir du 27 mai.

■ **Toulouse : forum social.** Le collectif toulousain contre la mondialisation libérale organise les 11 et 12 avril, un forum social du grand Sud. De multiples thèmes seront abordés, notamment en prévision du G8 à Evian et du Forum social européen de la rentrée en Seine-Saint-Denis. *Collectif toulousain contre la mondialisation libérale, 10 bis, rue Colonel-Driant, 31400 Toulouse.*

■ **Auvergne : forum social.** Le forum social régional se tiendra du 30 avril au 4 mai au Centre culturel de Brassac-les-Mines (entre Issoire et Brioude) sur le thème de l'Europe. Mercredi 30 avril à partir de 17h30 : stands, buffet, chansons, 21 h : environnement et Europe avec projection d'un film sur les déchets. Jeudi 1er mai à partir de 14h30, débat sur les droits sociaux en Europe, à 20 h, film sur une lutte sociale. Vendredi 2 mai, à partir de 17h30, marché de produits du terroir, à 18 h, projection d'un film et débat sur agriculture et Europe. Samedi 3 mai, à partir de 14h30, citoyennetés européennes et nouvelles expressions. Soirée musicale et danse. Dimanche 4 mai, à partir de 12 h, pique-nique convivial et chansons françaises, à 15h30 : mobilisation contre l'AGCS, accord général du commerce et des services, concocté par l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce. *Association forum social, tél : 04 73 71 22 42.*

LYON

Université solidaire

L'Université solidaire de Lyon organise une rencontre avec Jacques Ion, auteur de «le temps de l'engagement pluriel», le samedi 5 avril à 14 h sur le thème «militer aujourd'hui». Une autre se tient le samedi 12 avril à 10 h avec Michel Ribeiro sur le thème «quel humanisme pour quelle humanité». Elles se déroulent à la Condition des soies. *Université solidaire, Condition des soies, 7, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon.*

Société

Logements vides

Selon la Fondation de l'Abbé Pierre, il y a en France 3,1 millions de mal logés et 86 000 personnes pas logées du tout, dont 16 000 enfants. Le gouvernement Raffarin avait promis la construction de 80 000 logements sociaux par an. En 2003, il devrait y en avoir deux fois moins. Il existe une autre méthode qui peut être plus rapide : la loi de réquisition sur les logements vides : il y a largement de quoi loger tout le monde !

Télévision L'art du faux débat

Les débats à la télévision sont présentés comme un lieu de «démocratie citoyenne». Sébastien Rouquette dans son livre *L'impopulaire télévision populaire* (éd. L'Harmattan) montre qu'il n'en est rien. Etudiant plus de 400 débats télévisés entre 1958 et 2000, il montre que la classe dominante est toujours surreprésentée et que 1968 n'a rien changé à cette pratique. Ainsi, dans les années 80, on trouve sur les plateaux de télévision 10 % d'employés et d'ouvriers (alors qu'ils représentent 60 % de la population) contre 53 % de cadres et professions intellectuelles (qui ne représentent que 10 % de la population). Ces cadres sont pour moitié des artistes et des journalistes. Analysant plus particulièrement «La marche du siècle» toujours présenté comme un modèle de débat, entre 1987 et 1999, l'auteur y compte 0,7 % d'ouvriers et 0,7 % d'employés... contre 74,6 % de cadres et professions intellectuelles. Dans l'émission de Michel Field «L'Hebdo» (1994-1997), le taux d'ouvriers et d'employés est de 0 %. La télévision est donc bien l'art pour les dirigeants d'expliquer à la «France d'en bas» ce qu'elle doit penser.

Greg Marshall/Adbusters

Semaine sans télé

Cette année, la Semaine sans télé se déroulera du 22 au 28 avril. Une bonne occasion pour organiser des veillées.
Casseurs de pub, Résistance à l'agression publicitaire, brisons nos chaînes, Tél. 04 72 00 09 82, antipub.net

Internet à pédales

Comme il est absolument indispensable que tout le monde puisse surfer sur internet pour connaître ce qui se passe à l'autre bout du monde, des informaticiens du Laos, de Suède, de Thaïlande et des Etats-Unis, ont mis au point un ordinateur à pédales, permettant d'accéder à internet sans ligne de téléphone. Selon eux, les pauvres, loin de la civilisation, vont enfin pouvoir profiter de ce bijou technologique... qui ne coûte que 18 000 euros ! Parions que le projet de recherche a bénéficié d'argent public. Les ONG du Laos ont protesté contre cette initiative, rappelant qu'à part une moitié de Nord-Américains, tout le monde peut vivre sans internet. *(La Stampa, 10 février 2002)*

DR

AFGHANISTAN

Retour au point de départ

Les médias occidentaux étant partis, les hommes au pouvoir, au niveau national et encore plus au niveau local, ont recommencé à agir comme sous les Talibans. Pour une femme, il est de nouveau pratiquement impossible, en dehors de Kaboul, de se promener en public sans la burqa, qui recouvre le visage. Le 10 janvier 2003, le gouvernement a interdit officiellement l'enseignement à des filles par des hommes. Le manque d'enseignantes, après cinq ans d'interdiction de scolarité pour les femmes, fait que cette mesure stoppe de fait de nombreuses scolarités de filles, en particulier dans les campagnes. *(Le Monde, 9 février 2003)*

NIGERIA

Campagne de soutien à Amina Lawal

Après le cas très médiatisé de la jeune nigériane Safiya Yakubu Hussaini, condamnée à mort par lapidation puis acquittée le 25 mars 2002 grâce à une forte mobilisation internationale, Amnesty International attire l'attention sur la situation d'une autre femme de ce pays, Amina Lawal, condamnée au même sort. Le 23 janvier 2003, la Cour d'appel de Katsina au Nigéria, a annoncé qu'une nouvelle audience en appel de cette femme aurait lieu le 25 mars. Si elle est à nouveau condamnée, Amnesty International exigera qu'elle puisse faire appel devant la Cour fédérale du Nigeria, comme l'autorise la Constitution de ce pays, puis éventuellement devant la Cour suprême du Nigeria. L'association demandera alors que les autorités fédérales respectent les normes internationales des Droits de l'Homme qui interdisent la torture ainsi que les traitements cruels et dégradants. Une pétition a d'ors et déjà était lancée : 1,3 million de signatures ont été collectées cet automne. La pétition continue : *Amnesty international, 76, boulevard de la Villette, 75940 Paris cedex 19, tél : 01 53 38 65 65.*

DR

Manif devant l'ambassade du Nigeria à Bruxelles.

USA

Deux mamans pour le Bébé de l'année

L'édition 2003 du cérémonial fort médiatisé du «premier bébé de l'année» aux Etats-Unis en a embarrassé plus d'un parmi les organisateurs et la foule de journalistes. La petite fille née à minuit une minute le 1er janvier dans un hôpital de Virginie a été conçue par insémination artificielle et elle aura deux mamans. *(Les Pénélopes, février 2003)*

USA

Grève de l'amour

Reprenant l'histoire de Lysistrata qui vers 400 avant notre ère avait obtenu l'arrêt d'une guerre en organisant une grève de l'amour des femmes, des organisations féministes ont lancé le 3 mars un vaste mouvement de refus dans tous les Etats-Unis en commençant par une lecture publique dans plus de 900 villes de l'histoire de Lysistrata. Des actions similaires ont été reprises dans 56 autres pays.

ITALIE

Féministe au pilori !

Angela Della Vera, militante féministe se fait interpeller par une patrouille de police en train de barbouiller une affiche sexiste. Les autorités lui donnent le choix entre payer un dédommagement à l'annonceur ou subir un châtiment proposé par celui-ci. Elle choisit la seconde solution et se rend à un rendez-vous devant l'affiche en question avec une vingtaine de personnes. Là, l'affiche sexiste a été replacée, avec un trou au niveau de la tête du modèle. La militante est alors obligée de mettre sa tête dans le trou et d'y rester pendant deux heures. La presse arrive. Au début décontenancée, Angela fait la moue, puis voyant les journalistes présents, elle entame une virulente dénonciation des publicités sexistes, retournant la situation à son avantage. Une telle décision de justice paraît complètement ahurissante ! C'est le retour de l'exposition des coupables mis au pilori ! *(Le Publiphobe, décembre 2002)*

Pilule et divorce

L'université britannique de Newcastle a fait des études pour comparer le comportement des femmes qui prennent la pilule et celles qui ne la prennent pas. Une conséquence apparaît très nettement : le taux de divorce est beaucoup plus élevé chez celles qui optent pour la pilule comme moyen de contraception. L'étude montre l'importance de l'attirance par les odeurs. Naturellement, nous tombons amoureux d'une personne génétiquement la plus différente possible de nous. Nous faisons ce choix inconscient par l'identification des phéromones de l'autre, des hormones libérées à différents niveaux du corps. Il semble que la pilule perturbe la perception de ces hormones et les femmes se trompent sur le choix de leurs partenaires, ce qui entraîne des couples moins harmonieux et donc plus susceptibles de se séparer.

Féminisation des métiers

La féminisation des métiers ne touche pas tous les domaines. En 1983, on avait 20 % de femmes chez les cadres administratifs, elles sont 35 % aujourd'hui. Les ingénieures sont passées dans le même temps de 6 % à 14 %. Cela traduit ici une ouverture des études longues aux filles. Mais pour les métiers qui demandent moins de formation, la situation évolue peu. Chez les ouvriers qualifiés, les femmes sont toujours 15 % comme il y a vingt ans. A l'inverse, chez les infirmières et chez les professeurs, le taux de femmes est toujours entre 60 et 70 %. Pourtant, au départ, en collège, les filles ont de meilleures notes que les garçons, et ceci dans toutes les matières. Une étude réalisée à Bordeaux montre que pour un dossier identique, les conseils d'orientation à la fin de la 3e ne sont pas les mêmes selon les précisions que l'on met sur le sexe et l'origine sociale. Les garçons se voient proposer deux fois plus d'entrée en seconde scientifique, les garçons venant d'un milieu riche en particulier. Mais le tort n'est pas seulement du côté de l'encadrement enseignant : les études montrent que les enfants des milieux pauvres hésitent à choisir des filières longues, les filles hésitent à se lancer dans une filière scientifique. *(Le Progrès, 12 février 2003)*

ALSACE

Histoire de bien naître

Histoire de bien naître est une association qui depuis dix ans soutient les parents qui désirent faire naître leurs enfants dans des conditions plus humaines, en restant pleinement acteurs de la grossesse, de l'accouchement et de l'après-naissance. L'association propose une bibliothèque, des coordonnées de sages-femmes libérales, des rendez-vous individuels sur demande, une écoute téléphonique, des données sur les maternités de la région, des réunions d'écoute et de partage sur la grossesse et la naissance. *Histoire de bien naître, 26, quai de l'Ill, 67400 Illkirch, tél : 03 88 64 99 46.*

Dominique Perben fait dans le sexisme

Le garde des Sceaux, Dominique Perben, interviewé le 5 février 2003 sur *Europe1*, s'y s'inquiétait de la composition de la nouvelle promotion de l'École nationale de magistrature, majoritairement féminine, déclarant que cela va *«poser des problèmes d'organisation dans les tribunaux»* en raison *«des problèmes spécifiques qu'ont les femmes à concilier vie professionnelle et vie personnelle»*. Et si les conjoints songeaient à accomplir leur part des travaux domestiques et des soins aux enfants ? Et si l'Etat se décidait à mettre en place des structures de garde en nombre suffisant ? Par ailleurs, il doute de l'impartialité de femmes magistrates jugeant des hommes. Qu'entend-il par là : qu'il ne faudrait pas que les femmes soient nombreuses dans les tribunaux pour qu'on ne laisse plus courir tant de violeurs et d'hommes violents ? Qu'un ministre de la République insinue publiquement que le jugement des femmes ne peut être que partial est intolérable ! *(Les Pénélopes, mars 2003)*

■ **Disparition de la banane**. La variété de banane Cavendish, la seule qui sert à l'exportation à l'heure actuelle, est menacée par le développement d'un champignon actuellement résistant aux traitements fongicides connus. Déjà, certains chercheurs annoncent que le seul moyen de sauver la variété serait de concevoir une banane transgénique résistante au champignon. Outre le fait que cette solution peut prendre des dizaines d'années, les producteurs de bananes rappellent que la Cavendish ne représente que 13 % de la production mondiale et que sur les 1500 variétés actuellement cultivées, nombreuses sont celles naturellement résistantes au champignon en question. La solution n'est donc par dans les OGM mais dans la diversification des cultures d'exportation. *(Imagine, février 2003)*

■ **Belgique : saisies informatiques.** La police belge a procédé à des perquisitions avec saisie de matériel informatique dans trois locaux d'associations militant contre les OGM. Officiellement, la police cherchait d'où venaient les informations sur la localisation des parcelles expérimentales que les militants belges sont de plus en plus nombreux à saccager. Les associations ont répondu que la liste des parcelles se trouve sur le site officiel du service de biosécurité et biotechnologie du ministère de l'environnement et sur un autre site de la Commission européenne. La police aurait réagi ainsi à la suite des plaintes des compagnies de semences. Rappelons qu'en Belgique, les Verts sont au gouvernement !

■ **L'INRA veut des vignes transgéniques.** Suite aux polémiques de 2001 sur les OGM, l'INRA, organisme semi-public de recherche, avait suspendu ses recherches sur une variété de vigne transgénique censée résister au court noué (une maladie dégénérescente). Profitant du changement de gouvernement, elle a annoncé le 20 janvier, la reprise de son programme qui passe, entre autres, par des essais en plein champ. La Confédération paysanne a dénoncé cette décision et mobilise pour empêcher les essais en dehors des laboratoires.

■ **Lyon : les enjeux économiques des OGM.** La maison de l'écologie organise avec des membres du collectif *1000 printemps sans OGM* une soirée-débat le mardi 22 avril à 20h30 avec en introduction une courte pièce de théâtre «La poule à cinq pattes». *Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*

■ **Qui sera responsable ?** Agir pour l'environnement, avec le soutien de très nombreux groupes (Alternative-Santé, Accueil paysan, ATTAC, Biocoop, Cohérence, Confédération paysanne, FNAB, Greenpeace, Amis de la Terre, Nature et Progrès…) a lancé une campagne de cartes postales à retourner au premier ministre et à la commissaire européenne à l'environnement, ainsi qu'à son député, demandant en cas d'accident provoqué par les OGM autorisés en expérimentation ou en culture, que soit clairement indiqué qui sera responsable et que cela soit bien précisé avant tout débat sur la suspension du moratoire européen actuel qui pourrait être suspendu d'ici la fin de l'année. Les cartes peuvent être commandées contre 0,45 € l'exemplaire (0,30 € à partir de 50 exemplaires) à : *Agir pour l'environnement, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 01 40 31 02 99.*

BOUCHES-DU-RHÔNE

Graines de vie

L'association *Graines de vie* propose de multiples activités : journée cueillette le samedi 5 avril, conférence «l'intelligence du cœur» avec Isabelle Filliozat, le mardi 8 avril, stage de Feng Shui, les 26 et 27 avril… Une importante rencontre sur la «qualité de vie, choix de vie» réunira du 16 au 18 mai, des intervenants comme Guy Corneau, Michel Odent, Pierre Rabhi, Paule Salomon, etc. *Graines de vie, 450, allée de la vieille Ferme, 13540 Puyricard, tél : 04 42 92 06 70.*

Téléphones portables

■ **Revirement de Jean-François Mattéï.** Quand il était dans l'opposition, le nouveau ministre de la santé avait signé avec Michèle Rivasi (PS) et André Aschiéri (Verts) une proposition de loi visant à protéger les écoles, les crèches, les maternités, les hôpitaux, les maisons de

Entraide

■ **Vosges.** Cherche pendant les vacances scolaires une personne pour préparer des repas simples pour 10 à 15 enfants + leur encadrant contre vacances pour elle et ses enfants dans une ferme équestre. *Tél : 03 29 23 29 38 ou crinsdefranould@free.fr.*

■ **Pyrénées-Atlantiques.** J'aimerais déménager à la rentrée prochaine dans les Pyrénées-Atlantiques, grosso-modo dans un triangle Bayonne-Hendaye-Saint-Jean-Pied-de-Port. Pour faire connaissance avec la région et ses habitants, de manière moins anonyme et solitaire que le camping municipal, j'aimerais beaucoup pouvoir séjourner chez vous, vous qui habitez déjà là-bas. Je peux donner une petite participation financière et aider de manière variée en échange. J'ai 29 ans et suis végétarienne. Vous pouvez proposer deux trois jours ou plus, entre le 12 et le 26 avril ? Vous pouvez me renseigner sur des «structures» alternatives présentes dans la région ? ou simplement vous êtes un(e) futur(e) ami(e) potentiel(le) ? Alors je vous remercie de me contacter. D'autres part, j'aimerais savoir s'il est possible de faire pousser des figuiers et des amandiers dans cette région, et si oui, à partir de quelle altitude ce n'est plus possible. Merci à tous pour vos renseignements. *Marie Douiller, Le Vernay, 71250 Château, tél : 03 85 59 06 59.*

■ **Réf. 295.03.** Souhaiterai échanger trois semaines environ, hors saison, maison mitoyenne, tout confort, terrasse, jardin, piscine commune à 200 m de la mer et la plage, sur la côte Atlantique, près de Pornic, à personnes non fumeuses, contre maison ou appartement à deux pas de la mer, côté Méditerranée. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 295.06.** Homme habitant une grande ville, revenu modeste, je désire faire découvrir à mes enfants (15 et 11 ans) les volcans d'Auvergne. Je cherche un hébergement ou un coin de terre pour une tente, un long week-end et cet été. Echange partage de connaissance, amitié… *Ecrire à la revue qui transmettra.*

Vivre ensemble

■ **Gard, vallée de la Cèze.** A l'été 2002, jeunes, vous avez été très nombreux après le festival d'Avignon à venir camper dans le terrain sauvage et lieu superbe au bord de la Cèze de mes parents. Thierry, 37 ans, souhaite lancer un projet collectif basé sur le jardinage, les volailles, l'artisanat, l'organisation de fêtes, de rencontres. Si vous êtes jeunes, dynamiques, et voulez vivre dans une ambiance conviviale, venez en parler pendant l'été, au bord de la rivière dans un cadre sauvage au contact de la nature, on peut me rencontrer pour ce projet. *Thierry Cleirezy, hameau de Monteil, 30630 Montclus.*

■ Femme cherche quatre autres femmes (+ ou - 50 ans) pour mode de vie convivial, écologique, solidaire, dans grande maison avec jardin, dans partage (de la soupière à la voiture) et respect de l'autre. *Tél : 06 21 71 35 74.*

Travailler ensemble

■ Porteuse d'un projet Jardin de Cocagne (jardin d'insertion), cherche associé(e) de préférence travailleur social **et** un lieu d'implantation, une communauté de communes intéressée par un tel projet (préférence région Sud-Ouest). *Elisabeth Guégan, tél : 05 65 41 57 21. elisag@club-internet.fr.*

■ Vous fabriquez du pain à la ferme et vous avez besoin d'un coup de main ou simplement envie de m'accueillir un petit temps pour travailler avec vous. Je viendrai au maximum à 200 km autour de Lyon. J'ai 37 ans et une première expérience en fournil bio. *Patrice, tél : 04 78 85 56 02.*

Rencontres

■ **Réf. 295.01.** Enthousiaste mais fragile, critique, lucide mais susceptible, ouverte mais sur mes gardes, courageuse mais fatigable, athée mais ouverte à la spiritualité, passionnée de musique (sacrée, classique, chanson française, étrangère…) et intéressée par toute forme d'art, passionnée aussi de nature : observer, admirer, respirer, ressentir, respecter… vivre en milieu rural, jardiner bio, contribuer à la vie sociale et culturelle, partager, échanger, résister au système marchand, faire prévaloir l'humain sur le matériel, apprendre, s'amuser, aider «qui aide un homme aide le monde», à 45 ans, sans enfant, je cherche le compagnon avec qui partager ces valeurs et projets. Non fumeur, sobre, je l'espère sensible et compréhensif. Département 52 et limitrophes. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 295.02.** Voici la brève description d'un paysage humain qui, pudeur dépassée, me paraît nécessaire, dans le but avoué de rencontres. Je suis une femme, plutôt intellectuelle, mais aussi manuelle, avec des pratiques artistiques (Bozarts). D'esprit Silence, mais sans mysticisme, je suis plus Révolution que Réformes (changer de

DR

Sur mon arbre perché.

retraite, des ondes des antennes de téléphones portables. Depuis qu'il est ministre, il affirme que ces ondes ne sont pas dangereuses. *(Canard enchaîné, 21 janvier 2003)*

■ **Paris : concertation efficace.** A l'issue d'un long processus de concertation, la mairie de Paris et les opérateurs sont parvenus, le 14 février dernier, à un accord visant à limiter l'exposition du public aux ondes électromagnétiques générées par les antennes relais. Les opérateurs se sont finalement engagés à baisser les seuils d'exposition dans une fourchette comprise entre 1,2 et 2,5 volts par mètre y compris pour l'UMTS, troisième génération de téléphonie mobile.

En engageant une campagne de mesures à proximité de plusieurs milliers de sites sensibles parisiens tout en imposant aux opérateurs de mettre aux normes les sites à proximité desquels les seuils d'exposition sont dépassés dans un délai de un mois suivant le mesure, la mairie de Paris oblige les opérateurs à prendre en compte l'inquiétude des habitants.

■ **Et maintenant ailleurs.** *Agir pour l'Environnement* et *Priartem* s'appuyant sur le résultat obtenu par la mairie de Paris, ont demandé au ministre de la santé, un abaissement généralisé au même niveau. Les seuils d'émission autorisés en France, fixés par le décret du 3 mai 2002, sont à ce jour de 41 et 58 volts par mètre. *Agir pour l'Environnement, 97, rue Pelleport, 75020 Paris, tél : 0140 31 02 99 et Priartem, 5, Cour de la Ferme Saint-Lazare 75010 Paris, tél : 01 42 47 81 54.*

Annonces

société plutôt que changer la société, alter). De toutes les luttes. J'exerce une profession indépendante, 2-3 jours hebdo, le reste du temps m'appartient. Contempla**c**tive, j'assume ma paresse et mon temps «perdu». Vivant à la campagne depuis toujours jusqu'à..., la nature m'est indispensable. Jardinage, bucheronnage, parfois les bras me tombent de la crapulerie des chasseurs et pollueurs. D'une curiosité insatiable, j'aime parler, marcher, pratiquer la solitude avec boulimie livresque. Inconditionnelle de la protection animale (anti-vivisection, chasse, corrida, élevage intensif, commerce...) mais, honte, pas tout à fait végétarienne. Sobriété à vie, indignation permanente, je n'appartiens plus qu'au clan de ceux qui essaient de vivre leurs idées, en espérant déranger (provoca**c**tion) et je n'ai pas l'esprit de famille. Désir de désir, de douceur, de dialogue, d'écoute, d'attention, d'action, d'engagement citoyen, cohérence, efficacité, honnêteté, incorruptibilité, complicité, désir de solitude et de compagnie, d'humour, rêverie et pragmatisme, de res**paix**. Horreur des réveille-matin, de la télé, de la pub, de la consommation, des superstitions, des uniformes, des bla-bla-bla non actés, des colla**bobos**... Je suis installée en Midi-Pyrénées où je suis née et où, entre rêve et projet, se profile une maison solaire. On le voit à 53 ans, j'accumule beaucoup de défauts, quelques qualités, et vice-versa. Si tout cela vous parle, à vos plumes (désolée pour les adeptes des messages courts !) j'assure une réponse si le timbre est joint. Merci. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf. 295.05.** J'ai 29 ans et maintenant je souhaite construire un couple, aimer et être aimée avec toutes les difficultés que ça comporte. J'ai une petite fille que j'ai envie de voir grandir et m'émerveiller conjointement avec un demi-papa. Et c'est en pleine nature et avec plein d'optimisme que nous avons envie de vivre. *juliettadelsol@yahoo.fr ou écrire à la revue qui transmettra.*

Recherches

■ Cherche producteur de raisiné (jus de raisin réduit à feux doux) ou autre jus de fruit. Cherche également producteur d'olives, commercialisées sans huile végétale et sans sel. *Tél : 04 79 70 56 95.*

■ Cherche des informations pour construire un alambic et distiller des plantes aromatiques. *Elisabeth Lamorte, 212, rue Marcadet, 75018 Paris.*

■ Je cherche la copie d'un documentaire passé sur la chaîne de TV France J, le 25 août 2002, le matin, titrée *Macabres amis* qui parle des corbeaux. Je rembourse les frais de copie et le port. *Didier Trumeau, chemin de Grand Champ, 18100 Vierzon.*

■ Cherche le maximum d'informations sur le trafic d'organes (en particulier sur les enfants des rues). *Alexis Robert, Tréfrain, 56800 Campénéac.*

■ Cherchons pour installation un terrain (un hectare mini) constructible ou avec un ou plusieurs bâtiments attenant, pour y construire une ferme pédagogique (projet de départ d'une expérience de développement local). Tous deux militants, animateurs, formateurs et professeurs expérimentés, l'une issue des Sciences de l'éducation, l'autre de l'ethno-agro-écologie, nous souhaiterions y développer deux aspects complémentaires : une pratique d'agri bio / agro-écologie / permaculture (selon possibilités) visant à l'autosuffisance, l'échange et/ou le commerce de proximité, pouvant devenir à terme un lieu de formation et de recherche ; un centre d'animation et de formation socio-culturel tous publics d'inspiration institutionnelle et autogestionnaire pouvant également devenir une lieu d'hébergement, de vie associative, militante, d'information et de recherche. L'évolution du projet de départ «ferme pédagogique» ne peut se faire qu'en réseau, il dépendra donc de l'environnement naturel, du contexte social et des besoins de la région. Nous étudions toutes propositions (y compris intégrer un projet collectif), mais budget limité. Projet complet disponible sur demande. *Bertrand Liatard et Layla Khayati, 1», rue Marx-Dormoy, 75018 Paris, tél : 01 42 09 71 62.*

■ **Paris.** Association cherche un local, petit loyer, sur Paris intra-muros. Les besoins sont les suivants : 4 pièces de 10 à 15 m2, une pièce de 30 à 40 m2. Nous examinons toutes les propositions. *La Ligne d'horizon, les amis de François Partant, 7, Villa Bourgeois, 92240 Malakoff, lalignedhorizon@wanadoo.fr.*

■ En vue de créer une activité de boulange bio, je cherche des conseils ou des références sur la construction d'un four en briques traditionnel. Merci de me faire part de votre expérience ou de vos renseignements. *jerome.ribot@voila.fr* ou *06 13 71 20 06.*

■ Cherche enregistrement vidéo de l'émission «Passé sous silence» portant sur la guerre et la censure à la télévision, diffusée sur France 3, le jeudi 9 janvier 2003 à 23h50. *kri44@wanadoo.fr* ou *tél : 02 40 12 47 95 (Christian).*

Logement

■ **Normandie.** Je vais prendre une année sabbatique pour aller dans le Limousin (entre Tulle et Argenton). J'ai une maison en Normandie dont j'ai la jouissance. Je propose cette maison pendant un an en location meublée (600 € par mois) pour faire une opération blanche car je ne retrouve pas de travail avec mon ancienneté (54 ans). Qui cela intéresse ? Maison de ville avec jardin de curé. Ma maison sert de siège social au Sel, à un groupe de fermes bios, à l'association Biochemin avec Yvan Saint-Jours (ancien du Cun et éditeur de la «Maison écologique». Qui veut venir un an en Normandie ? Toute proposition à débattre dans esprit Sel/Silence/respect/-etc. *Tél : 02 31 66 96 49.*

■ **Réf. 295.04. Pyrénées.** Cherche grande maison isolée avec terrain, en location (maximum 380 €), ou en vente (maximum 45 000 €) avec pas ou peu de travaux (possibilité de rendre des services), dans la région pyrénéenne ; esprit silence. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ Maman d'un bébé de 14 mois recherche lieu d'habitation. Depuis 1' mois, je suis logée dans ma famille car les loyers sont trop élevés, dans la région pour une maman célibataire et les HLM nous ignorent. Il faut dire que la perspective d'élever ma fille à la ville dans un habitat collectif vertical ne me réjouit pas non plus. L'idéal serait un petit logement à la campagne, entouré de personnes solidaires, près d'une école alternative... Dans un premier temps, je cherche à avoir une activité, mais pas forcément un travail. Par exemple : échange avec d'autres parents de gardes d'enfants, maraîchage, cuisine et autres. Je souhaite une vie simple et de qualité. Aussi mettre sur pied une sorte de petit village n'est pas chose aisée alors que peut-être tout naturellement, il en existe qui fonctionnent déjà. J'aime la nature, l'artisanat, la danse folk et les rencontres. *F. Soly, 136, rue Orbe, 76000 Rouen, tél : 02 35 88 84 43.*

A vendre

■ A vendre grange restaurée de 25 m2 habitable + mezzanine. Possibilité d'extension 60 m2 supplémentaires (CU et permis obtenus à l'époque), sur terrain boisé 2800 m2. Eau et électricité en bordure de terrain. Puits sur le terrain (en amont, siphon possible). Exposition est et sud, terrain protégé des vents dominants ouest et nord, idéal bioclimatique. Proche de Lauzerte (82) tous commerces. On peut envoyer des photos. Prix : 26000 €. *Philippe Lignières et Hélène Morsly, 9, rue Arago, 34200 Sète, tél : 04 99 04 93 23.*

■ Vends belle cape de berger en laine, état neuf, taille S, capuche amovible. Prix : 150 € à débattre. *Tél : Daniel à Uzès (30), 06 81 48 08 77.*

Vacances

■ **Cévennes.** Dans les gorges de la Jonte, à la limite entre la Lozère et l'Aveyron, après avoir déposé vos bagages dans la nacelle qui les emmènera de l'autre côté de la rivière, vous rejoindrez par un petit sentier une maison isolée dans un cadre magnifique. «La maison des marins» propose possibilité location de chambres d'hôtes ou gîte rural, pour les amateurs de nature et de calme (présence de castors, vautours...) à proximité du parc national des Cévennes. *Tél : 05 65 62 67 64.*

■ **Vosges.** Maison tout confort, 6 personnes, hameau à 3 km de Gérardmer, 800 m d'altitude, à louer soit contre 280 € basse saison, 320 € haute saison ou échange avec autre hébergement ou accueil dans une autre région en hors-saison pour un couple et deux enfants. *Tél : 03 29 23 29 38 ou crinsdefranould@free.fr.*

■ **Dordogne.** Le Jardin biologique de la Contie, avec son camping équipé d'un chauffe-eau solaire, vous accueille et vous propose des légumes biologiques (35 variétés de tomates) et du pain bio. *La Contie, 24400 Saint-Géry, tél : 05 53 58 64 31.*

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.*
Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.
Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

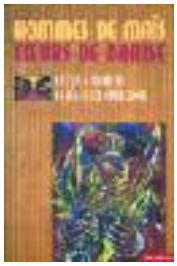
Domiciliées : *Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.*

Sélection : *Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.*

Livres

Homme de maïs, cœurs de braise

Ed. L'Insomniaque
(93100 Montreuil)
2002 - 160 p. - 10 €



L'Insomniaque a décidé de traduire et publier, depuis 1994, les textes issus de la révolte du Chiapas. Ceci est déjà le quatrième ouvrage sur le sujet. Il s'agit là de rompre avec les images trop souvent déformées par les médias, de pénétrer plus à fond l'imaginaire des Indiens, de mieux comprendre pourquoi, le 1er janvier 1994, ils ont décidé «d'arrêter la partie d'échecs en mettant leur chaussure boueuse sur le damier» (Marcos). Pour contrer le capitalisme mondial, il faut trouver de nouvelles voies (et voix). Echanger sur nos utopies devrait y aider. Ce livre en rappelant les positions des Indiens mexicains (sur l'Etat, les OGM, la religion...) y contribue : témoignages, photos, poésie, manifestes... Stimulant. FV.

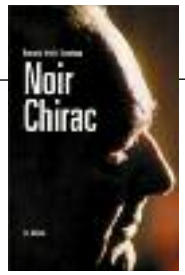
Cabu en Inde

avec Pierre-Antoine Donnet
Ed. Seuil
2002 - 252 p. - 20 €

Depuis quelques années, le dessinateur Cabu fait des reportages dans différents pays du monde, accompagné d'un rédacteur. Le résultat est assez étrange, le dessinateur, par son trait, n'étant pas forcément sur la même longueur d'onde que le narrateur. Ici, le cas d'Auroville est typique : le rédacteur y voit une grande expérience spirituelle (sa fille adoptive y vit) alors que Cabu y voit une secte de 1500 blancs qui vivent en ayant à leurs ordres 30 000 esclaves locaux. Si le texte présente bien certains enjeux de l'Inde, il nous entraîne parfois dans des considérations touristiques banales. Cabu fait aussi parfois dans le dessin facile. FV.

Noir Chirac

François-Xavier Vershave
Ed. Les Arènes
2002 - 308 p. - 20 €



Voici une biographie non autorisée du chef de l'Etat. On ne devient pas président de la République par hasard, comme le montre ici l'auteur. Initié par Marcel Dassault à l'économie secrète des usines d'armement, du nucléaire, de la défense en collaboration avec les Etats-Unis, le jeune Chirac devient vite un spécialiste des financements secrets. Trésorier du mouvement de Georges Pompidou, il apprend comment jongler avec l'argent. Ce qu'il continuera à faire comme ministre ou maire de Paris. Et rien ne vaut l'Afrique noire pour blanchir ce qui ne peut l'être dans la métropole. François-Xavier Verschave, spécialiste des magouilles postcoloniales de la France en Afrique, y décortique ici les réseaux du président. L'auteur avait été attaqué en justice par trois des protégés de Chirac, les dictateurs Omar Bongo (Gabon), Denis Sassou N'Guesso (Congo-Brazzaville) et Idriss Déby (Tchad). En vain, l'auteur a gagné ses procès. Bref, nous sommes dirigés par le plus malin (82 % !), mais sûrement pas par le plus honnête. MB.

Le grand livre de la tendresse

coordonné par Gérald Pagès
Ed. Albin Michel
2002 - 346 p. - 24 €

Ça commence très bien par une préface de Juliette Binoche et une introduction de Jacques Salomé. Mais par la suite, cela devient vite trop «clinique». Médecins et psys décortiquent les différents âges de la vie, et dans certains textes, on a bien du mal à trouver quel est le sujet du départ. On pourrait espérer une approche moins matérialiste, plus tendre. Mais ces textes sont issus d'un «festival de la tendresse» dont on nous redit à plusieurs reprises que c'est une marque déposée. Pour nous, la tendresse n'est pas une marchandise. FV.

BANDES DESSINÉES

Quelques mois à l'Amélie

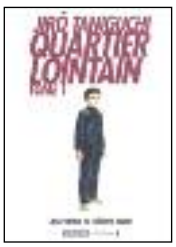
Jean-Claude Denis
Ed. Dupuis / Aire libre
2002 - 72 p. - 12,35 €

Un écrivain en rupture d'inspiration ouvre par hasard un livre de sa bibliothèque qu'il n'a jamais lu. En essayant de suivre l'itinéraire décrit dans ce livre, il va redécouvrir la volonté de vivre et l'amour, tout au bout du chemin. Avec une chute bien amenée. Ce superbe album, au trait classique a reçu à Angoulême le prix du dialogue. S'il est vrai que les répliques sont parfois fort subtiles, on se demande pourquoi se limiter au dialogue : Jean-Claude Denis est aussi un maître du dessin. MB.

Quartier lointain

Jirô Taniguchi
Ed. Casterman / Ecritures
2002 - 198 p. - 12,50 €

Prix du meilleur scénario et prix des libraires à Angoulême, cette BD traduite du japonais est un véritable délice. Un homme de 48 ans, un lendemain de gueule de bois, va se recueillir sur la tombe de sa mère. quand il se relève, il a son corps de 14 ans, mais toujours sa mémoire d'adulte. Commence alors une longue quête du temps, déjà maintes fois abordées dans d'autres œuvres : connaissant le futur, peut-il l'influencer ou sera-t-il condamné à revivre un implacable destin ? Evidemment surdoué à l'école, ce simple fait entraîne des modifications subtiles. Ce premier tome, parfaitement maîtrisé dans le dessin comme dans le scénario nous laisse dans l'attente de la suite... Bravo aussi au traducteur Frédéric Boilet. MB.



Retour de flammes

Muñoz et Daniel Picouly
Ed. Casterman / Romans
2003 - 80 p. - 11,50 €

Daniel Picouly, écrivain d'une douzaine de romans, se fait ici le scénariste de Muñoz, célèbre dessinateur argentin, pour un polar politique. A près de soixante ans, Nastro espère devenir le premier ministre. C'est déjà annoncé partout, avec un parcours plein de mérite. Mais le passé resurgit. Tout n'a pas été dit. La BD le suit pendant les 24 h qui précèdent sa nomination. Tractations politiques d'un côté, chantage de l'autre. L'obstacle n'est peut-être pas là où on l'attend. Avec son style très graphique, en noir et blanc, Muñoz rend bien l'ambiance pesante... mais cela anticipe peut-être un peu trop sur le côté pessimiste de l'histoire. Une bonne leçon de politique. MB.

Tendre violette

Lucye (tome 5)
Jean-Claude Servais
Ed. Casterman
2003 - 64 p. - 12,50 €

Après quatre tomes parus dans les années de la revue (A suivre), la série scénarisée alors par Gérard Dewamme s'est arrêtée en 1986. L'attente aura été longue pour retrouver cette belle femme, libre comme l'oiseau, qui vit au fond des bois, loin des complications de la société. Accusée régulièrement de sorcellerie par les hommes qui ne peuvent la rendre obéissante, la belle Violette va découvrir dans ce livre ses origines. L'histoire est complétée par un texte sur la sorcellerie, moyen pratique et longtemps utilisé pour combattre toute volonté de féminisme. Un grand souffle de poésie, avec un dessin cette fois mis en couleur et qui garde toute sa force. De superbes images de la nature et de la féminité. MB.

Les eaux blessées

Dominique David, Cristina Cuadra, Rudi Miel
Edition Parlement européen
2002 - 40 pages - gratuit

Pour expliquer comment fonctionne le Parlement européen, son service communication a eu l'idée de réaliser une vraie bande dessinée qui se trouve être tout à fait écolo ! Une usine de la chimie internationale pollue gravement un cours d'eau. Un photographe a fait d'étonnantes photos qu'il montre à une députée spécialiste de l'eau. Les déversements ont en fait été réalisés par une autre multinationale qui, profitant de la baisse des actions de la première, lance une OPA financière. L'europarlementaire va révéler l'opération. Disponible auprès de l'*Office des publications officielles des communautés européennes, L 2985 Luxembourg.*

LE LIVRE DU MOIS

Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prévu

Jean-Luc Porquet
Ed. Le Cherche-Midi
2003 - 290 p. - 18 euros

Jean-Luc Porquet, journaliste au *Canard enchaîné*, nous livre une relecture de l'œuvre visionnaire et prolifique de Jacques Ellul au regard de l'actualité. Jacques Ellul avait-il tout dit ? Juste après la seconde guerre mondiale, il entame une critique radicale de la technique, considérée comme un système autonome, s'auto-accroissant, dictant sa logique à l'humain et à la démocratie. Ainsi apparaissent le nucléaire, les OGM, le clonage... et l'idéologie technicienne, qui ne pense de solutions aux problèmes engendrés par la technique que par la technique elle-même. Jacques Ellul démontra que le développement de la technique va de pair avec l'accroissement des inégalités planétaires, de la pollution et du pillage des ressources naturelles. Une réflexion à contre courant de notre civilisation où "la technique est devenue une religion". Sa remise en cause relève du sacrilège. L'homme "reporte son sens du sacré sur cela même qui en a détruit tout ce qui en était l'objet : sur la technique". Elle devient un nouvel obscurantisme, inattaquable, sous peine d'être immédiatement discrédité. Imprégné, conditionné par la propagande et la publicité, naît ainsi un "homme totalitaire à conviction démocratique". Les individus incapables de suivre son rythme sont réduits à l'état de "déchets humains".

A travers de nombreux exemples actuels, Jean-Luc Porquet illustre les thèses de Jacques Ellul, ainsi, nous nous retrouvons dans la peau d'un poulet victime du délire de l'élevage intensif : cauchemardesque ! Un livre simple d'abord, remarquablement bien écrit et intelligent, pour découvrir Jacques Ellul, dont la réflexion salutaire, comme celle de son ami Bernard Charbonneau ou d'Ivan Illich, est d'une actualité criante. Vincent Cheynet.

ENFANTS

Dans la forêt vierge, il y a fort à faire

Mauricio Gatti
Ed. AAEL (8, rue de Bagnolet, 31100 Toulouse)
2002 - 48 p. - 13 €

Emprisonné en 1971, l'auteur, Uruguayen, a réalisé ce livre depuis sa prison pour sa fille Paula à qui il envoyait chaque semaine une planche.

Hymne poétique à l'entraide et à la liberté, un premier livre est publié en 1972 dans son pays par un groupe libertaire, il est enfin publié en français. Une belle histoire. FV.

Kilomètre zéro

Vincent Cuvelier
Ed. du Rouergue (Rodez)
2002 - 172 p. - 8 €

Père trop souvent absent, quelle n'est pas la surprise de Benjamin quand il lui propose de passer trois semaines des vacances d'été à faire une longue marche à travers la France. Au départ, ça traîne les pieds, mais avec le temps, le fils découvre un autre père, et un autre contexte, avec la fierté d'être un grand marcheur. Randonneurs, un livre à offrir à vos enfants. FV.

VIDÉOS

Violence ou non-violence, quel est ton choix ?

Michèle Le Bœuf, Jean-Baptiste Libouban, Jean-Pierre Laurent
Ed. Amis de Lanza del Vasto, (La Borie Noble, 34650 Roqueredonde)
2002 - 28 mn - 20,5 €

Après un rappel des grandes figures de la non-violence, une mise en scène montre un conflit particulièrement courant : celui d'une personne qui ne veut pas éteindre sa cigarette. Plusieurs attitudes sont alors possibles : dialogue ou énervement ? Cette mise en scène est tout à fait bien interprétée. La parole est ensuite donnée à des jeunes qui commentent la scène puis le débat sur la non-violence se poursuit avec des interviews de personnalités de la non-violence, Jean-Marie Müller, Christian Delorme, Jacques Sémelin, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Berlan, José Bové, François Roux. Si la première partie intéresse grandement les enfants, la deuxième leur passe largement au-dessus, comme j'ai pu le constater avec les miens. Il aurait peut-être mieux valu interviewer les personnalités sur la mise en scène que les faire parler sur leur intervention dans le colloque Lanza del Vasto de Montpellier... ou faire deux vidéos. FV.

Le bien commun

Carole Poliquin
Diff. M.F. Baracetti, mas du Moulin, 66130 Boule-d'Amont
2002 - 52 mn - 24 €

Rien ne semble pouvoir échapper à la marchandisation. Sous forme de parodie de la genèse, l'auteure nous montre comment les multinationales essaient d'augmenter leurs profits. Le premier jour, les firmes achètent les lacs du Canada car des études montrent que les USA vont manquer d'eau et qu'il sera alors rentable de leur en vendre. Il privatise aussi les semences et un agriculteur est poursuivi parce qu'il a été contaminé par du colza transgénique. Un producteur de médicaments en Inde est attaqué en justice parce que les plantes, utilisées depuis des millénaires, font maintenant l'objet d'un brevet. Un test pharmaceutique sur le cancer ne peut plus se faire car une molécule nécessaire au test est aussi brevetée. Ainsi, à chaque fois, la voix off nous dit que «l'homme d'affaires vit que cela était bon... pour ses actionnaires». Le sixième jour, toutefois, le gouvernement brésilien décida de produire ses propres médicaments contre le sida. Comme cela coûte cinq fois moins cher, plus de personnes peuvent suivre le traitement et le nombre de morts par an a déjà diminué de moitié. Malheureusement, ce coup-là n'est pas bon pour les actionnaires. Le septième jour, c'est à vous d'agir. De gros moyens pour réaliser une vidéo en tout point remarquable. A voir avant le prochain G8 ! MB.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Du côté de la Ramade,** *Des Amis de la Ramade, BP 6, 43380 Lavoûte-Chilhac, 2002, 128 p. 10 euros.* La Ramade est une vallée préservée de Haute-Loire. En 1993, plusieurs centaines d'hectares sont achetés par un homme d'affaires qui va essayer de «valoriser» son investissement. Les projets de multiplient : décharge, chasse privée... Gêné par le passage de chemins publics, le propriétaire essaya de les privatiser. En vain. Le livre raconte comment depuis maintenant dix ans, des habitants essaient de conserver cette vallée préservée.

■ **Histoire du féminisme,** *Michèle Riot-Sarcey, éd. La Découverte, collection Repères, 2002, 120 p.* Les femmes réclament l'égalité des droits ouvertement depuis la Révolution française. L'égalité politique ne leur est accordée qu'à la Libération (octobre 1944), mais de nombreux privilèges masculins restent en place et les luttes se poursuivent encore de nos jours. Ce livre trace un historique des luttes depuis deux siècles.

■ **Le livre de cuisine du commerce équitable,** *Erica Bänziger, éd. Viridis (rue de l'Avenir, 16, CH 2800 Délémont), 2001, 96 p.* Après une introduction sur ce qu'est le commerce équitable et son développement en Suisse, l'auteure propose une série de recettes à base des produits importés. Ça laisse rêveur ! Ainsi, page 13, on voit un enfant dégustant du miel tout juste sorti de la ruche : faut-il lui enlever pour aller engraisser les riches du nord ?

■ **Ecrire pour rire, oui, mais comment ?** *Hugues Lethierry, éd. L'Harmattan, 2002, 158 p. 14 euros.* L'auteur en est à son neuvième livre sur le rôle de l'humour. Il s'intéresse cette fois aux ateliers d'écriture, invitant le lecteur à se lancer dans de multiples exercices de style. Souvent drôle et stimulant car comme le dit l'auteur, il ne faut pas avoir peur d'écrire puisque dans toute littérature, il y a rature.

■ **Economie mondialisée et identités de genre,** *coordonné par Fenneke Reysoo, IUED Genève, 2002, 222 p.* Actes du colloque sur ce sujet qui s'est tenu début 2002. Des données et des études de cas comme l'évolution des droits des femmes dans certains pays touchés par la crise (Argentine) par la délocalisation des entreprises (Bulgarie), par la dette ou l'effondrement des cours des matières premières (plusieurs pays d'Afrique), le cas de la Suisse, etc. Textes en français, anglais ou espagnol selon la langue de l'intervenante.

■ **Une assiette et des plantes sauvages,** *Monique Le Breton, route de Clara, 66500 Prades, 1998, 72 p. 9,15 euros.* Classée par ordre alphabétique, une liste des plantes sauvages comestibles avec à chaque fois une photo, une description, là où on la trouve et quand la ramasser, le tout agrémenté de recettes s'appuyant sur la macrobiotique.

Courrier

Distributisme

Je voudrais répondre à Gregg West (courrier dans le n°287) sur les deux raisons qui le font douter de l'application du distributisme.

Tout d'abord, il me semble important de faire la distinction entre les comportements que l'on peut observer au sein d'un groupe alternatif, donc marginal, de faible effectif en général, et ce que seraient les pratiques adoptées par une société distributive, même imparfaite.

Dans le premier cas, les membres subissent une forte pression de l'»extérieur» par le seul fait que la société actuelle ne favorise pas et à plutôt tendance a s'opposer à un fonctionnement différent, ce qui peut retenir les moins militants et les moins conscients de ce qu'un tel choix implique.

Dans le second, il faut considérer que les comportements feraient suite aux décisions et aux choix librement consentis, comme dans les groupes précédents, mais au sein de communautés infiniment plus larges.

C'est cette différence, je pense, qui permettrait d'éviter la fatigue de ceux qui font toujours tout et qui abandonnent la bagarre, préfèrent faire eux-mêmes et libérer leur esprit pour se consacrer à des choses plus «importantes» jusqu'à ce que ces petits riens fassent éclater le groupe, et pourrait donner naissance à des fonctionnements plus organisés donc mieux maîtrisables et aussi plus faciles à faire évoluer.

Le fait que tous auraient le même revenu, et que celui-ci serait assorti d'une baisse considérable de la production, devrait améliorer très nettement les comportements face à toutes les tâches désagréables.

(...) il faut commencer par changer notre propre mentalité pour un optimisme qui nous pousse à faire la promotion de ces idées qui ne demandent qu'à être enrichies par la participation de chacun d'entre nous.

Le fait que 20 % de la population mondiale consomme 80 % des ressources et qu'il faille diviser par quatre sa consommation pour mettre tout le monde à égalité, par huit pour obtenir une empreinte écologique acceptable pour la planète, n'implique pas, me semble-t-il, qu'il faille diviser la consommation individuelle par le même chiffre. Il faut considérer la part d'énergie et de matières premières gaspillées par des institutions et des secteurs d'activité pour le moins inutiles donc nuisibles. Je citerai par exemple l'ANPE, les ASSEDIC, la Sécurité sociale, la police, les assurances, les banques, l'industrie publicitaire, l'industrie d'armement... On comprend tout de suite que le fait de distribuer un revenu à tous, sans contrepartie de production, remettrait en question la poursuite de nombreuses activités dont la liste ci-dessus n'est qu'une ébauche.

Le seul fait d'instaurer la gratuité dans les transports (les sommes perçues aux guichets de la RATP couvrent à peine les coûts représentés par la fabrication des billets, les systèmes de gestion et de contrôle et le personnel affecté à ces tâches d'une noblesse certes incontestable) permettrait d'une part de libérer de la contrainte un grand nombre d'employés devenus inutiles, mais que l'on continuerait à payer au même salaire, d'autre part d'amoindrir sensiblement l'empreinte écologique que ces emplois engendraient. Cela provoquerait aussi une utilisation plus intense des transports en commun, donc un moindre usage de l'automobile, donc une meilleure qualité de vie.

(...) Imaginons maintenant (ce qui va devenir difficile pour ceux qui applaudissent la création d'emplois dans les énergies renouvelables) que l'on étende ce principe à d'autres secteurs, non plus par la gratuité, mais par la suppression pure et simple, par exemple de l'armée (et de tout ses soldats qui tuent pour survivre), cela réduit de centaines de milliards les budgets, le système pénitentiaire (ce sont surtout des pauvres qui deviennent délinquants et il y en aurait donc beaucoup moins avec un revenu égal pour tous)...

Je laisse au lecteur faire le compte et si ce scénario paraît probable à un certain nombre de personnes (...) alors on peut considérer qu'un pas a déjà été franchi vers le distributisme sans avoir à attendre le «changement de mentalité majeur» dont parle Gregg West.

En 1974, le collectif Adret, avec ce raisonnement, chiffrait à deux heures par jour le travail «lié». Aujourd'hui, à combien sommes-nous ? Peu importe, «laissons courir l'imagination, réalisons l'utopie».

Patrick Urlacher ■
Puy-de-Dôme.

Langue commune

Je lis dans Silence n°290, dans la colonne consacrée à l'espéranto, que les Catalans adoptent la langue internationale dans leur documentation. Néanmoins permettez-moi une très cordiale remarque à propos de la phrase «conscients de l'enjeu que représente une langue unique européenne». C'est un détail, mais à mon avis, le terme *unique* ne convient pas car il implique la disparition des autres langues.

L'euro, monnaie unique, a pris la place des monnaies qui l'ont précédé. Telle n'a jamais été la vocation de l'espéranto. Il vaut mieux dire *langue commune* auxiliaire européenne.

Jacques Morin ■
Hautes-Pyrénées.

Marché bio
DR

Producteurs bios

Le marché bio de Bordeaux ne se tient pas place Saint-Pierre, mais sur les quais, près des Quinconces, le même jour. Qu'importe ! Ce genre d'événement est réservé à des privilégiés qui ne sont pas tenus à d'autres obligations ce jour-là (travailler par exemple). On y croise donc la bourgeoisie, du rentier, peu de chômeurs et de RMIistes. Ceux-là vont souvent là où c'est moins cher, le pays où la vie est moins chère, celui de la vraie vie ou d'autres. Où l'on ne croise jamais de produits bio autres que ceux provenant du fin fond du Mexique, de Java ou d'Italie. Ce qui est très bio vis-à-vis du coût écologique des transports. Quand trouvera-t-on des producteurs bio luttant à pied d'œuvre sur les parkings des hypermarchés, pour montrer qu'un autre monde est possible ?

Cela demanderait plus de courage pour la sauvegarde de notre planète plutôt que de s'intéresser à la santé de la bourgeoisie ou du retraité.

Thierry Lichau ■
Gironde.

Silence : *les paysans bio sont souvent sur les marchés classiques, lieu où la nourriture est moins chère que dans les hypermarchés, malgré ce qu'essaient de nous faire croire les campagnes de publicité de ces derniers.*

La dynamique du don

Depuis la publication de l'article «la dynamique du don» (n°288), je cogite, je cogite... et je vais essayer de vous faire part de ce que ça m'évoque.

Tout d'abord, l'article en lui-même : je n'ai pas réussi à le comprendre, à «rentrer dedans», mais c'est le titre qui a stimulé mes cogitations et, surtout, fait écho avec quelques expériences que je vis.

Déjà voici une citation que je trouve fort intéressante d'un livre de sagesse aborigène d'Australie («Message des hommes vrais au monde mutant») : «un don n'est un don que lorsque vous donnez à quelqu'un ce qu'il désire. Ce n'en est pas un quand vous lui donnez ce que vous voulez qu'il ait. Un don est sans attache. Il est sans condition, et celui qui le reçoit a le droit d'en faire ce qu'il veut, l'utiliser, le détruire, le jeter. Il lui appartient inconditionnellement et le donateur n'attend rien en échange. Si le don ne correspond pas à ces critères, ce n'en est pas un».

Ensuite, voici une expérience personnelle qui m'a fait «rencontrer» le don. Je vis actuellement avec des revenus très faibles, en allocation de solidarité spécifique, soit environ 410 euros par mois (2800 F). Cela dit, j'ai un petit loyer, que couvre entièrement mon allocation logement. Mais dans ma tête, il y avait une équation : «je n'ai pas assez pour vivre moi-même, donc je ne peux pas me permettre de donner». Ou de façon minime. Je me sentais plus en attente de recevoir des autres. Or, j'avais une amie qui m'offrait souvent à manger, et des petites bricoles de-ci, de-là. Je la croyais donc plus aisée que moi. Un jour, nous parlons revenus et je me suis rendue compte que du fait qu'elle avait une fille à assumer, il lui restait moins que moi. Ça a fait tilt ! Elle partageait tout simplement ce qu'elle avait. Même si c'était peu.

Du coup, j'ai essayé, je me suis mise à en faire autant. Et j'ai découvert que ça m'enrichissait de donner. Je devenais moins dépendante de ce dont je disposais, ce que je recevais sur le plan humain me nourrissait bien plus que ce que j'aurais gardé pour moi.

Donner plutôt que de tout garder, c'est partager plutôt que rester seule.

Le flux des échanges, c'est aussi le flux de la vie. C'est bon quand ça «coule» bien. C'est le début d'un chemin...

J'entends des personnes qui vont me critiquer de bénéficier d'allocations. Que je les rassure : ce n'est pas mon projet de vie, c'est une période pendant laquelle je tente de me construire pour, à terme, trouver ma place dans la société, en cohérence avec mes valeurs.

En attendant, le temps dont je dispose me permet d'être à l'écoute de beaucoup de personnes, avec une certaine disponibilité, et de me rendre ainsi utile. Je me sens aidée et non pas assistée et je pense que la société a besoin aussi de personnes comme moi, la marge est nécessaire.

A propos du don, toujours, j'aurais également envie de partager une phrase de Gandhi, lue au Cun du Larzac, il y a quatre ans qui dit en substance : (je cite de mémoire) : «tout ce que nous possédons et dont nous ne nous servons pas, nous le volons aux autres». Là aussi, ça a fait tilt en moi et a été le début d'un progressif allégement de diverses possessions matérielles, inutilisées, stockées «pour le cas où».

Et j'en arrive au thème de la simplicité volontaire que vous avez abordé il y a peu (n°287). Dans mon cas, il y a une part de nécessité à ce choix, mais cela m'apporte

plein de choses. En particulier, vivre avec peu d'argent, me semble me rapprocher de la valeur des choses.
L'eau, la chaleur, ont plus de prix à mes yeux désormais. Rincer à l'eau froide, récupérer l'eau de rinçage pour la chasse d'eau, mener des «bouts de savon» plus loin... me semble naturel. Alors qu'avant, citadine qui gagnait bien sa vie, habituée à «claquer du fric» pour me sentir exister, ces économies de bouts de chandelle me paraissaient ridicules, radins, petit, exagérés. Maintenant, je trouve cela responsable. Non pas seulement au regard de mon budget personnel, mais au regard de la nature, de la valeur des ressources naturelles.
Je n'ai pas encore «lâché» la voiture, mais quand je vois des paysans de mon village circuler à vélo, malgré, parfois, leur grand âge, je me dis que ce sont eux qui ont raison.
Le prix, en argent, des choses matérielles s'est substitué à leur vraie valeur et nous en a fait perdre la conscience. Du coup, nous gaspillons, croyant que la possibilité de payer des choses nous exonère de toute question sur le coût réel. Et comme nous construisons souvent nos modes de vie en intégrant ces gaspillages comme nécessaires, c'est difficile d'en sortir (par exemple, quand on travaille loin, on prend sa voiture).
Je remercie Silence d'accompagner nos prises de conscience en se faisant le relais de toutes les alternatives qui fourmillent, restructurent et construisent les bases de la société de demain, sans attendre que «ça vienne d'en haut». Je regrette simplement une discrétion, pour ne pas dire absence, de dimension spirituelle, dans vos lignes et dans beaucoup de nos «combats écologiques». Je crois que cela vient du fait que l'on fait trop souvent l'amalgame entre religion et spiritualité et que l'on «jette le bébé avec l'eau du bain».
Or, toutes les traditions ancestrales comme les Inuits, les Aborigènes, les Indiens d'Amérique, étaient/sont profondément reliés à cette dimension spirituelle et c'est ce qui les fait vivre.
Peut-être pourrions-nous plus souvent revendiquer l'aspect sacré des choses et le respect nécessaire qui en découle. Pour cela, l'émergence du «mouvement pour l'insurrection des consciences» va, je l'espère, contribuer à la réhabilitation de ces valeurs (...)

Florence Raynaldy ■
Rangoulas, 35660 La Chapelle-de-Brain

Management à la NEF

J'ai découvert la Nef grâce à Silence. Il y a plusieurs mois, je suis devenu sociétaire afin d'y ouvrir un compte. Il me semblait logique de soutenir une banque alternative, sensible à un mode de vie durable et finançant avant tout des projets respectueux des êtres humains et de l'environnement.
Cela dit, j'ai été surpris en lisant le journal de la Nef, *Vif-Argent* n°31, de découvrir l'existence d'un séminaire interne dont le but était «d'optimiser la dynamique de l'équipe». Et cette surprise se transforma vite en perplexité quand je vis que l'animateur de ce séminaire était praticien de santé sociale, conseiller en communication et coach ! Bref, le genre de personnage que l'on rencontrer dans n'importe quelle entreprise.
J'ai bien entendu interpellé la Nef en lui faisant part de mon étonnement face à des méthodes de management rencontrées dans une entreprise «pas comme les autres». Celle-ci m'a gentiment répondu que ce séminaire avait pour but «de développer des valeurs de confiance, de respect, de responsabilité individuelle». A croire que les salariés de la Nef n'avaient pas ces qualités et que leur professionnalisme était sous-estimé par leurs «supérieurs hiérarchiques».
Je ne vous cacherai pas que l'existence de management, de séminaire ou de culture d'entreprise dans une société dite alternative me semblait inconcevable. Et je ne croyais pas trouver à la Nef ce que je dénonce dans la boîte où je travaille. J'ai toujours pensé que faire appel à des conseilles en communication ne servait pas à grand chose à part gaspiller l'argent de l'entreprise. A ce propos, la Nef a oublié de me communiquer le coût de ce séminaire.
J'aimerais bien connaître l'avis de Silence sur le management à la Nef.

Pascal Bregeon ■
Indre-et-Loire.

Silence : la Nef semble confrontée à deux objectifs. D'une part garder sa démarche alternative, même en interne. D'autre part, grossir pour devenir plus indépendante de la banque qui pour le moment lui permet d'exister. Elle a par exemple à résoudre des questions comme la hiérarchisation quand les effectifs dépassent un certain nombre. La Nef n'est sans doute pas parfaite, mais c'est ce qu'il y a de mieux pour le moment. En tant que sociétaire (comme nous), n'hésitez pas à la titiller !

Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France.
Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

numéros disponibles (franco de port)

- ❑ **218 Alternatives en Alsace** . . . . . 3,8 €
- ❑ **239-240 Enquête sur les écologistes** . 5,8 €
- ❑ **242 Eau, pollution de nos WC** . . . 3,8 €
- ❑ **245 Vélos du futur** . . . . . 3,8 €
- ❑ **248 Crimes publicitaires** . . . . . 3,8 €
- ❑ **250 Sortir de la voiture** . . . . . 3,8 €
- ❑ **251 Ecoféminisme** . . . . . 3,8 €
- ❑ **252-253 Les gros raflent la mise (1)** . 5,8 €
- ❑ **254 Ecopsychologie** . . . . . 3,8 €
- ❑ **255 Empreinte écologique** . . . . . 3,8 €
- ❑ **256 Commerce équitable** . . . . . 3,8 €
- ❑ **257 Ecole et écologie** . . . . . 3,8 €
- ❑ **258 Parcs naturels ou peuples indigènes** . 3,8 €
- ❑ **261 Sortir du sport marchandise** . 3,8 €
- ❑ **262 Quelle démocratie ?** . . . . . 3,8 €
- ❑ **264 Technologies et solitude** . . . . . 3,8 €
- ❑ **267 Où sont les jeunes** . . . . . 3,8 €
- ❑ **269 Mouvement vers Bure** . . . . . 3,8 €
- ❑ **270 Afrique : nouvelles colonies** . . 3,8 €
- ❑ **271 Inégalités dans les SELs** . . . . . 3,8 €
- ❑ **272-273 Alternatives dans le Rhône** . 6 €
- ❑ **274 Habitat convivial aux Etats-Unis** . . . 4 €
- ❑ **275 Vers une bio sociale ?** . . . . . 4 €
- ❑ **276 Microfinances en question** . . . . . 4 €
- ❑ **277 Land Art et écologie**
  Noël Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets . . . . . 4 €
- ❑ **278-279 Alternatives en Normandie**
  Défaire le développement. Liberté 0 %. Tittytainment . . . 6 €
- ❑ **281 Eau et santé**
  Décroissance et abondance. Biopiraterie . . . . . 4 €
- ❑ **282 Ecovillages : du rêve à la réalité**
  Nucléaire : droit de réserve ? . . . . . 4 €
- ❑ **283 Routes et déroutes du voyage**
  Refaire le monde. Nourriture manufacturée. Eolien . . 4 €
- ❑ **284 Jeûner pour sortir du nucléaire ?**
  De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions. . . 4 €
- ❑ **285-286 Alternatives en Isère**
  Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte. . 6 €
- ❑ **288 Energie et société**
  Don. Médecines chamaniques. Bio en grande surface. 4 €
- ❑ **289 Un monde écolo est-il possible ?**
  Associations et économie plurielle. . . . . 4 €
- ❑ **290 Ne pas oublier le train**
  Corruption. Cosmétiques. Microhydraulique. . . . . 4 €
- ❑ **291/292 Alternatives en Aquitaine**
  Forum social. Tribunes. . . . . 6 €
- ❑ **293 Hébergement solidaire**
  Ivan Illich. Incinération. Spiritualité. . . . . 4 €
- ❑ **294 Enfance : apprendre ensemble**
  Prostitution. Droit dévié. Bioclimatique. . . . . 4 €

Silence diffuse une cinquantaine d'ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

❑	Découverte 1ère année	6 n°	15 €
❑	Particulier	12 n°	40 €
❑	Institution	12 n°	80 €
❑	Soutien	12 n°	50 € et +
❑	Petit futé	24 n°	65 €
❑	Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
❑	Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
❑	Petit budget	12 n°	25 €

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

❑	Découverte 1ère année	6 n°	22 €
❑	Particulier	12 n°	45 €
❑	Institution	12 n°a	90 €
❑	Soutien	12 n°	50 € et +
❑	Petit futé	24 n°	70 €
❑	Petit budget	12 n°	40 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

_____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33
Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B - 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48

NATURAVIGNON
voir CD joint